

inprecor



n° 714

novembre 2023

5,50 € / 8 CHF

Brésil : pour PSOL indépendant du gouvernement
● GRÈVE DANS L'AUTOMOBILE AUX ÉTATS-UNIS ●
Contre-sommet des peuples au Maroc

inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>

Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration:
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél.: 33/0 1 49 28 54 87

E-mail: inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant:
Jan Malewski

Rédacteur en chef: Antoine Larrache

Correction: Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique: agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies,
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

novembre 2023 n° 714

IV^e Internationale

En solidarité avec les luttes des peuples contre l'impérialisme débridé Comité international 3

Palestine

Solidarité avec le peuple palestinien – mettre fin à l'occupation ! Bureau exécutif 5

Catastrophe en Palestine et en Israël David Finkel 6

Un régime de suprématie juive du Jourdain à la Méditerranée: c'est l'apartheid B'Tselem 10

Netanyahou va devoir payer le prix de l'hubris Michel Warschawski 15

Mobilisations pour la Palestine Italie, Chypre, Grande-Bretagne, État espagnol, États-Unis 16

Manifestations populaires au Maroc contre l'agression israélienne Marouane 20

Contre-sommet des peuples au Maroc

Marrakech: contribuer à une dynamique politique contre les institutions impérialistes Marouane 21

Impérialisme

La gauche et l'Ukraine: anti-impérialisme ou alter-impérialisme ? Rafael Bernabe 24

États-Unis

«Pas de profits records sans accords collectifs records» Dianne Feeley 28

Brésil

«Pour un PSOL indépendant» Ana-Cristina Carvalhaes 32

Notes de lecture

Découvrir la révolution chilienne (1970-1973) 35

Résistance antinazie, ouvrière et internationaliste. De Nantes à Brest, les trotskistes dans la guerre 36

Vous pouvez acheter vos livres et revues et même vous
abonner à inprecor sur internet: la-breche.com

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Pour que inprecor puisse continuer
Faites le connaître ! Abonnez-vous !



Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir Inprecor (réservé nouveaux abonnés; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires; 24 EUR)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom:

Rue:

Commune / Code postal:

Ville: Pays:

Tél./Fax: E-mail:

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94. IBAN: FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC: NORDFRPP

Pour continuer inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous!

En solidarité avec les luttres des peuples contre l'impérialisme débridé, *pour la libération des peuples et la sauvegarde de l'environnement*

Par
le Comité international de
la IV^e internationale

1. Les contradictions du capitalisme mondial continuent d'engendrer des guerres sauvages et des occupations. Menacés par la crise économique et politique, les gouvernements capitalistes, porteurs d'idéologies racistes, patriarcales et impériales, se construisent des ennemis extérieurs et intérieurs, provoquant des guerres et poursuivant l'oppression. Ces conflits s'inscrivent dans la logique globale du capitalisme néolibéral, la logique de la concurrence économique et politique intense, de l'aggravation des inégalités et du chaos qu'elle engendre à tous les niveaux. Les guerres que nous subissons actuellement sont liées à la crise mondiale du capitalisme et à la fuite en avant dans le conflit entre les puissances impérialistes rivales qui en résulte.

2. Depuis le 24 février 2022, avec l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, visant à la soumettre totalement, l'impérialisme russe dirigé par Poutine a franchi une étape qualitative dans sa guerre contre les peuples, contre tous ceux qui s'opposent à son projet colonial autoritaire et «grand-russe». Par sa résistance, le peuple ukrainien a réussi à contenir l'invasion, mais la guerre de Poutine est une guerre prolongée, qui apporte la mort, la destruction des villes et des infrastructures, le déplacement des populations, l'écocide et les crimes de toute sorte de l'armée d'invasion.

3. L'État israélien a transformé Gaza en un nouveau ghetto massif. Depuis le 8 octobre 2023, en utilisant les attaques du Hamas comme prétexte, l'État israélien fait pleuvoir le feu sur la bande de Gaza tout en coupant totalement les Palestiniens qui y vivent des ressources extérieures et en multipliant les violences en Cisjordanie également.

Le colonialisme israélien, aujourd'hui dirigé par Netanyahu et sa coalition d'extrême droite, a franchi une nouvelle étape cruciale dans son projet d'anéantissement et d'expulsion du peuple palestinien de son territoire. Ce projet est au cœur du colonialisme israélien, c'est un projet d'une extrême violence qui est activement soutenu par les gouvernements des États-Unis et de l'Union européenne.

4. La nouvelle offensive de l'État israélien contre le peuple palestinien a suscité des protestations dans de nombreuses régions du monde. Les puissances occidentales et une grande partie des médias grand public qualifient le nouvel assaut israélien de «guerre contre le terrorisme» et de réponse à l'attaque du Hamas et de ses alliés le 7 octobre. Lors de cette attaque, qui a franchi le mur physique de la répression coloniale et surpris l'armée d'occupation, le Hamas a également commis des meurtres inacceptables de civils. Nous rejetons résolument ces crimes comme des actes contraires à notre projet d'émancipation. Mais contrairement à ceux qui pratiquent le deux poids, deux mesures, nous pouvons, comme le fait la gauche israélienne, voir que cette violence s'inscrit dans un contexte d'oppression extrême.

5. L'invasion russe de l'Ukraine et l'occupation israélienne de la Palestine sont différentes à bien des égards, mais dans les deux cas la Quatrième Internationale est guidée par le principe du soutien au droit à l'autodétermination des peuples. Nous rejetons toute forme de campisme qui favorise une puissance impérialiste par rapport à une autre ou qui réduirait la politique révolutionnaire à des calculs géopolitiques. Au contraire, nous nous basons sur la solidarité avec les peuples et leurs luttes, même si aujourd'hui les peuples sont dirigés par des forces bourgeoises et/ou réactionnaires. Les classes dirigeantes refusent de reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

et tentent de réprimer toute résistance. Mais cette répression se heurte à une résistance déterminée. Nous soutenons la lutte du peuple ukrainien et celle de l'opposition russe et biélorusse pour vaincre le régime criminel de Poutine et obtenir le retrait des troupes russes, seul moyen de parvenir à une paix juste et durable. De même, nous soutenons la résistance du peuple palestinien et nous affirmons que seule la fin du colonialisme israélien peut mettre un terme à la violence.

6. Des situations de guerre se développent dans différentes parties du monde où des puissances oppressives nient les droits des peuples et des minorités nationales. Par exemple, la récente offensive militaire du régime azerbaïdjanais a entraîné l'expulsion de plus de 100 000 Arméniens du Haut-Karabakh. Cette offensive a été menée en collaboration avec le régime turc d'Erdogan, qui continue de mener sa propre guerre contre les Kurdes en Turquie et en Syrie, tout en muselant constamment toute opposition progressiste en Turquie. Parmi les autres cas, le Cachemire qui continue d'être victime de l'oppression coloniale de l'Inde et du Pakistan, et l'Arabie saoudite qui a mené une guerre atroce au Yémen ces dernières années, avec le soutien des armes occidentales, notamment françaises.

7. Les régimes du Pakistan, de l'Arabie saoudite, de la Turquie, de l'Iran et d'autres prétendent cyniquement être les amis du peuple palestinien. Ils tentent d'instrumentaliser la sympathie mondiale pour la cause palestinienne afin de légitimer leurs propres régimes répressifs, tout en refusant d'apporter un soutien réel à l'autodétermination du peuple palestinien. Tout aussi hypocrites sont les gouvernements occidentaux qui tiennent un noble discours sur la démocratie et l'autodétermination en ce qui concerne l'Ukraine, mais qui en même temps persistent dans leur coopération et

IV^e Internationale

leur soutien au colonialisme israélien, ignorant toutes ses violations du droit international. Pendant ce temps, le gouvernement chinois prétend diriger le «Sud global» tout en soutenant des régimes oppressifs tels que la dictature meurtrière du Myanmar.

8. L'impérialisme américain, qui reste le premier impérialisme au monde, a saisi l'occasion de la guerre russe contre l'Ukraine pour se renforcer. Il tente notamment d'instrumentaliser l'Ukraine dans sa rivalité inter-impérialiste avec la Russie. L'OTAN a profité de l'occasion pour s'élargir et les États membres de l'OTAN utilisent l'invasion russe comme prétexte pour augmenter massivement leurs budgets militaires. Nous exigeons la dissolution immédiate de l'OTAN et de l'OTSC. Ces blocs militaires d'États impérialistes sont les ennemis de l'émancipation sociale et nationale.

9. L'État français a mené sa propre «guerre contre le terrorisme» dans le Sahel africain, une guerre qui n'a résolu aucun problème. Cette guerre française a provoqué une réaction anti-impérialiste parmi les peuples du Mali, du Burkina Faso et du Niger, réaction qui a été utilisée par des aventuriers militaires pour prendre le pouvoir par des coups d'État qui n'offrent aucune perspective d'alternative progressiste. Au Soudan, les militaires putschistes mènent une guerre contre leurs propres peuples qui contestent leur pouvoir.

10. Ce monde de militarisme et de guerres, d'utilisation d'armes interdites par les conventions internationales, de négation des droits fondamentaux, notamment ceux des femmes, et de massacres de civils ; ce monde de réfugié-es repoussé-es aux quatre coins de la planète, et de classes dominantes refusant de s'attaquer à la crise climatique, ce monde semble perdre tout sens. Malheureusement, ce n'est pas nouveau : les décennies précédentes ont vu des guerres en Irak, en Afghanistan, en Tchétchénie, en Syrie et ailleurs. Mais la situation semble encore plus difficile aujourd'hui : une logique catastrophique de «choc des civilisations» est mise en œuvre tant par les gouvernements dits «occidentaux» que par ceux de Poutine et de Xi Jinping. Cette logique sert de tremplin à l'extrême droite raciste et sexiste qui progresse partout. Alors que l'urgence climatique nous prend à la gorge, des ressources précieuses sont gaspillées dans des guerres d'agression et d'occupation.

11. Pourtant, nous assistons à une aspiration mondiale massive à la dignité et à la défense des droits fondamentaux, à la justice démocratique, sociale et environ-

nementale, et à la protection de l'environnement. Mouvements populaires contre la domination impérialiste et coloniale, mouvements féministes, mouvements pour les droits des LGBTIQ et des minorités, mouvements environnementaux, mouvements pour les droits sociaux. Face aux guerres actuelles, il est urgent de reprendre l'offensive par le biais de mouvements de masse. La paix ne peut être juste et durable que si elle met fin à l'oppression, à l'occupation et au militarisme. Cela implique de rejeter toute logique de partage des zones d'influence entre blocs militaires, qu'il s'agisse de l'OTAN ou de l'OTSC. La paix ne peut être juste et durable que si elle est anti-impérialiste, démocratique, respectueuse des droits de toutes et tous et allouant les moyens nécessaires à des solutions écologiques. L'urgence est à la mobilisation de toutes les énergies, de toutes les intelligences et de tous les moyens à l'échelle mondiale. Nous avons besoin d'une transition écosocialiste pour satisfaire les besoins fondamentaux des peuples partout dans le monde !

12. Face à la barbarie de la guerre, nous devons nous mobiliser dans une solidarité concrète d'en bas, avec les peuples qui luttent pour leurs droits, en toute indépendance des gouvernements, des puissances mondiales ou régionales et des forces politiques réactionnaires. Nous insistons sur l'universalité de principes tels que le droit à l'autodétermination et le droit à la résistance, que ce soit en Ukraine, en Palestine ou ailleurs. Nous soutenons la résistance contre les oligarques et les capitalistes, où qu'ils opèrent, et nous ne nous faisons pas d'illusions sur les dirigeants réactionnaires et de droite. Nous soutenons la lutte contre l'agenda ultralibéral du gouvernement Zelensky et contre son alignement sur l'impérialisme américain. Nous condamnons la vision réactionnaire du monde du Hamas et rejetons ses tactiques criminelles. Nous n'oublions pas que la répression des forces progressistes a favorisé les forces fondamentalistes religieuses telles que le Hamas.

13. Aujourd'hui, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mobiliser un mouvement mondial massif de solidarité avec le peuple palestinien et ses alliés en Israël. Le peuple palestinien est isolé et occupé, et ne reçoit pratiquement aucun soutien matériel de l'extérieur. Notre solidarité n'en est que plus nécessaire. Nous devons empêcher l'expulsion des populations, le «nettoyage ethnique» du peuple palestinien par l'État israélien

et une seconde Nakba, nous exigeons la fin immédiate des bombardements et du blocus de Gaza, un cessez-le-feu et une aide humanitaire. Nous exigeons la libération des prisonniers de toutes les parties. Nous sommes solidaires de la société civile palestinienne et soutenons son appel à renforcer le mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions).

14. Notre objectif est une solution politique qui mette fin à la colonisation et garantisse le droit au retour des expulsé-es et l'égalité des droits des personnes de toutes origines sur la Terre. Les mobilisations de solidarité avec la Palestine font face à des obstacles majeurs tels que des discours visant à isoler les mobilisations et les forces qui les construisent, et dans d'autres pays la répression physique des manifestations et autres expressions de solidarité. Malgré cette répression, le mouvement de solidarité avec la Palestine se poursuit et, en surmontant ces obstacles, il lutte également pour la démocratie dans ses propres pays.

15. Nous savons que le Hamas ou d'autres forces religieuses fondamentalistes ne seront pas des alliés dans la recherche d'une solution palestinienne progressiste. L'idée que le peuple palestinien puisse parvenir à son émancipation nationale par une défaite militaire de l'État israélien, un État doté d'une supériorité militaire écrasante, est une illusion. Dans un contexte moyen-oriental caractérisé par une mosaïque de peuples et de minorités, la paix n'est possible que par l'émancipation démocratique de tous.

La solution aux crises mondiales actuelles ne peut venir que d'une mobilisation internationale de masse des travailleurs contre l'occupation impérialiste, pour le droit des peuples à l'autodétermination, contre la restriction des libertés démocratiques, et pour une solidarité concrète, y compris humanitaire.

C'est le rôle des organisations du mouvement ouvrier et des mouvements populaires de mobiliser une large section de la classe ouvrière et toutes et tous les opprimés pour contribuer à ces mobilisations internationalistes, construire des liens concrets avec les organisations d'opprimé-es et changer le rapport de force mondial.

Arrêt des attaques israéliennes contre le peuple palestinien, cessez-le-feu maintenant !

**Les troupes russes hors d'Ukraine !
Dissolution de l'OTAN et de l'OTSC !
Contre toutes les formes d'impérialisme, solidarité internationale ! ■**

Mercredi 25 octobre 2023

Solidarité avec le peuple palestinien – mettre fin à l’occupation !

Par
le Bureau exécutif
de la IV^e Internationale

La cause première de la violence est l’occupation de la Palestine par l’État israélien. Ce sont les Palestiniens qui ont le plus subi la mort et la destruction au cours des 75 dernières années. La situation dans la bande de Gaza est particulièrement inhumaine. La population y est soumise à des humiliations, des punitions collectives et des violences permanentes de la part de l’État israélien. Les appels à la « désescalade » sont vains, et les condamnations unilatérales de la violence du Hamas sont hypocrites, tant que l’on ne s’attaque pas à la cause première.

L’État israélien, gouverné par diverses coalitions, a adopté une stratégie consistant à transformer la bande de Gaza en une prison à ciel ouvert, soumettant sa population à des offensives violentes et régulières. L’offensive du Hamas a montré le caractère insoutenable de cette stratégie inhumaine. Mais au lieu de chercher des moyens de mettre fin à la violence et à la souffrance,

l’État colonial israélien, soutenu par les gouvernements occidentaux, ne fait que redoubler cette stratégie, rendant ainsi inévitables de nouvelles effusions de sang et de nouvelles souffrances.

Nous entendons déjà des voix réclamer une intensification de l’oppression du peuple palestinien, des membres du gouvernement israélien adoptant une rhétorique génocidaire sur la lutte contre les « bêtes inhumaines » et des appels tout à fait cyniques aux Palestiniens pour qu’ils quittent la bande de Gaza s’ils veulent se protéger des opérations israéliennes. Cela revient à aggraver encore une situation qui fait de nombreuses victimes civiles palestiniennes et israéliennes, des victimes que nous déplorons.

Nous condamnons l’hypocrisie de ceux qui agissent comme si la violence venait de nulle part et ignorent 75 ans d’oppression coloniale du peuple palestinien par l’État israélien. Rien ne peut justifier des attaques visant des civils et cette doctrine devrait être universellement respectée dans la condamnation de tous ces crimes de guerre. Nous refusons de nous joindre au chœur de ceux qui condamnent la violence lorsqu’elle

est commise par des Palestiniens, mais qui l’ignorent ou, comme les gouvernements occidentaux, la soutiennent activement quand il s’agit de crimes de guerre et de crimes contre l’humanité perpétrés par l’État israélien. La soi-disant communauté internationale est profondément complice de l’inévitabilité de la violence et n’offre aucune solution pour s’attaquer à sa cause : l’occupation continue du territoire palestinien. Cette oppression, exercée par un État militairement très supérieur et soutenu par les pays les plus puissants du monde, rendra inévitables de nouvelles explosions de violence. Tous ceux qui, depuis des décennies, soutiennent cette occupation en sont responsables.

Nous ne partageons pas la stratégie et la tactique du Hamas parce que cette voie ne peut pas mettre fin à l’occupation, ce qui est le seul moyen de mettre fin à la violence. La fin de l’occupation n’est possible que par la résistance collective des masses palestiniennes, avec les militants anti-guerre de l’État d’Israël, et avec le soutien de leurs alliés internationaux. En tant que Quatrième Internationale, nous sommes fier·es d’être parmi ces alliés.

Nous sommes aux côtés du peuple palestinien dans sa résistance continue contre le colonialisme israélien et dans sa lutte pour l’autodétermination. C’est pourquoi nous appelons à l’intensification du soutien à la campagne BDS, aux déclarations et aux manifestations de solidarité avec le peuple palestinien.

Notre objectif est de mettre fin au colonialisme israélien et de créer un État où toutes et tous les citoyens jouissent des mêmes droits. Dans l’immédiat, nous exigeons la cessation des actions de l’État israélien contre la population palestinienne à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et la fin des relations de toute nature avec le régime colonial d’apartheid israélien. ■

Mardi 10 octobre 2023



De la fumée et des flammes s’échappent après que les forces israéliennes ont frappé une tour de grande hauteur dans la ville de Gaza, le 7 octobre 2023. Agence palestinienne de presse et d’information (Wafa) en contrat avec APAIMAGES, CC BY-SA 3.0.

Catastrophe en Palestine et en Israël

Par
David Finkel*

Le matin du 7 octobre, l'ennemi juré que l'État israélien a largement contribué à créer a franchi le mur frontalier séparant la « prison à ciel ouvert » de Gaza du sud d'Israël, en passant par-dessus, par-dessous et à travers. Les événements brutaux qui ont suivi ont ouvert les portes de l'enfer – encore plus que d'habitude – au Moyen-Orient.

De nombreuses illusions ont volé en éclats, à commencer par la plus grande, celle du gouvernement des États-Unis qui pensait qu'une « normalisation » des relations entre Israël et l'Arabie Saoudite, ainsi que d'autres monarchies arabes du Golfe, ferait disparaître la Palestine des esprits. Il est essentiel d'énoncer d'emblée la leçon fondamentale selon laquelle la politique étatsunienne, en permettant à Israël de détruire continuellement la Palestine et les espoirs de son peuple, a transformé le conflit palestino-sioniste, qui dure depuis 100 ans, en une *crise permanente* avec peu d'espoir de résolution.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, on ignore les risques d'une guerre régionale encore plus importante, qu'aucun acteur étatique ne souhaite – « Dieu nous en préserve », pour reprendre les termes du professeur Rashid Khalidi (1). Mais les événements quotidiens sont bien assez

* David Finkel est rédacteur en chef de la revue de l'organisation socialiste Solidarity des États-Unis, *Against the Current* et membre actif de Jewish Voice for Peace (JVP). Cet article a été publié dans *Against the Current* n°227, novembre-décembre 2023 (traduit de l'anglais par AL).

1. Rashid Khalidi, né en 1948 à New York, est un historien américain d'origine palestinienne, spécialiste de l'histoire du Moyen-Orient. Il est le détenteur de la chaire Edward Saïd et directeur du département du Moyen-Orient à l'université Columbia.

2. Force juive, Otzma Yehudit, anciennement Otzma LeYisrael, est un parti politique d'extrême droite israélien créé en novembre 2012 par Arié Eldad et Michael Ben-Ari. Le Parti sioniste religieux (HaTzionut HaDatit) était un parti d'extrême droite israélien fondé en 1998.

Il a fusionné le 3 août 2023 avec le Foyer juif pour former le Parti national religieux.

3. Gilbert Achcar, 17 octobre 2023.

horribles. Il n'est pas possible d'en faire la chronique ici, mais la direction qu'ils prennent a littéralement fait descendre des millions de personnes dans les rues du monde entier pour exiger que le massacre de Gaza prenne fin. [...]

Disparaît également l'illusion de « sécurité » d'Israël – faite de murs impénétrables, de technologies de surveillance de classe mondiale, de services de renseignements omniprésents et de la certitude de représailles massives garantissant que le Hamas sera « dissuadé », comme s'en est vanté à maintes reprises un haut fonctionnaire israélien. Elle est remplacée par des illusions encore plus meurtrières selon lesquelles la « destruction complète » du Hamas promise – qui ne peut être accomplie sans des dizaines, voire des centaines de milliers de morts dans la bande de Gaza – apportera la sécurité.

L'illusion de certains militants pro-palestiniens – selon laquelle l'attaque du Hamas représente une avancée pour la résistance et la lutte de libération – doit également être analysée. En résumé, la mort de 1 400 Israéliens, pour la plupart des civils, est catastrophique pour la population israélienne mais ne menace pas l'État. Nous y reviendrons plus loin.

Cartographie de la catastrophe

Le gouvernement israélien de « M. Sécurité », Benyamin Netanyahu, est le plus vicieusement raciste, antidémocratique et incompétent, ainsi que l'un des plus corrompus – bien qu'il y ait de la concurrence pour cette distinction – de l'histoire du pays. Aujourd'hui, il est probablement aussi le plus largement vilipendé pour ses échecs catastrophiques.

En fait, les bombardements massifs et l'invasion de Gaza par Israël ont une priorité absolue, au-delà de toute autre considération : maintenir la coalition de Netanyahu au pouvoir et éviter qu'il ne soit emprisonné pour de multiples accusations de corruption. Ni la vie des Palestiniens, ni celle des Israéliens, ni celle des otages ne peuvent entraver cet objectif suprême.

Étant donné que la coalition dépend du soutien des ministres du Pouvoir juif et du Sionisme religieux (2), Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, fascistes et ouvertement pro purification ethnique, les dimensions de la guerre sont littéralement génocidaires. Ce potentiel a toujours été présent dans la politique israélienne, mais le besoin de Netanyahu d'occuper un poste politique pour se protéger des poursuites (cela vous rappelle quelque chose ?) l'emporte sur certaines limites à la destruction totale que la politique mondiale et les intérêts américains imposent habituellement.

Mustafa Barghouti, médecin à Ramallah et président de l'Initiative nationale palestinienne, a mis en garde à plusieurs reprises (par exemple dans *Democracy Now*, le 19 octobre) contre un scénario dans lequel Israël dépeuple et annexe le nord de Gaza, puis procède au nettoyage ethnique et à l'annexion de la Cisjordanie.

« Je n'aurais jamais cru voir Israël se livrer à un nettoyage ethnique au XXI^e siècle, déclare M. Barghouti, mais j'admets que je me suis trompé ». Pour un avertissement similaire, voir « Gaza : entre une seconde Nakba et la renaissance de la fiction d'Oslo » (3).

Sous le choc immédiat du 7 octobre, les informations en provenance du sud d'Israël ayant déferlé sur une grande partie du monde et en particulier sur les États-Unis, on a assisté à une rupture du soutien accumulé pendant des années en faveur du peuple palestinien souffrant de l'occupation. L'ampleur et la brutalité des meurtres perpétrés par le Hamas ont suscité une sympathie instantanée à l'égard d'Israël. En l'espace d'une semaine, les bombardements massifs, le « siège total » et l'invasion imminente de Gaza par Israël ont transformé une grande partie de cette sympathie en dégoût.

Depuis lors, on nous dit souvent que le « droit d'Israël à se défendre » l'emporte sur la prise en compte des conditions sous-jacentes et de l'histoire qui ont engendré la situation actuelle. Tout cela devrait

attendre que «la terreur du Hamas soit terminée une fois pour toutes».

Avec tout le manque de respect qui s'impose, je dois insister sur le fait que c'est le contraire qui est vrai. Alors que l'apartheid israélien s'engage sur la voie du génocide et que de nombreux observateurs ont mis en garde que se serait une possible conséquence, on ne peut pas savoir où cette route mène si l'on ne comprend pas d'où elle vient.

La naissance de l'ennemi juré absolu fondamentaliste

Au printemps 1982, je faisais partie d'une délégation de journalistes de gauche qui s'est rendue dans les territoires palestiniens occupés et en Israël. Nous avons alors visité l'université de Bir Zeit en Cisjordanie occupée. Outre les blocus israéliens et le harcèlement permanent de leur établissement, les étudiants nationalistes qui soutenaient l'Organisation de libération de la Palestine, nous ont expliqué comment les autorités israéliennes laissaient passer librement les islamistes de droite venus de Gaza pour perturber leurs activités sur le campus.

Il s'agissait d'un avant-goût inquiétant de la préférence d'Israël pour le fondamentalisme islamique au détriment du nationalisme palestinien. Ce cynique stratagème de «mon meilleur ennemi» n'était pas très différent de ce que les États-Unis faisaient à la même époque : soutenir en Afghanistan contre les Soviétiques le fondamentalisme islamique d'Oussama ben Laden, devenu ensuite Al-Qaïda et qui finalement allait perpétrer les attentats du 11 septembre 2001.

Il se trouve que notre discussion à Bir Zeit s'est déroulée quelques mois seulement avant l'invasion du Liban par Israël, qui a culminé avec les massacres des camps de réfugiés de Sabra et Chatila en septembre et l'expulsion de l'OLP de Beyrouth.

C'était une grande défaite du nationalisme palestinien, qui a également entraîné la montée en puissance au Liban (avec le soutien de l'Iran) du mouvement fondamentaliste chiite Hezbollah, qui est devenu et reste l'adversaire militaire le plus important d'Israël.

Le Hamas (acronyme arabe de Mouvement de résistance islamique) a été créé en 1987, en tant que branche gazaouie des Frères musulmans basés en Égypte. Au milieu des années 2000, le Hamas



Le président Barack Obama et le vice-président Joe Biden avec le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, le 28 mai 2009 (Photo officielle de la Maison Blanche par Pete Souza, domaine public).

s'est renforcé, profitant du vide laissé par le déclin de la gauche palestinienne et le succès israélo-américain dans la transformation de l'Autorité nationale palestinienne (AP, créée à la suite des accords d'Oslo de 1993) en un collaborateur de l'occupation.

Alors que les colonies israéliennes s'étendaient comme un cancer incontrôlé en Cisjordanie, une avancée remarquable a eu lieu en 2006 dans la vie des Palestiniens. Une élection en Cisjordanie et à Gaza pour la direction de l'Autorité palestinienne a été déclarée libre et équitable par la Fondation Carter, et largement considérée comme un exemple de démocratie pour le Moyen-Orient.

À la surprise générale, y compris celle du Hamas, le mouvement islamiste a remporté les élections, battant la faction dominante de l'OLP (le Fatah). La sénatrice américaine Hillary Clinton, horrifiée, a déploré l'incapacité des États-Unis à garantir un résultat différent lors de l'élection.

Yasser Arafat, leader historique de l'OLP et symbole du nationalisme palestinien, est mort en 2004 (très probablement empoisonné par des agents israéliens, bien que l'assassinat n'ait jamais été reconnu). Le soutien populaire de l'OLP diminuant considérablement, les deux partis ont reconnu la réalité de la fragilité de leur base électorale : la plupart des gens n'avaient pas voté pour une idéologie fondamentaliste islamique, mais plutôt pour protester contre l'incompétence et la corruption de l'Autorité palestinienne et de l'OLP.

En conséquence, le Fatah et le Hamas ont entamé un processus de formation d'un gouvernement d'unité palesti-

nienne. Cet exercice de politique démocratique palestinienne était absolument inacceptable pour les États-Unis et Israël. Ce qui s'est passé ensuite a été raconté par le journaliste David Rose dans un rapport d'enquête intitulé «The Gaza Bombshell» (*Vanity Fair*, avril 2008). Comme le résume l'introduction de l'article :

«Après avoir échoué à anticiper la victoire du Hamas sur le Fatah lors des élections palestiniennes de 2006, la Maison Blanche a concocté une nouvelle débâcle scandaleusement secrète et autodestructrice au Moyen-Orient : moitié Irangate (4), moitié Baie des Cochons. À l'aide de documents confidentiels, corroborés par d'anciens et d'actuels responsables américains indignés, l'auteur révèle comment le président Bush, Condoleezza Rice et le conseiller adjoint à la sécurité nationale, Elliott Abrams, ont soutenu une force armée dirigée par l'homme fort du Fatah, Muhammad Dahlan, déclenchant une guerre civile sanglante à Gaza et laissant le Hamas plus fort que jamais».

Le coup d'État a échoué, laissant les restes de l'OLP administrer l'Autorité palestinienne dans les lambeaux de terri-

4. L'affaire Iran-Contra ou Irangate est un scandale politico-militaire survenu aux États-Unis dans les années 1980 pendant le second mandat de l'administration Reagan. Plusieurs hauts responsables du gouvernement fédéral américain ont soutenu un trafic d'armes vers l'Iran malgré l'embargo touchant ce pays. L'administration espérait pouvoir utiliser les produits de la vente d'armes pour financer les Contras au Nicaragua, malgré l'interdiction explicite du Congrès des États-Unis de financer ce groupe armé en lutte contre le pouvoir nicaraguayen.

Palestine

toire qui lui restaient en Cisjordanie. Le Hamas a consolidé son contrôle sur Gaza.

La bande de terre est restée depuis lors sous le siège israélien de plus en plus rigoureux, des opérations périodiques que les responsables israéliens appellent «tondre l'herbe» avec des assassinats ciblés et le bombardement des infrastructures civiles, des approvisionnements alimentaires limités au niveau de survie, une électricité fournie pendant quelques heures par jour, une eau de plus en plus imbuvable, et la matrice des horreurs décrites dans le livre de Norman Finkelstein, *Gaza, une enquête sur son martyr* (University of California Press, 2018), dans des détails insupportables mais indispensables.

La population de la prison à ciel ouvert de Gaza, dont la grande majorité est constituée de réfugiés et de leurs descendant-es issu-es de la dépossession et de l'expulsion massives des Palestiniens d'Israël en 1948, s'élève à deux millions et demi de personnes sur une bande de terre à peu près de la taille de la ville de Detroit. Après chaque cycle de pulvérisation, la reconstruction partielle est financée par des sources du monde arabe, notamment le Qatar, et quelques agences internationales.

Le Hamas lui-même a tenté de concilier son opposition idéologique à l'existence d'Israël avec les faits concrets des responsabilités gouvernementales. Son aile politique, en particulier, s'est montrée disposée à s'accommoder d'une sorte de solution à deux États, si telle était la volonté du peuple palestinien. Les dirigeants israéliens, tous blocs politiques confondus, n'y ont manifesté aucun intérêt. Des miettes d'aide et l'ouverture d'une poignée d'emplois en Israël pour les travailleurs désespérés de Gaza assureraient ce qu'Israël appelle cyniquement « le calme pour le calme » (*quiet for quiet*).

Les autorités israéliennes étaient tellement satisfaites de la stabilité du *statu quo* qu'elles ont déplacé en toute confiance des unités militaires pour servir et protéger des colons fanatiques de Cisjordanie pendant qu'ils attaquaient et pillaient des villages palestiniens, brûlaient des champs et déracinaient des oliviers d'une valeur inestimable. Les villes du sud d'Israël sont restées à peine surveillées. Mais avant le 7 octobre, qu'est-ce qui pouvait mal tourner ?

Faire face à des faits brutaux

Il est nécessaire de regarder en face la réalité du 7 octobre et de ses conséquences. L'organisation extraordinaire, la préparation secrète, la complexité et la puissance de l'attaque du Hamas ont véritablement choqué le monde entier.

Il en va de même pour l'extrême brutalité des meurtres de masse qu'il a commis. À moins d'une défaillance du commandement et du contrôle, il semblerait que le raid ait eu pour principal objectif de tuer des gens – plus encore que de faire des prisonniers pour les échanger contre plus de six mille prisonniers palestiniens (dont 360 enfants) détenus en Israël, dont beaucoup sont placés en « détention administrative » sans inculpation ni jugement.

Les affirmations selon lesquelles certains citoyens israéliens auraient été tués lors des assauts de l'armée pour reprendre le contrôle, par exemple « *Un nombre croissant de rapports indiquent que les forces israéliennes sont responsables de la mort de civils et de militaires israéliens à la suite de l'attaque du 7 octobre* » (5), ne sont pas vérifiées, mais ne seraient pas sans précédent dans l'histoire d'Israël en matière de gestion des crises d'otages.

Néanmoins, les meurtres à grande échelle perpétrés le 7 octobre par des militants du Hamas sont largement documentés par des images prises par des caméras corporelles et des téléphones portables, ainsi que par les récits des survivant-es. Des familles ont été massacrées sans discernement dans leurs maisons, ainsi que de nombreux civils qui auraient pu être capturés mais qui ont été abattus.

L'ampleur du massacre, au-delà de tout objectif stratégique évident, en fait une action hideuse, qui n'a rien à voir avec l'avancement de la résistance palestinienne ou avec un quelconque objectif progressiste.

Le Hamas a fait preuve d'une indifférence encore plus effroyable à l'égard de l'anéantissement la population civile de Gaza. En quoi cela ferait-il « avancer » la lutte ?

Les crimes moraux et politiques du Hamas incluent son incapacité à construire des abris anti-bombes pour les civils et des fournitures d'urgence face aux attaques aériennes et terrestres répétées d'Israël.

Les partisans de la liberté palestinienne doivent faire face à ce que cela révèle de la véritable nature du Hamas et de la manière

dont il a gouverné à Gaza. Reconnaître le droit absolument essentiel des peuples opprimés à résister, y compris par les armes, ne nous dispense pas de la responsabilité d'analyser les méthodes et les politiques des forces qui agissent en leur nom.

La criminalité est d'autant plus grande si, comme le suggèrent certains analystes, l'un des objectifs de l'attaque du Hamas était délibérément d'entraîner Israël dans une invasion terrestre. Les dirigeants militaires ou politiques de l'organisation pouvaient-ils imaginer que les puissances étatiques régionales viendraient à leur rescousse ?

Inévitablement, comme toujours, la très puissante machine militaire israélienne, avec le soutien total des États-Unis, a été rapidement capable de tuer bien plus de Palestiniens, bien plus que les 1 400 morts israéliens du 7 octobre. Ce chiffre a été *facilement doublé par le nombre de vies palestiniennes perdues au cours des seuls premiers jours des bombardements de représailles d'Israël et du «siège total»* dont Netanyahu a promis qu'il «anéantirait» le Hamas, «changerait Gaza pour toujours» et «se répercuterait sur plusieurs générations». À l'heure où nous écrivons ces lignes, le ministère de la santé de Gaza estime que le nombre de morts parmi les Palestiniens s'élève à plus de 8 000.

C'était *avant* l'invasion terrestre de Gaza, *avant* que les hôpitaux n'épuisent le carburant de leurs générateurs et *avant* qu'Israël ne bombarde les personnes qui avaient suivi ses ordres de fuir vers le sud – et dans quel but du côté israélien ?

Après qu'Israël a permis la montée en puissance des forces qui sont devenues le Hamas, ce dernier peut-il maintenant être «éliminé» sans un massacre de masse de dizaines de milliers de civils de Gaza au moins et l'expulsion forcée de centaines de milliers d'autres ? Er où pourraient-ils aller ?

Qui, le cas échéant, reconstruira Gaza cette fois-ci ? Un «*Gaza plus petit avec moins d'habitants*», comme le promet un ministre du gouvernement israélien, va-t-il recréer les illusions israéliennes en matière de sécurité ? Israël a-t-il l'intention de réoccuper l'endroit ou de le confier à une AP totalement discréditée, collaborateur pathétique de l'occupation ?

Des spécialistes de la presse promeuvent tous ces scénarios obscènes et bien d'autres encore, tous fondés sur la perpétuation du contrôle colonial de l'apartheid par Israël.

5. *Mondoweiss*, 22 octobre 2023.

Les réponses

Face au tollé mondial en faveur d'un cessez-le-feu immédiat, le département d'État étatsunien a interdit à ses fonctionnaires de mentionner ce terme d'apartheid. Au-delà de la «solidarité avec Israël» et de l'envoi en urgence d'armes dont le pays n'a même pas besoin pour détruire Gaza plusieurs fois, le plan des États-Unis semble consister à poursuivre la «normalisation» israélo-saoudienne sur les ruines fumantes de la guerre d'Israël contre la Palestine.

Joe Biden a énoncé la lapalissade suivante : «*Le Hamas ne représente pas le peuple palestinien...*» En effet, les sondages disponibles indiquent que le Hamas est soutenu par environ 20 % de la population de Gaza, voire beaucoup moins (6).

Mais ces déclarations américaines ne cadrent guère avec celles du président de l'État d'Israël, Isaac Herzog, qui a déclaré que «*Gaza, c'est le Hamas*», ou avec celles de Benjamin Netanyahu qui, aux Nations unies, a déployé un drapeau représentant le Grand Israël, y compris la bande de Gaza et la Cisjordanie. Tel est le résultat concret de la promesse de M. Biden de fournir une nouvelle aide militaire massive à Israël.

Entre-temps, la nouvelle catastrophe a révélé et approfondi la polarisation de la communauté juive américaine sur Israël et la Palestine. Au cours de la semaine du 16 octobre, dans le cadre d'actions d'une ampleur sans précédent, Jewish Voice for Peace (JVP), If Not Now et d'autres organisations de solidarité juives ont bloqué les portes de la Maison Blanche le lundi et ont envahi le Capitole le mercredi, exigeant un cessez-le-feu immédiat. Le 27 octobre, le sit-in de masse organisé par JVP a bloqué la gare centrale de New York et il y a eu plus de 400 arrestations.

Mais une réponse typique de l'establishment a été rédigée dans le *Detroit Free Press* (dimanche 16 octobre) par le rabbin Asher Lopatin, qui a la réputation imméritée d'être une voix modérée et conciliante :

«*Le fait que le Hamas ait pris pour cible et assassiné des familles – bébés, enfants, mères et grands-mères – a constitué la pire catastrophe en un jour pour notre peuple depuis l'Holocauste. Et cela a rappelé les pogroms en Europe de l'Est avant et après la révolution russe, lorsque les Juifs ont été attaqués et tués*



Graffitis du Front populaire de libération de la Palestine à Sebastia, en Cisjordanie. © NaturalSoundsYEAH! – Own work, CC0.

dans des raids brutaux. Mais cette fois-ci, c'est encore plus extrême, comme la brutalité pratiquée par Daech, mais cette fois-ci Daech est là pour les Juifs.»

Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est extrait de son contexte historique ! Les communautés juives visées par les pogroms en Europe, sans parler du génocide nazi, étaient non seulement sans défense mais, plus important encore, n'avaient rien à voir avec la création des conditions qui ont conduit à leur assassinat.

Les victimes israéliennes de l'attaque du Hamas, certainement innocentes elles-mêmes, étaient des citoyens de l'autoproclamé «État-nation du peuple juif» – un État qui non seulement prétendait les défendre, mais qui a créé les conditions de leur assassinat et a contribué à mettre en branle la force qui a perpétré le massacre du 7 octobre.

Les comparaisons entre le Hamas et Daech, comme la déclaration de Netanyahu selon laquelle «*le Hamas est Daech*» (et les propos de Biden selon lesquels «*ces gars-là font passer Al-Qaïda pour des innocents*»), fournissent une couverture pour une guerre sans limite ni retenue, alors que les atrocités commises par les colons de Cisjordanie s'intensifient de jour en jour. Il est plus juste de considérer le Hamas et l'occupation israélienne comme des partenaires d'une danse dans la spirale de la mort, asymétriques mais symbiotiques.

On peut dire que le gouvernement

israélien et le Hamas, chacun pour ses propres raisons, ont voulu la guerre actuelle, et que les États-Unis ne veulent pas l'arrêter ou sont incompetents pour le faire. D'autre part, aucun des acteurs étatiques ne souhaite l'apocalypse d'une guerre régionale – ni Israël, ni l'Arabie saoudite, ni l'Iran, ni certainement le Liban qui serait anéanti, ni les États-Unis.

Toutefois, si les États et/ou leurs clients se lancent aveuglément dans une guerre régionale, personne ne sait où elle mènera ni l'ampleur de ce qui sera englouti par les portes de l'enfer.

Exiger un cessez-le-feu immédiat pour Gaza est devenu la principale priorité du mouvement mondial. L'indignation qui se répand dans le monde entier, ainsi que les protestations croissantes aux États-Unis et ailleurs des Palestiniens, des Arabes, des secteurs progressistes de la communauté juive et d'autres alliés solidaires, constituent actuellement le meilleur espoir de bloquer la route vers le génocide. ■

30 octobre 2023

6. Jim Zogby, de l'Institut arabo-américain, estime qu'il s'agit plutôt de 11 %. Voir également, Amaney A. Jamal et Michael Robbins, «*What Palestinians Really Think of Hamas*», Foreign Affairs, 25 octobre 2023. Ce sondage a été réalisé juste avant le 7 octobre, date à laquelle la guerre Israël-Gaza a éclaté. Il indique également que le Hamas et le Fatah n'obtiennent pas à eux deux plus de 30 % de soutien et beaucoup moins selon la plupart des critères (note de l'auteur).

Un régime de suprématie juive du Jourdain à la Méditerranée: c'est l'apartheid

Par
B'Tselem*

Plus de 14 millions de personnes, dont environ la moitié de Juifs et l'autre moitié de Palestiniens, vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée sous un régime unique. La perception commune dans le discours public, politique, juridique et médiatique est que deux régimes distincts opèrent côte à côte dans cette région, séparés par la ligne verte. Le premier, à l'intérieur des frontières de l'État souverain d'Israël, serait une démocratie permanente avec une population d'environ neuf millions d'habitants, tous citoyens israéliens. L'autre régime, dans les territoires dont Israël s'est emparé en 1967 et dont le statut final est censé être déterminé lors de futures négociations, est une occupation militaire temporaire imposée à quelque cinq millions de sujets palestiniens.

Au fil du temps, la distinction entre les deux régimes s'est éloignée de la réalité. Cette situation existe depuis plus de 50 ans, soit deux fois plus longtemps que le temps que l'État d'Israël a existé sans lui. Des centaines de milliers de colons juifs résident aujourd'hui dans des colonies permanentes à l'est de la Ligne verte et vivent comme s'ils étaient à l'ouest. Jérusalem-Est a été officiellement annexée au territoire souverain d'Israël, et la Cisjordanie a été en

pratique annexée. Plus important encore, cette distinction masque le fait que l'ensemble de la région située entre la mer Méditerranée et le Jourdain est organisée selon un principe unique: faire progresser et consolider la suprématie d'un groupe – les Juifs – sur un autre – les Palestiniens. Tout cela nous amène à conclure qu'il ne s'agit pas de deux régimes parallèles qui se contentent de défendre des principes identiques. Il s'agit d'un seul et même régime qui régit l'ensemble de la région et les personnes qui y vivent, sur la base d'un seul principe d'organisation unique.

Lorsque B'Tselem a été fondé en 1989, nous avons limité notre mandat à la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et à la bande de Gaza, et nous nous sommes abstenus d'aborder la question des droits humains à l'intérieur de l'État d'Israël créé en 1948 ou d'adopter une approche globale de l'ensemble de la région située entre le Jourdain et la mer Méditerranée. Pourtant, la situation a changé. Le principe d'organisation du régime a gagné en visibilité ces dernières années, comme en témoigne la «Loi fondamentale: Israël-État-nation du peuple juif», adoptée en 2018, ou encore les discussions ouvertes sur l'annexion formelle de certaines parties de la Cisjordanie en 2020. Compte tenu des faits décrits ci-dessus, cela signifie que ce qui se passe dans les territoires occupés ne peut plus être traité séparément de la réalité de l'ensemble de la zone sous le contrôle d'Israël. Les termes que nous avons utilisés ces dernières années pour décrire la situation – tels que «occupation prolongée» ou «réalité à un seul État» – ne sont plus adéquats. Pour continuer à combattre efficacement contre les violations des droits humains, il est essentiel d'examiner et de définir le régime qui gouverne la région entière.

Cet article analyse la manière dont le régime israélien s'y prend pour atteindre ses objectifs dans l'ensemble de la zone qu'il contrôle. Nous ne proposons pas d'examen historique ni d'évaluation des mouvements

nationaux palestinien et juif, ni de l'ancien régime sud-africain. Bien que ces questions soient importantes, elles ne relèvent pas de la compétence d'une organisation de défense des droits humains. Ce document présente plutôt les principes qui guident le régime, montre comment il les met en œuvre et indique la conclusion qui s'en dégage sur la manière dont le régime devrait être défini et ce que cela signifie pour les droits humains.

Diviser, séparer, gouverner

Dans toute la région située entre la mer Méditerranée et le Jourdain, le régime israélien met en œuvre des lois, des pratiques et une violence d'État destinées à asseoir la suprématie d'un groupe – les Juifs – sur un autre – les Palestiniens. Une méthode essentielle pour atteindre cet objectif consiste à organiser l'espace différemment pour chaque groupe.

Les citoyens juifs vivent comme si toute la région était un seul et même espace (à l'exclusion de la bande de Gaza). La Ligne verte ne signifie pratiquement rien pour eux: qu'ils vivent à l'ouest de cette ligne, dans le territoire souverain d'Israël ou à l'est, dans des colonies non officiellement annexées à Israël, n'a aucune incidence sur leurs droits ou leur statut.

Par contre, l'endroit où vivent les Palestiniens est crucial. Le régime israélien a divisé la région en plusieurs unités qu'il définit et gouverne différemment, accordant aux Palestiniens des droits différents dans chacune d'elles. Cette division ne concerne que les Palestiniens. L'espace géographique, qui est d'un seul tenant pour les Juifs, est une mosaïque fragmentée pour les Palestiniens:

- Les Palestiniens qui vivent sur les terres définies en 1948 comme territoire souverain israélien (parfois appelés Arabes-Israéliens) sont des citoyens israéliens et représentent 17 % des citoyens de l'État. Bien que ce statut leur confère de nombreux droits, ils ne jouissent pas des mêmes droits

* B'Tselem est un ONG israélienne, fondée en février 1989. Sa tâche principale consiste à «documenter et informer le public et les décideurs israéliens sur les violations des droits humains dans les territoires occupés, combattre la situation de déni dominant le public israélien, et aider à créer une culture des droits humains en Israël». Elle documente la torture, la restriction de la liberté de mouvement, l'expropriation de terres, la destruction de maisons, la violence des colons israéliens, etc. Parallèlement, elle proteste contre la peine de mort et les violations des droits humains commises par l'Autorité palestinienne. Elle est menacée par le gouvernement israélien, qui restreint ses droits, notamment en 2018 par une loi «sur la transparence». Nous publions ici un document adopté par B'Tselem le 12 janvier 2021, publié sur son site web. Traduit de l'anglais par JM.

que les citoyens juifs, que ce soit en vertu de la loi ou de la pratique, comme nous le verrons plus en détail dans cet article.

- Environ 350 000 Palestiniens vivent à Jérusalem-Est, qui comprend quelque 70 000 dounams (1 dounam égale 1 000 m² ou 0,1 ha) qu'Israël a annexés à son territoire souverain en 1967. Ils sont définis comme des résidents permanents d'Israël, un statut qui leur permet de vivre et de travailler en Israël sans avoir besoin de permis spéciaux, de bénéficier des prestations sociales et de l'assurance maladie, et de voter aux élections municipales. Cependant, la résidence permanente, contrairement à la citoyenneté, peut être révoquée à tout moment, à la discrétion absolue du ministre de l'Intérieur. Dans certaines circonstances, elle peut également expirer.

- Bien qu'Israël n'ait jamais formellement annexé la Cisjordanie, il traite ce territoire comme le sien. Plus de 2,6 millions de sujets palestiniens vivent en Cisjordanie, dans des dizaines d'enclaves déconnectées les unes des autres, sous un régime militaire rigide et sans droits politiques. Sur environ 40 % du territoire, Israël a transféré certains pouvoirs civils à l'Autorité palestinienne (AP). Toutefois, l'AP reste subordonnée à Israël et ne peut exercer ses pouvoirs limités qu'avec le consentement d'Israël.

- La bande de Gaza abrite environ deux millions de Palestiniens, également privés de droits politiques. En 2005, Israël a retiré ses forces de la bande de Gaza, démantelé les colonies qu'il y avait construites et abdiqué toute responsabilité quant au sort de la population palestinienne. Après la prise de pouvoir du Hamas en 2007, Israël a imposé un blocus sur la bande de Gaza qui est toujours en place. Pendant toutes ces années, Israël a continué à contrôler de l'extérieur presque tous les aspects de la vie à Gaza.

Israël accorde aux Palestiniens un ensemble de droits différents dans chacune de ces unités, tous inférieurs aux droits accordés aux citoyens juifs. L'objectif de la suprématie juive est poursuivi différemment dans chaque unité, et les formes d'injustice qui en résultent diffèrent : l'expérience vécue par les Palestiniens de Gaza sous blocus n'est pas la même que celle des sujets palestiniens de Cisjordanie, des résidents permanents de Jérusalem-Est ou des Palestiniens citoyens vivant sur le territoire israélien souverain. Il ne s'agit pourtant que de variations sur le fait que tous les Palestiniens vivant sous l'autorité israélienne sont traités comme



Là était autrefois la principale rue commerçante d'Hébron. En 1994, les forces d'occupation ont forcé la fermeture de quelque 500 magasins palestiniens et ont interdit aux Palestiniens de s'y rendre en voiture puis également, en 2000, à pied. Mais les colons israéliens illégaux sont autorisés à circuler librement dans les rues fermées et sont protégés par les forces militaires d'occupation. © Travel 2 Palestine - Austin 202, CC BY 2.

inférieurs en droits et en statut aux Juifs qui vivent dans la même région.

Les quatre principales méthodes utilisées par le régime israélien pour promouvoir la suprématie juive sont décrites ci-dessous. Deux d'entre elles sont mises en œuvre de manière similaire dans l'ensemble de la région : la restriction des migrations des non-Juifs et l'accaparement de terres palestiniennes pour y construire des communautés exclusivement juives, tout en reléguant les Palestiniens dans de petites enclaves. Les deux autres sont mises en œuvre principalement dans les territoires occupés : restrictions draconiennes à la circulation des Palestiniens non citoyens et déni de leurs droits politiques. Le contrôle de ces aspects de la vie est entièrement entre les mains d'Israël : dans toute la région, Israël a le pouvoir exclusif sur le recensement de la population, l'attribution des terres, les listes électorales et le droit (ou le refus de ce droit) de voyager à l'intérieur, d'entrer ou de sortir de n'importe quelle partie de la région.

A. Immigration : réservée aux Juifs

Tout juif dans le monde et ses enfants, petits-enfants et conjoints ont le droit d'immigrer en Israël à tout moment et d'obtenir la citoyenneté israélienne, avec tous les droits qui y sont associés. Ce statut leur est accordé même s'ils choisissent de vivre dans une colonie de Cisjordanie qui n'a pas été officiellement annexée au territoire souverain d'Israël. L'octroi du statut est laissé à l'entière discrétion des fonctionnaires – le ministre de

l'Intérieur (dans l'État souverain d'Israël) ou le commandant militaire (dans les territoires occupés). Malgré cette distinction officielle, le principe d'organisation reste le même : les Palestiniens vivant dans d'autres pays ne peuvent pas immigrer dans la région située entre la mer Méditerranée et le Jourdain, même si eux-mêmes, leurs parents ou leurs grands-parents sont nés et ont vécu dans cette région. Le seul moyen pour les Palestiniens d'immigrer dans les zones contrôlées par Israël est d'épouser un Palestinien qui y vit déjà (en tant que citoyen, résident ou sujet), de remplir une série de conditions et de recevoir l'approbation d'Israël.

Israël ne se contente pas d'entraver l'immigration palestinienne, il empêche également les Palestiniens de se déplacer d'une unité à l'autre, si ce déplacement – aux yeux du régime – est susceptible d'améliorer leur statut. Par exemple, les citoyens palestiniens d'Israël ou les résidents de Jérusalem-Est peuvent facilement s'installer en Cisjordanie (bien qu'ils risquent ainsi de perdre leurs droits et leur statut). Les Palestiniens des territoires occupés ne peuvent pas obtenir la citoyenneté israélienne et s'installer sur le territoire souverain israélien, sauf dans de très rares cas, qui dépendent de l'approbation des responsables israéliens.

La politique israélienne en matière de regroupement familial illustre ce principe. Pendant des années, le régime a dressé de nombreux obstacles devant les familles dont chaque conjoint vit dans une unité géographique différente. Au fil du temps, cela a entravé et souvent

Palestine

empêché un-e Palestinien-ne épousant un-e Palestinien-ne d'une autre unité d'acquérir le statut dans cette unité. En raison de cette politique, des dizaines de milliers de familles n'ont pas pu vivre ensemble. Si l'un des conjoints réside dans la bande de Gaza, Israël autorise la famille à y vivre ensemble, mais si l'autre conjoint réside en Cisjordanie, Israël exige qu'il s'installe définitivement à Gaza. En 2003, la Knesset a adopté un décret temporaire (toujours en vigueur) interdisant la délivrance de la citoyenneté israélienne ou de la résidence permanente aux Palestinien-nes des territoires occupés qui épousent des Israélien-nes – contrairement aux citoyens d'autres pays. Dans des cas exceptionnels approuvés par le ministre de l'intérieur, les Palestinien-nes de Cisjordanie qui épousent des Israélien-nes peuvent se voir accorder un statut en Israël, mais ce statut n'est que temporaire et ne leur donne pas droit à des prestations sociales.

Israël porte également atteinte au droit des Palestinien-nes des territoires occupés – y compris Jérusalem-Est – de continuer à vivre là où ils sont nés. Depuis 1967, Israël a révoqué le statut de quelque 250 000 Palestinien-nes de Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et de la bande de Gaza, parfois au motif qu'ils avaient vécu à l'étranger pendant plus de trois ans. Il s'agit notamment de milliers de résident-es de Jérusalem-Est qui ont déménagé à quelques kilomètres à l'est de leur domicile, dans des parties de la Cisjordanie qui ne sont pas officiellement annexées. Toutes ces personnes ont été privées du droit de retourner chez elles et dans leur famille, là où elles sont nées et où elles ont grandi.

B. Accaparement de terres pour les Juifs et entassement des Palestiniens dans des enclaves

Israël pratique une politique de «judaïsation» de la région, fondée sur l'idée que la terre est une ressource destinée presque exclusivement au groupe juif. La terre est utilisée pour développer et étendre les communautés juives existantes et en construire de nouvelles, tandis que les Palestinien-nes sont dépossédés et confinés dans de petites enclaves surpeuplées. Cette politique est appliquée aux terres situées sur le territoire israélien souverain depuis 1948 et aux Palestinien-nes des territoires occupés depuis 1967. En 2018, le principe sous-jacent a été inscrit dans la «loi fondamentale: Israël-l'État-nation du peuple juif», qui stipule que «l'État considère le

développement des colonies juives comme une valeur nationale et prendra des mesures pour encourager et promouvoir l'établissement et le renforcement de ces colonies».

À l'intérieur de son territoire souverain, Israël a promulgué des lois discriminatoires, notamment la loi sur la propriété des absents, qui lui permet d'exproprier de vastes étendues de terres appartenant à des Palestinien-nes, y compris des millions de *dounams* dans des communautés dont les habitant-es ont été expulsés ou ont fui en 1948 et n'ont pas le droit de revenir. Israël a également réduit de manière significative les zones désignées pour les conseils locaux et les communautés palestiniennes, qui ont désormais accès à moins de 3 % de la superficie totale du pays. La plupart des terres désignées sont déjà saturées de constructions. En conséquence, plus de 90 % des terres situées sur le territoire souverain d'Israël sont désormais sous le contrôle de l'État.

Israël a utilisé ces terres pour construire des centaines de communautés pour les citoyen-nes juifs, mais pas une seule pour les citoyen-nes palestiniens. L'exception est une poignée de villes et de villages construits pour concentrer la population bédouine, qui a été dépouillée de la plupart de ses droits de propriété. La plupart des terres sur lesquelles vivaient les Bédouin-es ont été expropriées et enregistrées comme terres d'État. De nombreuses communautés bédouines ont été définies comme «*non reconnues*» et leurs résident-es comme des «*envahisseurs*». Sur les terres historiquement occupées par les Bédouin-es, Israël a construit des communautés exclusivement juives.

Le régime israélien restreint fortement la construction et le développement dans le peu de terres restantes dans les communautés palestiniennes situées sur son territoire souverain. Il s'abstient également de préparer des plans directeurs qui reflètent les besoins de la population et maintient les zones de juridiction de ces communautés pratiquement inchangées malgré la croissance de la population. Il en résulte de petites enclaves surpeuplées où les habitant-es n'ont d'autre choix que de construire sans permis.

Israël a également adopté une loi autorisant les communautés dotées de comités d'admission, qui se comptent par centaines dans tout le pays, à rejeter les candidats palestiniens pour cause d'«*incompatibilité culturelle*». Cela empêche effectivement les citoyen-nes palestiniennes de vivre dans les communautés désignées pour les Juifs/ves. Officiellement, tout-e citoyen-ne

israélien peut vivre dans n'importe quelle ville du pays; en pratique, seuls 10 % des citoyen-nes palestiniens le font. Même dans ce cas, ils et elles sont généralement relégués dans des quartiers séparés en raison du manque de services éducatifs, religieux et autres, du coût prohibitif de l'achat d'une maison dans d'autres parties de la ville, ou de pratiques discriminatoires dans la vente de terrains et de maisons.

Le régime a utilisé le même principe d'organisation en Cisjordanie depuis 1967 (y compris Jérusalem-Est). Des centaines de milliers de *dounams*, y compris des terres agricoles et des pâturages, ont été pris aux sujets palestiniens sous divers prétextes et utilisés, entre autres, pour établir et étendre des colonies, y compris des quartiers résidentiels, des terres agricoles et des zones industrielles. Toutes les colonies sont des zones militaires fermées dans lesquelles les Palestinien-nes n'ont pas le droit de pénétrer sans autorisation. À ce jour, Israël a établi plus de 280 colonies en Cisjordanie (Jérusalem-Est incluse), où vivent aujourd'hui plus de 600 000 Juifs/ves. D'autres terres ont été prises pour construire des centaines de kilomètres de routes de contournement pour les colons.

Israël a mis en place un système de planification distinct pour les Palestinien-nes de Cisjordanie, principalement destiné à empêcher la construction et le développement. De vastes étendues de terres ne sont pas constructibles, ayant été déclarées terres d'État, zone de tir, réserve naturelle ou parc national. Les autorités s'abstiennent également d'élaborer des plans directeurs adéquats reflétant les besoins actuels et futurs des communautés palestiniennes sur le peu de terres qui ont été épargnées. Le système de planification séparée est axé sur la démolition des structures construites sans permis – là aussi, par manque de choix. Tout cela a piégé les Palestinien-nes dans des dizaines d'enclaves densément peuplées, le développement à l'extérieur de ces enclaves – que ce soit pour un usage résidentiel ou public, y compris les infrastructures – étant presque totalement interdit.

C. Restriction de la liberté de circulation des Palestiniens

Israël autorise ses citoyen-nes et résident-es juifs et palestiniens à circuler librement dans toute la région. Les exceptions sont l'interdiction d'entrer dans la bande de Gaza, qu'il définit comme un «*territoire hostile*», et l'interdiction

(essentiellement formelle) d'entrer dans les zones ostensiblement sous la responsabilité de l'Autorité palestinienne (zone A). Dans de rares cas, les citoyen·nes ou résident·es palestiniens sont autorisé·es à entrer dans la bande de Gaza.

Les citoyen·nes israélien·nes peuvent également quitter le pays et y revenir à tout moment. En revanche, les résident·es de Jérusalem-Est n'ont pas de passeport israélien et une absence prolongée peut entraîner la révocation de leur statut. Israël restreint régulièrement les déplacements des Palestiniens dans les territoires occupés et leur interdit généralement de se déplacer entre les unités. Les Palestiniens de Cisjordanie qui souhaitent entrer en Israël, à Jérusalem-Est ou dans la bande de Gaza doivent s'adresser aux autorités israéliennes. Dans la bande de Gaza, qui fait l'objet d'un blocus depuis 2007, toute la population est emprisonnée car Israël interdit pratiquement tout mouvement d'entrée ou de sortie, sauf dans de rares cas qu'il définit comme humanitaires. Les Palestiniens qui souhaitent quitter Gaza ou les Palestiniens d'autres unités qui souhaitent y entrer doivent également soumettre une demande spéciale de permis aux autorités israéliennes. Les permis sont délivrés avec parcimonie et ne peuvent être obtenus que par le biais d'un mécanisme strict et arbitraire, ou régime de permis, qui manque de transparence et de règles claires. Israël considère chaque permis délivré à un Palestinien comme un acte de grâce plutôt que comme l'accomplissement d'un droit acquis.

En Cisjordanie, Israël contrôle toutes les routes entre les enclaves palestiniennes. Cela permet à l'armée – comme bon lui semble – de mettre en place des postes de contrôle volants, de fermer les points d'accès aux villages, de bloquer les routes et d'empêcher le passage aux postes de contrôle. En outre, Israël a construit la barrière de séparation en Cisjordanie et a désigné les terres palestiniennes, y compris les terres agricoles, coincées entre la barrière et la ligne verte comme «zone frontalière». Les Palestiniens de Cisjordanie n'ont pas le droit de pénétrer dans cette zone et sont soumis au même régime de permis.

Les Palestiniens des territoires occupés ont également besoin d'une autorisation israélienne pour se rendre à l'étranger. En règle générale, Israël ne leur permet pas d'utiliser l'aéroport international Ben Gourion, qui se trouve à l'intérieur de son territoire souverain. Les Palestiniens de Cisjordanie doivent passer par l'aéroport



Barrière de Cisjordanie à Abu Dis, séparant la Cisjordanie de Jérusalem-Est. La maison à droite est une petite colonie, avec quelques autres maisons plus loin sur la droite. Je ne pense pas qu'Israël la considère comme une colonie, puisqu'elle se trouve dans ce qu'il a décidé d'appeler Jérusalem. «Barrière de sécurité» et colonie. © Jacob Rask d'Alingsås, Suède - Flickr, CC BY 2.0

international de Jordanie, mais ils ne peuvent le faire que si Israël les autorise à franchir la frontière jordanienne. Chaque année, Israël refuse des milliers de demandes de passage de cette frontière, sans aucune explication. Les Palestiniens de Gaza doivent passer par le point de passage de Rafah contrôlé par l'Égypte – à condition qu'il soit ouvert, que les autorités égyptiennes les laissent passer et qu'ils puissent entreprendre le long voyage à travers le territoire égyptien. À de rares exceptions près, Israël autorise les habitant·es de Gaza à traverser son territoire souverain à bord d'une navette escortée, afin d'atteindre la Cisjordanie et, de là, de continuer vers la Jordanie, puis vers leur destination.

D. Déni du droit des Palestiniens à la participation politique

Comme leurs homologues juifs, les citoyen·nes palestiniens d'Israël peuvent agir politiquement pour défendre leurs intérêts, notamment en votant et en se présentant aux élections. Ils et elles peuvent élire des représentant·es, créer des partis ou adhérer à des partis existants. Cela dit, les élu·es palestiniens sont continuellement vilipendé·es – un sentiment propagé par des personnalités politiques de premier plan – et le droit des citoyen·nes palestiniens à la participation politique fait l'objet d'attaques constantes.

Les quelque cinq millions de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés ne peuvent pas participer au système politique qui régit leur vie et détermine leur avenir. En théorie, la plupart des Palestiniens ont le droit de voter aux élections de l'AP. Cependant, comme les pouvoirs de l'AP sont limités, et même si des élections étaient organisées réguliè-

rement (les dernières ont eu lieu en 2006), l'État israélien continuerait à régir la vie des Palestiniens, car il détient les principaux aspects de la gouvernance dans les territoires occupés. Il s'agit notamment du contrôle de l'immigration, du recensement de la population, de la planification et des politiques foncières, de l'eau, des infrastructures de communication, de l'importation et de l'exportation, ainsi que du contrôle militaire sur la terre, la mer et l'espace aérien.

À Jérusalem-Est, les Palestiniens sont pris entre le marteau et l'enclume. En tant que résident·es permanent·es d'Israël, ils et elles peuvent voter aux élections municipales, mais pas au parlement. D'autre part, Israël fait en sorte qu'il leur soit difficile de participer aux élections de l'Autorité palestinienne.

La participation politique ne se limite pas à voter ou à se présenter aux élections. Israël refuse également aux Palestiniens des droits politiques tels que la liberté d'expression et la liberté d'association. Ces droits permettent aux individus de critiquer les régimes, de protester contre les politiques, de former des associations pour faire avancer leurs idées et, d'une manière générale, d'œuvrer en faveur du changement social et politique.

Une série de lois, telles que la loi sur le boycott et la «loi Nakba», ont limité la liberté des Israélien·nes de critiquer les politiques relatives aux Palestiniens dans l'ensemble de la région. Les Palestiniens des territoires occupés sont confrontés à des restrictions encore plus sévères : ils ne sont pas autorisés à manifester, de nombreuses associations ont été interdites et presque toute déclaration politique est considérée comme une incitation à la révolte. Ces restrictions sont appliquées assidûment par les tribunaux militaires, qui ont emprisonné des centaines de

Palestine

milliers de Palestinien·nes et elles constituent un mécanisme clé pour maintenir l'occupation. À Jérusalem-Est, Israël s'efforce d'empêcher toute activité sociale, culturelle ou politique associée d'une manière ou d'une autre à l'Autorité palestinienne.

La division de l'espace entrave également la lutte unifiée des Palestinien·nes contre la politique israélienne. Les différences dans les lois, les procédures et les droits entre les unités géographiques, et les restrictions draconiennes de circulation ont séparé les Palestinien·nes en groupes distincts. Cette fragmentation aide non seulement Israël à promouvoir la suprématie juive, mais elle fait également obstacle à la critique et à la résistance.

Non à l'apartheid : c'est notre combat

Le régime israélien, qui contrôle l'ensemble du territoire situé entre le Jourdain et la mer Méditerranée, cherche à promouvoir et à consolider la suprématie juive dans l'ensemble de la région. À cette fin, il a divisé la région en plusieurs unités, chacune avec un ensemble différent de droits pour les Palestinien·nes – toujours inférieurs aux droits des Juifs/ves. Dans le cadre de cette politique, les Palestinien·nes se voient refuser de nombreux droits, notamment le droit à l'autodétermination.

Un régime qui utilise des lois, des pratiques et une violence organisée pour asseoir la suprématie d'un groupe sur un autre est un régime d'apartheid. L'apartheid israélien, qui promeut la suprématie des Juifs/ves sur les Palestinien·nes, n'est pas né en un jour ou d'un seul discours. Il s'agit d'un processus qui s'est progressivement institutionnalisé et explicité, avec des mécanismes introduits au fil du temps dans la loi et la pratique pour promouvoir la suprématie juive. Ces mesures accumulées, leur omniprésence dans la législation et la pratique politique, ainsi que le soutien public et judiciaire dont elles bénéficient, sont autant d'éléments qui nous permettent de conclure que le seuil permettant de qualifier le régime israélien d'apartheid est atteint.

Si ce régime s'est développé au fil des ans, pourquoi publier ce document en 2021 ? Qu'est-ce qui a changé ? Ces dernières années ont été marquées par une augmentation de la motivation et de la volonté des fonctionnaires et des institutions israéliennes de consacrer la suprématie juive dans la loi et de déclarer ouvertement leurs intentions. L'adoption de la «Loi fonda-

mentale : Israël-État-nation du peuple juif» et le projet déclaré d'annexion officielle de certaines parties de la Cisjordanie ont fait voler en éclats la façade qu'Israël s'était efforcé de maintenir pendant des années.

La «Loi fondamentale sur l'État-nation», promulguée en 2018, consacre le droit du peuple juif à l'autodétermination, à l'exclusion de tous les autres. Elle établit que la distinction entre les Juifs/ves en Israël (et dans le monde entier) et les non-Juifs/ves est fondamentale et légitime. Sur la base de cette distinction, la loi autorise une discrimination institutionnalisée en faveur des Juifs/ves dans les domaines de la colonisation, du logement, de l'aménagement du territoire, de la citoyenneté, de la langue et de la culture. Il est vrai que le régime israélien a largement suivi ces principes auparavant. Cependant, la suprématie juive est désormais inscrite dans la loi fondamentale, ce qui en fait un principe constitutionnel contraignant – contrairement aux lois ordinaires ou aux pratiques des autorités, qui peuvent être contestées. Cela indique à toutes les institutions de l'État que non seulement elles peuvent, mais qu'elles doivent, promouvoir la suprématie juive dans l'ensemble de la zone sous contrôle israélien.

Le projet d'Israël d'annexer officiellement certaines parties de la Cisjordanie est aussi une façon d'ajuster le statut officiel des territoires occupés, qui s'accompagne d'une rhétorique creuse sur la négociation de leur avenir, au fait qu'Israël a effectivement annexé la majeure partie de la Cisjordanie depuis longtemps. Israël n'a pas mis en pratique ses déclarations sur l'annexion formelle après juillet 2020 et, depuis, différents responsables ont publié des déclarations contradictoires à propos de ce plan. Indépendamment de la manière dont Israël procédera à l'annexion formelle d'une manière ou d'une autre, son intention d'exercer un contrôle permanent sur l'ensemble de la région a déjà été ouvertement déclarée par les plus hauts responsables de l'État.

Le raisonnement du régime israélien et les mesures utilisées pour le mettre en œuvre rappellent le régime sud-africain qui cherchait à préserver la suprématie des citoyens blancs, en partie en divisant la population en classes et sous-classes et en attribuant des droits différents à chacune d'entre elles. Il existe bien sûr des différences entre les régimes. Par exemple, la division en Afrique du Sud était basée sur la race et la couleur de peau, alors qu'en Israël, elle est basée sur la nationalité et

l'ethnicité. En Afrique du Sud, la ségrégation se manifestait également dans l'espace public, sous la forme d'une séparation officielle et réglementée entre les personnes en fonction de la couleur de leur peau – un degré de visibilité qu'Israël évite généralement. Pourtant, dans le discours public et dans le droit international, l'apartheid ne signifie pas une copie exacte de l'ancien régime sud-africain. Aucun régime ne sera jamais identique. Le terme «apartheid» est depuis longtemps un terme indépendant, ancré dans les conventions internationales, qui fait référence au principe d'organisation d'un régime : promouvoir systématiquement la domination d'un groupe sur un autre et s'efforcer de la consolider.

Le régime israélien n'a pas besoin de se déclarer comme un régime d'apartheid pour être défini comme tel, pas plus qu'il n'est pertinent que les représentants de l'État le proclament largement comme une démocratie. Ce ne sont pas les déclarations qui définissent l'apartheid, mais la pratique. Si l'Afrique du Sud s'est déclarée régime d'apartheid en 1948, il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que d'autres États lui emboîtent le pas, compte tenu des répercussions historiques. La réaction de la plupart des pays à l'apartheid sud-africain est davantage susceptible de dissuader les pays d'admettre la mise en œuvre d'un régime similaire. Il est également évident que ce qui était possible en 1948 ne l'est plus aujourd'hui, tant sur le plan juridique qu'au niveau de l'opinion publique.

S'il est douloureux de regarder la réalité en face, il est encore plus pénible de vivre sous une botte. La dure réalité décrite ici peut encore se détériorer si de nouvelles pratiques sont introduites – avec ou sans législation pour les accompagner. Néanmoins, le peuple a créé ce régime et c'est lui qui peut l'aggraver ou travailler à le remplacer. C'est cet espoir qui est à l'origine de la présente prise de position. Comment peut-on lutter contre l'injustice si elle n'est pas nommée ? L'apartheid est le principe organisateur, mais reconnaître ce fait ne signifie pas baisser les bras. Au contraire, c'est un appel au changement.

La lutte pour un avenir fondé sur les droits humains, la liberté et la justice est particulièrement cruciale aujourd'hui. Il existe plusieurs voies politiques vers un avenir juste ici, entre le Jourdain et la mer Méditerranée, mais chacun d'entre nous doit d'abord dire non à l'apartheid. ■

12 janvier 2021

Netanyahou va devoir payer le prix de l'hubris

Par
Michel Warschawski*

Il y a cinquante ans, l'armée israélienne était prise de surprise par l'attaque égypto-syrienne, et des milliers de soldats en payaient le prix; il faudra plusieurs semaines pour retourner la situation, mais la guerre de 1973 restera gravée dans l'histoire comme une défaite. Le 7 octobre 2023, Israël est à nouveau surpris, cette fois par des milliers de militants du Hamas de Gaza qui font tomber le système de clôture qui encercle leur territoire, pénètrent sur le territoire israélien et y commettent des attaques sanglantes qui font plus de mille morts; par ailleurs, les Gazaouis parviennent à enlever plusieurs centaines d'otages qu'ils ramènent dans leur territoire et qui vont vraisemblablement servir à un futur échange de prisonniers.

Le dénominateur commun entre ces deux événements porte un nom en grec classique: l'*hubris*, c'est-à-dire un aveuglement engendré par un excès de puissance, ou de puissance apparente. Peu avant la guerre de 1973, le général Moshe Dayan se vantait qu'Israël s'était donné les moyens pour imposer une situation de «ni guerre ni paix» pour les cent ans à venir (sic). Cinquante ans plus tard, Benyamin Netanyahou et les voyous qui l'entourent étaient persuadés que les deux millions de Gazaouis accepteraient le siège qui leur est imposé depuis plus de 15 ans en se contentant de lancer de temps à autre des roquettes assez primitives. Cette fois ce sont des milliers de civils qui paient le prix, en particulier dans les localités qui appartiennent à ce qu'on appelle «l'enveloppe de Gaza».

On l'a souvent répété: Gaza est une cocotte-minute sous laquelle brûle en permanence le feu des agressions israéliennes et qui subit un siège barbare, auquel d'ailleurs participe le pouvoir égyptien. Tôt ou tard la cocotte-minute explosera. «Les meilleurs services de renseignement du monde» (comme on l'avait déjà vu en 1973!) n'ont rien vu venir: eux aussi ont été piégés par l'hubris.

Hubris et corruption: car au-delà de l'aveuglement politique, le pouvoir Netanyahou se caractérise aussi par un niveau de corruption inédit: le Premier ministre, sa femme et son voyou de fils (envoyé en exil de luxe de l'autre côté de l'Atlantique à la demande expresse des responsables de la sécurité personnelle de Netanyahou), aiment l'argent et le luxe: ils sont entourés de millionnaires qui les couvrent de cadeaux, en échange, évidemment, de services rendus. Sans parler des budgets faramineux pour les partis religieux et leurs institutions en échange de leur soutien politique indéfectible.

Et pétage de plombs: par deux fois les Israéliens ont pu récemment voir et écouter Netanyahou à la télévision, ce n'est plus le même homme. Celui qui était considéré comme le démagogue le plus efficace de la classe politique israélienne n'était plus que l'ombre de lui-même, un homme éteint et apeuré. Certains journalistes en général bien informés n'hésitent plus à parler en termes médicaux. Ne l'oublions pas: le Premier ministre est inculpé pour trois affaires de corruption et le risque de connaître le même sort que son lointain prédécesseur Ehoud Olmert (qui a fait de la prison pour corruption) est réel. S'il n'y avait eu les pressions de sa femme Sara et du voyou, il semble que Netanyahou était prêt à accepter un *deal* avec le parquet: plaider coupable en échange d'une peine allégée et se retirer de la politique.

Netanyahou sait pertinemment qu'après la fin de la guerre actuelle, la constitution d'une commission d'enquête nationale sera la demande principale du mouvement de masse qui, avant la crise actuelle, s'était mobilisé contre la corruption de Netanyahou. Ce mouvement n'a pas disparu, mais s'est pour l'instant recyclé dans la prise en charge des déplacés de l'«enveloppe de Gaza». Car là aussi, l'État Netanyahou a été totalement absent, et c'est la société civile qui a pris en charge les dizaines de milliers de déplacés, leurs besoins matériels, l'appui psychologique et l'éducation des enfants.

La population civile de Gaza paie un prix colossal pour avoir osé défier le colonialisme israélien. Ce que l'armée israélienne commet depuis maintenant un mois appartient à la catégorie des crimes contre l'humanité. L'État d'Israël et ses gouvernants devront rendre des comptes devant les instances de justice internationales, ainsi que leurs complices, de Joe Biden à Emmanuel Macron.

Même si la rage des Gazaouis a fait de très nombreuses victimes civiles (donc innocentes) israéliennes, il faut dire haut et fort qu'ils ont été poussés à cette réaction extrême par un siège barbare, confirmant ainsi une vieille leçon de l'histoire: la barbarie de l'opresseur déteint souvent sur l'opprimé et le barbarise à son tour. C'est un crime supplémentaire à inscrire sur le compte de l'occupant colonial israélien. ■

Jérusalem, le 1^{er} novembre 2023

*Michel Warschawski, dit «Mikado», né en 1949, journaliste et écrivain, est un militant marxiste-révolutionnaire israélien, luttant pour le remplacement de l'État juif par un État binational. Il a rejoint l'organisation socialiste antisioniste Matzpen en 1967, a participé en 1972 à la fondation de la Ligue communiste révolutionnaire marxiste (section israélienne de la IV^e Internationale), puis, en 1984, à celle du Centre d'information alternative rassemblant plusieurs mouvements pacifistes israéliens et des organisations palestiniennes. Il a été le correspondant de *Rouge*, journal de la LCR (section française de la IV^e Internationale). Il est membre du comité de parrainage du Tribunal Russel sur la Palestine. Il a publié en français: *Israël-Palestine: Le défi binational* (Textuel, 2001); *Sur la frontière* (Stock, 2002); *À contre cœur - Les voix dissidentes en Israël* (avec Michèle Sibony, Textuel, 2003); *À tombeau ouvert - La crise de la société israélienne* (La Fabrique, 2003); *Les banlieues, le Proche-Orient et nous* (avec Leila Shahid et Dominique Vidal, L'Atelier, 2006); *La révolution sioniste est morte - Voix israéliennes contre l'occupation, 1967-2007* (collectif, La Fabrique, 2007); *La guerre des 33 jours - La guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences* (avec Gilbert Achcar, Textuel, 2007); *Programmer le désastre - La politique israélienne à l'œuvre* (La Fabrique, 2008); *Destins croisés - Israéliens-Palestiniens, l'histoire en partage* (Riveneuve, 2009); *Au pied du mur* (Éditions Syllepse, 2011); *Un autre Israël est possible* (avec Dominique Vidal, Les Éditions de l'Atelier, 2012); *Israël: chronique d'une catastrophe annoncée... et peut-être évitable* (préface de Jean Ziegler, Éditions Syllepse, 2018).

Mobilisations pour la Palestine

Italie : les jeunes mobilisé-es affirment aussi leur propre existence

La reprise du conflit armé entre les forces armées israéliennes et les milices du Hamas – à la suite de la brutale et terrifiante action de ce dernier à l'intérieur de l'État d'Israël et, surtout, aux bombardements israéliens sur la bande de Gaza – a conduit des milliers de personnes à descendre dans la rue dans les principales villes italiennes.

Depuis deux semaines se tiennent quotidiennement des rassemblements, des manifestations et des initiatives diverses en solidarité avec la Palestine et les Palestinien-nés. Ces initiatives connaissent une grande participation, surtout de la part des jeunes, femmes et hommes.

Parmi les principales manifestations qui se sont déroulées, on retiendra particulièrement celle de Milan qui, deux samedis de suite, a vu descendre dans la rue au moins 4 à 5000 personnes. Les manifestations ont été appelées par les associations de Palestinien-nés, en particulier par les associations de jeunes. La majorité des participant-es étaient des hommes et des femmes (et parfois des familles entières) originaires des pays des régions arabes. Et parmi ceux-ci, une énorme participation de jeunes garçons et surtout de jeunes filles, comme acteurs conscients, et avec une forte implication individuelle et collective. Les jeunes de seconde et de troisième générations, animés par de forts principes, plus moraux que politiques, ont voulu transmettre divers messages.

Avant tout, il est évident que la Palestine, abandonnée et oubliée par les gouvernements du monde entier, et particulièrement par les gouvernements des régimes arabes,

reste une composante importante dans l'identité politique et culturelle de ceux qui viennent de cette région. On a pu le constater ces dernières semaines lors des manifestations de colère qui se sont déroulées dans ces mêmes pays arabes, de la Tunisie à la Jordanie, et du Liban à l'Irak. Et ça a été la même chose en Europe et en Italie.

Il a été écrit qu'on n'y avait vu aucune condamnation explicite des ignobles actions du Hamas. C'est vrai, et c'est un élément auquel il faut prêter attention. Mais il faut constater également que les débats sont «bombardés» par une rhétorique insupportable sur le «droit à l'autodéfense» d'Israël, alors que la Palestine demeure toujours absente, oubliée, sauf quand éclatent de nouveaux conflits armés. Éviter la destruction de Gaza et de ses habitants devient pour les militant-es l'objectif unique et nécessaire.

Il est aussi évident que ces cortèges représentent pour ces jeunes l'occasion de porter dans les rues de villes pas toujours accueillantes pour eux leur présence, leur corps et leur voix. Une occasion fondamentale pour affirmer leur existence, faire entendre leurs voix qui ne demandent qu'à être écoutées, sans être traités de façon souvent paternaliste et condescendante. Ce sont les mêmes jeunes qui ont manifesté ces dernières années, en Italie, pour revendiquer leur droit à la citoyenneté italienne, mais qui ne veulent pas réduire leur appartenance politique à cette reconnaissance qui leur paraît (et à juste titre) parfaitement naturelle.

Dans les manifestations – en plus des centres sociaux autogérés, dans lesquels se rencontrent déjà différentes identités nationales et de jeunesse, et dans lesquelles souvent s'organisent les migrant-es – sont présents égale-



Manifestation en Italie. © ANSA

ment les multiples acteurs d'une gauche qui a quelques idées, mais confuses : les groupes «communistes» les plus divers et variés, et ce qui reste d'une gauche radicale «internationaliste» traversée par mille contradictions – de l'absence de la reconnaissance du droit à l'autodéfense du peuple ukrainien à la non-participation aux actions des femmes iraniennes. Des forces en quelque sorte incapables d'ouvrir la réflexion sur les contradic-

tions que nous sommes en train de vivre, et simplement satisfaites de pouvoir agiter son drapeau.

Ce ne sont certainement pas ces groupes qui réussiront à communiquer ou en tout cas à entrer en relation avec les acteurs de la jeunesse qui se sont exprimés sur ce thème comme sur d'autres (solidarité avec les migrants, mobilisation contre le changement climatique...). ■

Piero Maestri*

Les Chypriotes se mobilisent

Chypre, à une demi-heure en avion de Tel-Aviv, se trouve à proximité immédiate de Gaza (300 km) et de la Palestine. Suite à l'attaque du Hamas, le gouvernement chypriote-grec a condamné les massacres des civils et a manifesté, comme beaucoup de gouvernements occidentaux, son soutien inconditionnel à l'État d'Israël. Des victimes israéliennes sont accueillies à Chypre qui constitue aussi un passage pour celles et ceux qui quittent Israël.

La guerre totale qui mène, depuis, l'armée israélienne contre le peuple palestinien de Gaza et toutes ses attaques en Cisjordanie ne change en rien ce soutien. Le président chypriote-grec s'est précipité en Israël pour serrer dans ses bras Netanyahu et l'ensemble de l'establishment chypriote et les médias

mainstream manifestent sans cesse leur soutien à l'État sioniste et à sa politique belligérante.

Le même establishment ne prononce pas un mot d'empathie pour les Palestinien-nés, bombardés, tués, blessés, assoifés, affamés par milliers à Gaza ou arrêtés, déplacés et tués en Cisjordanie. Rien d'étonnant dans cette politique qui suit celle de l'Union européenne. Elle est aussi en lien avec ses intérêts et ceux de multinationales notamment dans l'exploitation des hydrocarbures en Méditerranée. À ce sujet, un accord lie le gouvernement chypriote-grec à celui d'Israël.

Toutefois, les nouveaux massacres des Palestinien-nés suscitent la colère d'une grande partie de la population à Chypre. Des manifestations massives de

* Piero Maestri est militant à Milan de Communia Network, membre de la IV^e Internationale en Italie.

solidarité ont eu lieu à Larnaca, le 15 mais aussi à Nicosie les 19 et 21 octobre. Appelées par des associations de femmes Palestinien-nes, par AKEL (le Parti communiste) et des organisations de la gauche radicale, ces manifestations ont rassemblé des centaines de Chypriotes mais aussi des membres d'autres communautés qui vivent à Chypre. Elles ont été particuliè-

rement dynamiques autour des mots d'ordre tels que : free, free Palestine, halte aux massacres, halte à l'occupation, halte au blocus, pas de justice pas de paix, résistance... Les manifestant-es ont également exprimé leur colère contre le soutien, sans scrupules, du gouvernement chypriote-grec à l'État sioniste. ■

*Théo S.**



Émoi en Grande-Bretagne face au siège de Gaza

Le siège de Gaza par Israël est à l'origine d'une polarisation massive de la politique britannique. Les principaux partis politiques veulent se rapprocher d'Israël, tandis que des centaines de milliers de personnes défilent dans les rues en criant «Palestine libre».

Tous les politiciens de haut rang parlent du «droit d'Israël à se défendre». Le Premier ministre conservateur Sunak était impatient de suivre Biden en Israël. Et il n'y a pas un papier à cigarette qui le sépare de Sir Keir Starmer – officiellement chef, travailliste, de l'opposition mais qui devrait prendre la place de Sunak d'ici un an – sur cette question.

Mais il y a des remous au sein du parti travailliste. Starmer a déclaré qu'Israël «a le droit» de priver Gaza d'eau et d'électricité et une note a été envoyée pour interdire aux représentants élus de participer à des manifestations, de peur apparemment qu'ils ne soient vus avec des partisans du Hamas. Les partis locaux ne sont pas autorisés à porter des banderoles lors des marches et leur droit de dénoncer

les violations du droit international par Israël en débattant des résolutions est fortement limité. Cette situation a suscité l'indignation à tous les niveaux du parti.

Une série de politiciens travaillistes de haut rang ont pris leurs distances avec la position de Starmer, notamment les dirigeants des travaillistes écossais et gallois, les maires travaillistes du West Yorkshire, du Grand Manchester et de Londres, ainsi que treize membres du cabinet fantôme. Environ un quart des député-es travaillistes ont signé une motion parlementaire appelant à un cessez-le-feu, des dizaines de conseiller-es travaillistes ont démissionné du parti par colère contre la position des dirigeants, tandis que plusieurs centaines d'entre eux auraient signé une lettre ouverte appelant à un réexamen de la situation.

Il s'agit du plus grand schisme au sein du Parti travailliste depuis la guerre en Irak, y compris pour ceux qui ne sont pas du tout à gauche, comme Anas Sarwar, le chef du Parti travailliste écossais, et ont l'impression que Starmer

ne tient pas compte du sentiment populaire.

Mais alors que la plupart des responsables politiques tentent de se rapprocher de Netanyahu et de l'establishment sioniste, ils semblent insensibles à l'opinion publique qui possède un point de vue très différent: un rejet écrasant de la punition collective des Palestiniens, résumée dans le soutien à un cessez-le-feu – 76 % des Britanniques disent qu'il devrait y avoir un cessez-le-feu immédiat et 8 % seulement ne sont pas d'accord.

La Palestine bénéficie également d'un soutien plus actif: dans toute l'Écosse, le Pays de Galles et l'Angleterre, dans les grandes villes comme dans les plus petites, des marches et des veillées ont été organisées pour réclamer la fin du blocus et affirmer que la punition collective du peuple palestinien doit cesser. Plus de 150 000 personnes ont défilé à Londres le 14 octobre, soit plus que pour toute autre thématique internationale depuis la guerre d'Irak. Le 21 octobre, 300 000 personnes ont envahi les rues de Londres lors de la plus grande manifestation pro-palestinienne de l'histoire britannique. Le 28 octobre a surpassé cette démonstration phénoménale de solidarité, avec 500 000 personnes présentes lors d'une marche gigantesque.

Ces mobilisations ont été majoritairement jeunes et diverses en termes de genre et de race. La gauche radicale a été visible, mais la majorité des participant-es semble s'être mobilisée par l'inter-

médiaire d'organisations communautaires ou des réseaux sociaux – les pancartes fabriquées à la main étant plus visibles que celles imprimées par des organisations existantes. De nombreuses mosquées ont encouragé les gens à manifester.

Des contingents importants et bruyants de juifs-ves ont participé à toutes ces manifestations, issus de groupes et d'horizons différents, tou-tes affirmant que les crimes de guerre de Netanyahu ne sont pas commis en leur nom. Cette semaine, deux manifestations ont été organisées par des groupes juifs devant la résidence des ambassadeurs d'Israël, tandis que l'occupation d'une grande gare londonienne, le 28 octobre, a bénéficié d'une participation juive très importante.

Même dans l'horreur de ce qui se passe à Gaza – et la violence croissante contre les Palestiniens en Cisjordanie de la part de colons armés jusqu'aux dents par les forces de défense israéliennes – les messages que nous recevons des Palestinien-nes déterminé-nes à ne pas vivre une seconde Nakba quant à l'importance de notre mouvement de solidarité nous donnent la conviction de continuer, non seulement d'être dans les rues pour crier Free Palestine, mais aussi de construire le mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions sur la longue durée. ■

Veronica Fagan



Manifestation à Londres le 28 octobre 2023. © Steve Eason

* **Théo S.**, originaire de Chypre, est militante du NPA en France. **Veronica Fagan** est rédactrice pour Socialist Resistance, Grande-Bretagne.

État espagnol : « Israël assassine, l'Europe sponsorise »

Depuis le début du bombardement brutal de Gaza, des manifestations ont eu lieu presque sans interruption dans de nombreuses villes, grandes et petites, de toute l'Espagne. La principale revendication a été « arrêtez le génocide », accompagnée de dénonciations du rôle du gouvernement espagnol et de l'Union européenne, présidée précisément ce semestre par l'Espagne. « Israël assassine, l'Europe sponsorise » a été l'un des slogans les plus scandés.

Malgré le soutien de la plupart des partis politiques au gouvernement de Netanyahu et le parti pris pro-Israélien d'une grande partie des médias, il semble que la bataille de l'opinion publique soit en train d'être gagnée en raison de la brutalité des images, qui ne peuvent être masquées. C'est en partie grâce à cette pression sociale que le Premier ministre espagnol par intérim, Pedro Sánchez, est le seul chef d'État de l'UE à avoir appelé à un cessez-le-feu, même si, dans la pratique, il s'est conformé au « consensus » sur une simple « pause humanitaire » et n'a rien fait de concret pour l'obtenir.

Une différence importante par rapport aux autres pays européens est que, jusqu'à présent, ni les actions ni les slogans pro-palestiniens n'ont fait l'objet d'une quelconque répression.

Bien que certains secteurs influents du nationalisme catalan aient toujours proposé Israël comme modèle à imiter (État indépendant, récupération de la langue, dynamisme économique...), la solidarité d'en bas avec le peuple palestinien s'est très fortement fait sentir en Catalogne.

Il y a d'abord eu des rassemblements d'urgence qui ont déjà réuni des milliers de personnes, dont beaucoup d'origine marocaine et pakistanaise. Puis, le 21 octobre, Brian Anglo est militant antiraciste et membre d'Anticapitalistas.

une manifestation unitaire à Barcelone a rassemblé quelque 70000 personnes, la plus importante depuis plusieurs années. Et une semaine plus tard, des rassemblements devant les mairies ont eu lieu dans plus de 50 municipalités.

En Catalogne, l'efficacité de l'énorme élan d'empathie, spontané, envers la souffrance de la population de Gaza s'est multipliée et a dépassé la réponse purement humanitaire, grâce à la constitution d'une assemblée ouverte autour d'un manifeste signé par plus de 300 organisations. L'élan



général a contraint le plus grand syndicat, Comisiones Obreras, à faire connaître la grande manifestation du 21 octobre auprès de ses membres, même s'il n'a pas signé le manifeste.

Un sommet euro-méditerranéen axé sur les questions d'asile et de migration est prévu à Barcelone les 27 et 28 novembre. La possibilité d'un contre-sommet est déjà à

l'étude, avec une manifestation le 26, qui, dans un cadre antiraciste et décolonial, mettrait également la question palestinienne sur le devant de la scène. Ce sommet est également considéré comme une occasion de faire progresser la coordination de la solidarité avec la Palestine au niveau européen et des deux côtés de la Méditerranée. ■

Brian Anglo

Début d'un mouvement de masse aux États-Unis

L'assaut massif d'Israël sur Gaza à la suite de la sanglante attaque d'Hamas du 7 octobre a déclenché une vague de manifestation aux États-Unis, pour l'instant de taille modeste, contre les bombardements, la coupure de l'eau et de l'électricité, et l'intervention de l'armée israélienne à Gaza, et plus généralement pour les droits des Palestiniens. On constate la naissance d'un mouvement de solidarité d'une envergure inédite. Cependant, le mouvement en cours fait face à des obstacles considérables, parce qu'il se développe dans le contexte d'une longue et puissante tradition de soutien à Israël de la part des médias et des porte-paroles des partis démocrate et républicain, à laquelle participe Biden, qui a déclaré, dans les jours suivant l'attaque du 7 octobre, qu'« Israël a le droit de se défendre et de défendre son peuple, point final ».

Il y a également des tentatives d'intimidation envers ceux et celles qui lèvent leurs voix contre les bombardements, par le biais des discours réalisant un amalgame entre le soutien au peuple Palestinien d'une part, le « terrorisme » et l'antisémitisme

d'autre part. Les médias traitent chaque manifestation comme étant « pro-Hamas » et ne font pas distinction entre les actions pour les Palestiniens et des actes antisémites. Une campagne d'intimidation contre ceux et celles qui signent des appels pro-Palestine a été mise en place. Un cas très médiatisé s'est déroulé à l'université de Harvard lorsque des gros donateurs ont menacé les étudiant·es qui ont signé une déclaration pro-Palestine d'être mis sur une liste noire pour bloquer leurs futurs emplois.

On constate une évolution dans certaines franges de la population, y compris les jeunes juifs et juives, vers des sentiments plus pro-Palestine, ou au moins plus critiques du traitement des Palestiniens par Israël et les colons de Cisjordanie, depuis quelques années, mais le contexte est principalement marqué par le fait que le sentiment majoritaire de la population penchait vers Israël dans les jours suivant l'attaque d'Hamas du 7 octobre. Selon des sondages fiables réalisés entre le 14 et 17 octobre, seulement 18% de la population considérait la riposte massive d'Israël contre Gaza comme excessive.

Mais, selon des sondages plus récents, il y a des signes selon lesquels, au fur et à mesure que les bombardements et tueries des civils, et surtout d'enfants, les attaques contre les hôpitaux et centres de réfugiés continuent, et que le nombre des morts grandit quotidiennement, un espace semble s'ouvrir pour l'expression de la solidarité avec les Palestiniens et pour remettre en cause la politique pro-Israélienne des États-Unis. On voit cette tendance dans les universités, les syndicats, et des coordinations locales et nationales.

La question de la Palestine était souvent esquivée dans les organisations étudiantes dans les universités sous le prétexte « d'unité », mais dernièrement on voit des activités pro-Palestine dans les universités, comme la manifestation de mille personnes et une brève occupation des bureaux à l'Université du Michigan le 25 octobre, ainsi que des manifestations dans des lycées, notamment en Californie.

Dans les jours qui ont suivi l'attaque d'Hamas et la coupure de l'eau et de l'électricité, ainsi que le début des bombardements de Gaza, il y avait peu

d'activité syndicale publique pro-Palestine. La direction conservatrice de la centrale syndicale, l'AFL-CIO, et des gros syndicats comme le NEA (enseignant-es des écoles primaires), tentaient de supprimer toute activité syndicale pro-Palestine. Mais quelques syndicats comme celui des travailleurs des supermarchés, l'United Food and Commercial Workers (UFCW), l'UE (secteur électrique) et Starbuck Workers United ont récemment signé une déclaration en faveur d'un cessez-le-feu

immédiat, pour l'aide humanitaire au Gaza, pour la libération immédiate des otages tenus par l'Hamass, et pour que Biden exerce une pression sur Israël pour un cessez-le-feu.

Il manque jusqu'à maintenant des coordinations larges de solidarité avec le Palestine à l'échelle nationale, mais l'appel pour une manifestations nationale du 4 novembre à Washington, où on attendait jusqu'à 30 000 mille manifestant-es sous le mot d'ordre de cessez-le feu immédiat,

signé par des groupes Palestiniens et arabes, ainsi que par le groupe Voix juives pour la paix (JVP) (1) est un pas avant encourageant

pour la construction d'un mouvement de masse en solidarité avec le peuple palestinien.

*Kay Mann**



Tyrone Turner/DCist/WAMU

Chili : les Palestiniens et les mouvements sociaux mobilisés

Le Chili compte l'une des plus grandes communautés palestiniennes de la diaspora en dehors du Moyen-Orient. Environ 700 000 personnes sont palestiniennes ou d'origine. L'histoire de cette communauté est marquée par l'assimilation, la reconnaissance, l'engagement politique et la différenciation entre les classes sociales. Le Chili est l'un des pays les plus inégalitaires au monde, et la communauté palestinienne locale est touchée de très près par cette réalité. Historiquement, il existe au Chili une bourgeoisie arabe/palestinienne liée au textile, à l'industrie manufacturière et à la finance. Il y a également une couche qui a trouvé sa place dans les institutions chiliennes, à la fois en tant qu'universitaires et en tant que médecin-es, avocat-es et politicien-nes de grande renommée. Comme d'habitude, l'histoire de la classe ouvrière n'est pas écrite de manière aussi visible que celle des communautés plus riches. Cependant, le fait qu'il existe une forte solidarité avec la cause palestinienne dans de larges secteurs de la classe ouvrière chilienne, y compris au sein d'une équipe de football qui compte de nombreux supporters non palestinien-nes, témoigne de l'histoire d'une communauté de migrants pauvres qui a trouvé sa place dans une société généreuse. Ils pourraient faire le lien entre leur propre histoire d'oppression

raciste et coloniale et celle de nombreux-ses Palestinien-nes qui sont arrivés au Chili au début du 20^e siècle en tant que travailleur-es migrant-es ou plus tard aux 20^e et 21^e siècles en tant que réfugié-es.

Au lendemain de l'offensive du 7 octobre menée par plusieurs groupes de la résistance palestinienne, les partis de gauche chiliens, les mouvements sociaux et les groupes palestiniens ont réagi à l'unisson : la Palestine a le droit de résister et de se défendre contre l'occupation, l'apartheid et le nettoyage ethnique. Mais la réponse des médias par un discours pro-israélien n'a pas tardé. La première réaction du gouvernement chilien a été une simple condamnation du Hamas et une réaffirmation du «droit d'Israël à se défendre». Les secteurs les plus aisés de la communauté palestinienne au Chili ont réagi avec horreur, mais sans vision claire pour faire face à la crise actuelle. Cependant, la longue histoire de solidarité de la classe ouvrière avec le mouvement de libération palestinien a rapidement fait son apparition, et plusieurs mouvements sociaux et groupes anticapitalistes, comprenant des descendants de Palestinien-nes, ont joint leurs forces à la campagne BDS pour organiser une manifestation devant le palais présidentiel, la Moneda, le 11 octobre, au cœur de la contre-offensive sioniste dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Il

s'agissait de la première étape vers la création de la Coordination pour la Palestine, une coalition de plus de 40 organisations chiliennes et chiliennes-palestiniennes.

L'étape suivante consistait à définir ses principes et ses principales revendications, puis à organiser une manifestation de masse contre la phase actuelle du génocide palestinien perpétré par Israël et soutenu par les États-Unis et l'Union européenne. Les principales revendications de la Coordination sont les suivantes: premièrement, la fin des attaques contre Gaza et le libre accès à l'aide humanitaire; deuxièmement, la rupture par l'État chilien des liens diplomatiques, commerciaux et militaires avec l'État d'Israël; et troisièmement, la promotion d'une initiative internationale des peuples et des gouvernements du monde entier visant à isoler les États-Unis et Israël et à faire pression sur eux pour qu'ils mettent fin à l'occupation et obtiennent le droit au retour pour les Palestiniens.

L'horreur croissante des attaques génocidaires d'Israël contre Gaza a convaincu de nombreuses personnes au Chili qu'il était temps de se mobiliser massivement afin de montrer leur opposition au massacre et de trouver une solution. Au cours de la dernière semaine d'octobre, la Coordination a appelé à un rassemblement de solidarité avec la Palestine le 4 novembre et a

publié une déclaration contenant les demandes susmentionnées à l'intention des individus et des organisations. Des centaines d'organisations ont signé la déclaration et se sont jointes à l'appel au rassemblement du 4 novembre. Tous les secteurs chiliens et palestiniens se sont joints à l'appel de la Coordination et sont descendus dans la rue samedi 4 novembre lors d'une mobilisation massive qui a rempli l'avenue principale de la capitale, Santiago. Environ 20 000 personnes ont défilé dans la ville et ont appelé à la fin du génocide et à la rupture des liens entre le gouvernement chilien et Israël. Malgré un démarrage lent, il semble que le Chili puisse devenir un facteur important de la pression internationale en faveur d'un cessez-le-feu, à la fois en raison de la pression populaire et des décisions gouvernementales. L'horreur de l'occupation est, une fois de plus, confrontée à la solidarité internationale par en bas.

*Pablo Abufom**

Pablo Abufom porte-parole du Movimiento Solidaridad et membre de la Coordinadora por Palestina.

Kay Mann est professeure assistante invitée de sociologie à l'université de Miami à Oxford (Ohio), membre de la branche de Milwaukee de Solidarity et de sa direction nationale. Solidarity est une organisation sympathisante de la IV^e Internationale aux États-Unis.

1. Voix juives pour la paix est une organisation de juifs qui milite pour le droit à l'auto-détermination des Palestinien-nes.

Manifestations populaires au Maroc contre l'agression israélienne

Depuis le début de l'offensive israélienne sur la bande de Gaza le 7 octobre 2023, les manifestations se poursuivent dans plusieurs villes et villages au Maroc. Les slogans se concentrent sur la nécessité d'une aide d'urgence aux victimes, de mettre fin aux bombardements et à la normalisation avec l'entité sioniste.

Le 20 octobre 2023, plus de 114 villes et villages ont connu des marches en réponse à l'appel du Front marocain pour le soutien de la Palestine et contre la normalisation (qui comprend des partis politiques de gauche, des associations de l'islam politique et aussi des libéraux). Le Front a déjà appelé à une marche populaire nationale à Rabat le 15 octobre à laquelle ont participé des dizaines de milliers de personnes.

La Confédération démocratique du travail a également appelé à un arrêt du travail d'une heure. Les étudiants de plusieurs universités ont eux aussi manifesté pour Gaza.

Normalisation du régime marocain avec l'entité sioniste

Le régime marocain entretient historiquement des relations de bienveillance avec l'entité sioniste avec des accords secrets de coopération sécuritaire, économique et politique. Ces derniers

sont entretenus par une forte présence de Juifs-ives émigrés-es d'origine marocaine en Israël (environ 600 000 personnes) et par le rôle du régime dans la stratégie impérialiste dans la région.

Le roi Hassan II a reçu officiellement Shimon Peres le 21 juillet 1986. Un bureau de liaison a été ouvert à Rabat en 1994. Il a été fermé le 23 octobre 2000 suite à une déclaration du ministère des Affaires étrangères et de la coopération annonçant que le Maroc a pris cette décision en raison de «*l'échec du processus de paix suite aux actes inhumains commis, il y a des semaines, par les forces israéliennes contre le peuple palestinien non armé et à leur utilisation d'une machine militaire pour tuer des civils innocents*». En 2003, le ministre israélien des Affaires étrangères Silvan Shalom a rencontré Mohammed VI au Maroc. Le 10 décembre 2020, Israël et le Maroc ont convenu d'établir des relations diplomatiques complètes sous les auspices des États-Unis en contrepartie de la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Il est vrai que cette dernière normalisation a suscité moins de colère populaire en raison de son lien avec la question du Sahara généralement utilisé

par le régime comme une carte de chantage. La poursuite de l'agression israélienne et l'intensification de sa violence alimentent la colère populaire qui à la longue exercera davantage de pression sur le régime pour revoir sa normalisation avec l'entité sioniste pour éviter l'expansion et la radicalisation du mouvement populaire dans une perspective anti-impérialiste.

Le rôle mobilisateur de la question palestinienne

La cause palestinienne a joué un rôle important en ralliant de nombreuses générations aux luttes sociales. La vague de radicalisation de la jeunesse que le monde a connue dans les années 1960 a coïncidé dans notre région avec le choc de la défaite en 1967 des armées des régimes arabes face à l'armée israélienne. Une nouvelle gauche a émergé en dehors des partis nationalistes et communistes staliniens. Par contre l'influence des mouvements réactionnaires intégristes ne cesse d'augmenter depuis les années 1980. Cependant, cela ne nie pas le fait que la question palestinienne reste un facteur qui alimente les luttes dans nos pays, poussant les peuples, et en première ligne la jeunesse, à rejoindre le mouvement de lutte pour la libéra-

tion de la Palestine et contre les régimes qui participent aux stratégies de l'impérialisme.

Les annonces des régimes dans la région pour arrêter la guerre contre Gaza proviennent plutôt de leur peur de cette vague de solidarité populaire avec la Palestine qui pourrait pousser vers une remise en cause de leur complicité avec l'ennemi sioniste.

Les mouvements réactionnaires intégristes dans notre région bénéficient politiquement de la colère populaire généralisée en soutien à la lutte palestinienne en raison de leur force organisationnelle et parce que les plus grandes fractions dirigeant la lutte palestinienne appartiennent à la même école idéologique et politique. Cela leur a permis de revenir en force après des revers majeurs depuis 2013 avec la défaite de leur plus grande organisation représentée par le mouvement des Frères musulmans en Égypte, l'effondrement du régime d'Omar el-Béchir au Soudan, l'implication des milices religieuses dans les crimes contre le peuple syrien, l'opposition du Hezbollah aux Libanais après le soulèvement de Tishreen et le rôle des milices confessionnelles contre l'Intifada irakienne. La gauche radicale doit rejoindre les mouvements de solidarité populaire, présenter des perspectives internationalistes à la question palestinienne et se mobiliser dans des campagnes mondiales pour briser les alternatives réactionnaires à la question palestinienne qui ne font qu'aggraver la tragédie humaine. ■

Marouane*

* Maouane est militant du courant Al Mounadil-a au Maroc.



Marrakech: contribuer à une dynamique politique contre les institutions impérialistes

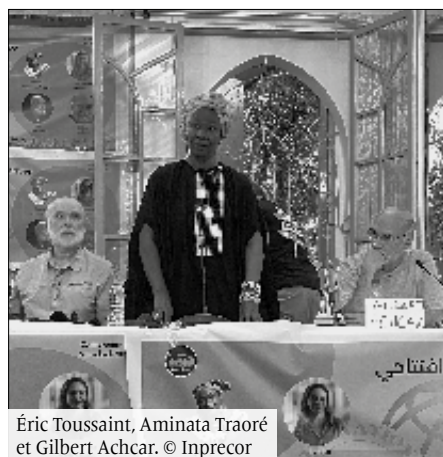
Entretien
d'Antoine Larrache avec Marouane*

Le 8 septembre 2023, un séisme de magnitude 7 a frappé les zones autour de Marrakech et des villes voisines, le plus violent au Maroc depuis plus d'un siècle. Un mois après était prévu une mobilisation contre le sommet de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech. Cela a été l'occasion de rencontrer les camarades d'Al Mounadil-a et de discuter de la situation du pays dans ce contexte.

Antoine Larrache: *Peux-tu parler de la situation au Maroc après le séisme? Quelles sont ses effets et comment le pouvoir a-t-il réagi?*

Marouane: La violence de la catastrophe naturelle a eu des dimensions à la fois spatiales et de classe, exacerbées par des décennies de politiques néolibérales au Maroc. Le tremblement de terre a touché les populations pauvres des villages qui ont vu leurs maisons complètement détruites. Les communications – déjà fragiles – ont été coupées. La région de Marrakech-Safi, frappée par le séisme, est une des régions les plus pauvres du pays selon les données officielles.

Le séisme a évoqué d'autres catastrophes naturelles, comme les inondations de 2014 dans le sud du Maroc (Guelmim) et les incendies de Lâarach au nord en 2022.



Les populations sont restées isolées face à l'horreur de ces catastrophes naturelles.

Dans tous les cas, l'État n'intervient que lorsqu'il est trop tard. Pour lui, il s'agit avant tout de minimiser l'ampleur du désastre. Ce qui contribue à maintenir son image tout en se préparant à réprimer toute colère sociale et toute lutte contre les résultats de ses politiques qui aggravent les catastrophes naturelles. Sa réaction face au séisme de la région du Haouz est aussi marquée par le contexte de préparation des réunions annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui ont eu lieu à Marrakech du 9 au 15 octobre 2023.

L'État a mobilisé son appareil répressif (armée, police et gendarmerie) pour accompagner les caravanes populaires de solidarité lancées spontanément pour venir en aide aux victimes du séisme. Quant aux services sociaux (personnel médical, ambulances, etc.), ils ont été très timides et reflètent l'ampleur de la détérioration du secteur de la santé publique depuis son ouverture au secteur privé, rappelant ce qui s'est passé pendant la pandémie de Covid-19 en 2020.

Concernant l'aide extérieure, l'État l'a traitée dans une logique de calcul politique, refusant de recevoir celle venant de France et d'Algérie en raison des divergences politiques entre les régimes des deux pays et celui du Maroc.

À la manière de sa réaction aux effets de la pandémie Covid, l'État a créé le Fonds spécial de gestion des impacts du séisme, dans le but de concentrer la collecte de fonds. L'État a déjà mis en œuvre les recommandations de la Banque mondiale dans le domaine de la lutte contre les catastrophes naturelles, en créant en 2018 le Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles dont la gestion a été déléguée aux compagnies d'assurance, tandis que le Fonds de solidarité contre les événements catastrophiques a été alloué aux plus pauvres.

Le séisme du 8 septembre 2023 a révélé encore une fois la très grande fragilité des moyens d'interventions contre les catas-

trophes naturelles ainsi que d'infrastructures de prévention. Dans la logique des politiques libérales, la priorité est donnée aux infrastructures routières dans les régions où sont investis les capitaux privés nationaux et étrangers, notamment dans les villes côtières comme Tanger, Casablanca et Agadir. Le monde rural reste marginalisé.

Antoine Larrache: *Comment le mouvement social peut-il intervenir dans cette situation?*

Marouane: Il est très difficile de parler d'un vrai mouvement social dans notre pays. La crise écologique et les catastrophes naturelles qui en résultent sont absentes des agendas des mouvements de lutte, notamment de celles de sa partie organisée que sont les syndicats.

Comme lors de la pandémie de Covid-19, le mouvement syndical s'est mobilisé derrière l'État sous le slogan du consensus national en s'abstenant de critiquer les politiques de l'État qui exacerbent pourtant les effets des catastrophes naturelles. Les grandes centrales syndicales se sont mobilisées pour participer à des convois de solidarité – en marge des convois de solidarité populaire – et pour contribuer à collecter des contributions en nature (nourriture, tentes, couvertures etc.). Mais sans aucune intervention politique qui remettrait en cause le modèle de développement libéral.

Par ailleurs, les convois de solidarité populaire ont commencé spontanément, notamment dans la région du Rif (nord du Maroc), qui a elle-même connu un violent tremblement de terre en 2004, traité par l'État avec une négligence criminelle qui avait déclenché une vague de colère et de grandes manifestations. Les convois ont alors commencé à arriver de toutes les régions du pays témoignant d'un manque de confiance dans l'intervention de l'État pour secourir les victimes du séisme.

Cette vague de solidarité populaire s'est rapidement affaiblie, faute d'une structure

* Maouane est militant du courant Al Mounadil-a. Antoine Larrache est rédacteur d'*Inprecor*.

Contre-sommet des peuples au Maroc

organisationnelle qui la centralise et lui donne un horizon plus large que celui d'une simple solidarité. L'État a été capable de la contenir dans son canal officiel à travers le Fonds de gestion de l'impact des tremblements de terre. Le despotisme a toujours peur de tout geste populaire venant d'en bas, dans un premier temps toléré pour autant qu'il s'y substitue et justifie son agenda néolibéral, mais il ne doit pas dépasser ses limites pour devenir un espace de débat politique, poser des questions et proposer des alternatives.

Antoine Larrache: *Quelle est la situation globale du régime, et de ses rapports avec l'impérialisme ?*

Marouane: Le régime marocain est une dictature déguisée, dépendante et ancrée sur un volcan social dont la pression augmente par la poursuite de politiques néolibérales et la répression. Il bénéficie du soutien indéfectible de ses alliés impérialistes : l'Union européenne, les États-Unis et les régimes réactionnaires du Golfe. Il sert les intérêts de l'impérialisme en contractant des dettes et des accords dits de libre-échange tout en ouvrant le pays aux multinationales pour piller et exploiter une main-d'œuvre moins chère.

Le régime marocain joue également un rôle dans la sous-gestion des flux migratoires de l'Afrique vers l'Europe, ainsi que dans la politique dite de «lutte contre le terrorisme». Il est lié aux États-Unis par un partenariat militaire stratégique incarnée dans la feuille de route de coopération en matière de défense 2020-2030, signée en octobre 2020, lors de la visite du secrétaire américain à la défense au Maroc, ainsi que dans l'accueil des exercices «African Lion», le plus grand entraînement militaire conjoint des forces de l'AFRICOM.

L'intégration du régime dans la politique impérialiste de la région a pris une dimension supplémentaire avec le développement accéléré des relations économiques, sécuritaires et militaires avec l'État sioniste depuis la reconnaissance par celui-ci de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental.

La monarchie gère et contrôle la situation politique malgré la crise sociale explosive résultant des conséquences du libre cours donné au capital pour surexploiter la classe ouvrière, imposer un niveau très élevé de chômage et de précarité, détruire les modestes services publics et profiter d'une vague d'augmentation des prix sans précédent. Ce contrôle résulte de l'affaiblissement de ses opposants politiques, qu'il s'agisse de l'opposition bourgeoise historique ou d'une partie du mouvement islamiste (ces oppo-

sants qui interviennent toujours pour l'aider à dépasser les moments de bouleversements sociaux et politiques) et de son succès dans la défaite des *hiraks* (mouvements de protestations) populaires.

Les *hiraks* contrebalançaient les aspects négatifs sur la scène ouvrière, où la bureaucratie jouait un rôle destructeur, en sapant le potentiel de la lutte ouvrière et en empêchant de s'unir à celui de son homologue populaire. Maintenant que les *hiraks* se sont estompés, l'état d'inactivité est devenu patent et se reflète fortement dans le moral de l'avant-garde de la lutte.

Le régime a renforcé la répression contre la liberté d'expression en réprimant les journalistes critiques et en orchestrant une dissuasion massive des voix opposantes sur les réseaux sociaux, considérés comme principale source de danger après avoir pris le contrôle de l'arène politique notamment après l'impact de la campagne de boycott de biens de consommation en 2018, tout en continuant les harcèlements contre les embryons de l'organisation ouvrière dans le secteur privé.

Le régime profite de sa réussite dans la défaite des luttes de la jeunesse. La soi-disant réforme de l'enseignement universitaire et le contrôle du ministère de l'Intérieur (saper la lutte étudiante en attisant «la violence factionnelle») ont complètement détruit l'organisation étudiante dans sa forme historique. La gestion étatique du chômage des diplômées et les failles subjectives du mouvement des chômeurs, liées à la situation globale de la gauche radicale, ont fait disparaître ce mouvement avec toutes ses composantes. Son élan militant se limite à un réveil de circonstance qui s'estompe rapidement.

L'État profite aussi de la profonde intégration des bureaucraties syndicales qui s'est très bien manifestée dans l'accord social d'avril 2022 dans lequel ces directions ont accepté une loi interdisant de facto la grève, une nouvelle offensive sur les systèmes de retraite et une révision du Code du travail répondant aux revendications des employeurs pour plus de flexibilité.

Antoine Larrache: *Comment le sommet du FMI et de la Banque mondiale s'inscrit-il dans cette analyse ? Quelles étaient ses objectifs ?*

Marouane: Le choix du Maroc pour les assemblées annuelles de ces deux institutions qui, depuis leur création en 1944, n'ont été tenue qu'une seule fois en Afrique, à Nairobi en 1973, est une décision politique pour soutenir le régime en place et promouvoir son «modèle de développement» néolibéral.

La Banque mondiale est intervenue,

depuis le début des années soixante, pour accompagner un capitalisme dépendant instauré depuis l'ère coloniale, et pour mettre en place les mécanismes du néo-colonialisme par un endettement massif tout en renforçant le régime despotique en place.

De son côté, le Fonds monétaire international interviendra au début des années quatre-vingt après l'aggravation de la crise de la dette du Maroc et son incapacité à la rembourser, et dictera un programme d'ajustement structurel. Ce programme libéral accentuera d'avantage la dette, ouvrira le pays aux capitaux et aux marchandises et permettra le rapatriement des bénéficiaires, notamment avec l'adhésion du Maroc à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995, et la généralisation du «libre-échange».

Ainsi donc, ce trio coopère avec les classes dirigeantes afin de donner plus d'opportunités au grand capital étranger et local pour accaparer les richesses du pays et consolider le despotisme politique. La normalisation avec le sionisme s'inscrit dans la stratégie de l'impérialisme et du régime en place pour accélérer la pénétration capitaliste prédatrice dans le continent africain et renforcer le rôle du Maroc comme porte d'entrée vers l'Afrique.

Le régime marocain considère donc que le succès des assemblées annuelles des institutions financières internationales lui apportera des avantages politiques (être un allié fiable et stable) et économiques (être une porte d'entrée économique vers l'Afrique).

Nous voulons à travers le contre-sommet montrer l'autre face de ce modèle néolibéral : le chômage de masse, la pauvreté endémique, la marginalisation et la misère dans laquelle vit la majorité alors qu'une minorité s'enrichit scandaleusement.

Plus globalement, ces deux institutions participent au néocolonialisme des pays les plus riches et exacerbent le changement climatique, au détriment des peuples du Sud et de la périphérie du Nord.

Le contre-sommet veut rassembler toutes les composantes des mouvements sociaux à l'échelle mondiale contre la dictature financière du FMI-BM, pour discuter, du point de vue des peuples, des crises du capitalisme et des alternatives.

Antoine Larrache: *Comment s'est organisé le contre-sommet et quels en sont ses résultats ?*

Marouane: Le contre-sommet international aux assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale tenu à Marrakech du 12 au

Contre-sommet des peuples au Maroc

15 octobre 2023 était une réussite. Il a réuni plus de 300 représentant-es des mouvements sociaux des quatre continents : l'Europe, l'Afrique, l'Asie, et l'Amérique. Sa préparation, qui a duré plus de huit mois, était un processus collectif et démocratique avec des réunions élargies mensuelles aux niveaux international, Afrique, Afrique du Nord et Moyen-Orient/région arabe et Maroc. Dans ce dernier, une coordination nationale d'une vingtaine d'organisations servait de structure d'accueil et suivait les questions d'organisation sur le terrain. Elle a pu surmonter les défis qui ont été aggravés par le terrible tremblement de terre qui a frappé la région de Marrakech le 8 septembre et a fait près de 3 000 victimes. Des groupes de travail sur le programme, la communication et l'information, et la logistique ainsi qu'un site (1) en quatre langues (arabe, anglais, français et espagnol) ont été mis en place. Un appel (2) et un programme d'activité ont été élaborés en commun.

Le contre-sommet a débuté dans la matinée du jeudi 12 octobre par une marche de protestation avec plus de 500 participant-es. En plus des slogans contre le FMI et la Banque mondiale, la dénonciation des bombardements israéliens sur Gaza et la solidarité avec le peuple palestinien ont été mis en avant par les manifestant-es. Une conférence d'ouverture a été organisée l'après-midi, portant sur la responsabilité des deux institutions dans l'exacerbation des phénomènes d'injustice sociale, des inégalités liées au pouvoir néocolonial, et de l'exploitation de la classe ouvrière, avec comme intervenant-es Aminata Dramane Traoré (auteure et activiste malienne), Fernanda Melchionna (députée brésilienne, PSOL), Éric Toussaint (porte-parole du CADTM International), et Gilbert Achcar (professeur à la School of Oriental and African Studies de Londres).

Les matinées de vendredi 13 et samedi 14 octobre ont été réservées aux ateliers : 56 ateliers au total portant sur les analyses pour comprendre les crises multidimensionnelles et interconnectées du capitalisme (sociale, alimentaire, économique, sanitaire, écologique, migratoire, guerrière, démocratique), sur les alternatives possibles et les perspectives de mobilisations. Les conférences plénières dans les après-midis ont contribué à la réflexion sur ses crises, le colonialisme financier, l'injustice environnementale et la dette.

Les grandes conclusions des ateliers ont été exposées dans la plénière de la matinée du 15 octobre sous forme de recommandations suivies d'une déclaration finale (3). Les travaux du contre-sommet ont été clôturé



l'après-midi par une conférence plénière en mémoire de Thomas Sankara pour l'annulation de la dette et sur quelles synergies construire entre mouvements sociaux au Sud et au Nord dans le contexte de la nouvelle situation géopolitique.

Le contre-sommet était une occasion d'échanger des expériences de lutte et de faire converger des actions militantes contre le dictat des multinationales, des puissances impérialistes et des institutions financières internationales, dont la BM et le FMI. En effet, les interventions du FMI et de la BM sont de plus en plus violentes suite à l'aggravation de la crise multidimensionnelle qui affecte le monde notamment depuis 2020. Les populations du Sud et du Nord supportent le fardeau des politiques d'endettement néolibérales de ces deux institutions par la généralisation de l'austérité, la privatisation des services publics, la diminution du revenu, l'augmentation du chômage, etc. Les contestations populaires sont de plus en plus réprimées et les libertés démocratiques bafouées. Dans ce contexte, le contre-sommet a relativement ressuscité les espoirs des mobilisations altermondialistes contre les institutions financières internationales, plus particulièrement depuis celles du 26 septembre 2000 à Prague où 5 000 manifestants ont défilé contre les assemblées annuelles du FMI et de la BM.

Une partie de la société civile, connue par son alliance au pouvoir, a adhéré à la propagande officielle et a organisé des initiatives parallèles aux assemblées FMI-BM à Marrakech et a essayé de semer la confusion sur le contre-sommet. Une autre initiative, du Front social marocain, n'a pas réussi à être visible.

Le contre-sommet a ciblé directement le FMI et la BM mais aussi le despotisme et son alliance avec le sionisme et l'impérialisme. C'est une première initiative de ce genre au Maroc depuis la première intervention de la Banque mondiale en 1962 et celle du FMI au début de 1980 qui a généré trois grands soulèvements populaires en 1981, 1984 et

1990. C'est un petit pas dans la perspective d'un anti-impérialisme dans notre pays dans le contexte des grandes manifestations de solidarité avec la Palestine et contre la normalisation avec l'entité israélienne, et plus largement à l'échelle de notre région (Afrique du Nord et Moyen-Orient/région arabe) dans le contexte actuel marqué par la contre-révolution dont les principaux acteurs sont les régimes despotiques, les puissances impérialistes, le sionisme et les mouvements réactionnaires intégristes. Le contre-sommet a créé une dynamique sociale anti FMI-BM notamment en Irak et en Tunisie, et aussi en Égypte limitée par une répression forte. Cela peut contribuer à tirer les leçons des soulèvements populaires dans la région qui se limitaient à des revendications sociales et politiques qui ne se heurtaient pas directement à l'impérialisme qui est l'élément politique clé.

C'est dans cet esprit que le courant Al Mounadil-a a appelé (4) à une dynamique politique contre les institutions impérialistes parallèlement et en appui au sommet des mouvements sociaux contre les assemblées du FMI-BM. Des réunions ont été tenues avec quelques organisations de gauche en Tunisie et en Irak. Nous avons organisé une conférence internationale sur les crises du capitalisme et les alternatives écosocialistes le 11 octobre avec la participation d'une centaine de personnes.

Un grand travail reste encore à faire pour construire un pôle ouvrier et populaire de lutte contre le despotisme et l'impérialisme et dépasser le sectarisme dominant dans les organisations de gauche radicale au Maroc et dans la région. ■

1. <https://www.countersummitimfwbmarrakech.org>

2. «Faisons entendre la voix des mouvements sociaux», 27 juin 2023.

3. «Déclaration de Marrakech : 79 ans d'exploitation et de destruction néocoloniale de la BM et du FMI, ça suffit !», 17 octobre 2023.

4. «Contre les institutions financières internationales, instruments de domination impérialiste, Contre la dépendance au néo-colonialisme, Pour le droit des peuples à leur souveraineté», 30 mai 2023.

La gauche et l'Ukraine : anti-impérialisme ou alter-impérialisme ?

Par
Rafael Bernabe*

Récemment, plusieurs sites ont publié des traductions de certains de mes articles sur l'invasion russe de l'Ukraine (1). Je les en remercie. Cependant, je pense qu'il est important de mettre à jour certaines de ces interventions, dont certaines ont été écrites il y a plus d'un an.

Cherchant à naviguer dans une situation internationale de plus en plus instable et complexe, la gauche doit garder à l'esprit trois principes fondamentaux :

1. Un anti-impérialisme constant
2. La reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination
3. Soutien aux luttes des exploités et des opprimés dans tous les États et toutes les nations

Quelques principes

Bien sûr, le premier point comprend la lutte contre l'impérialisme des États-Unis et de l'OTAN. *Nous rejetons la notion de l'OTAN ou de ses États membres en tant que force démocratique.* Certains membres de l'OTAN (la Turquie) sont loin d'être des gouvernements démocratiques, même selon les critères les moins exigeants. Certains alliés de l'OTAN sont carrément antidémocratiques (Arabie saoudite). À plusieurs reprises, des membres de l'OTAN ont soutenu le renversement de gouvernements démocratiquement élus et ont protégé ceux qui les avaient renversés. En d'autres termes, *l'OTAN est un bras armé*

* Rafael Bernabe est sénateur du Movimiento Victoria Ciudadana à Porto Rico et membre de la IV^e Internationale. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont, avec César Ayala, *Puerto Rico in the American Century : A History Since 1898* (Chapel Hill : University of North Carolina Press, 2006). Cet article a été publié le 20 septembre 2023 par *New Politics*.

1. «The war in Ukraine : Four reductions we must avoid», 14 août 2023, *LINKS* et «La guerra en Ucrania: cuatro reducciones que debemos evitar», 7 juillet 2022.

de l'impérialisme occidental et de l'impérialisme américain au sein du bloc impérialiste occidental (des tensions existent et ont existé au sein de ce bloc).

L'idée que l'OTAN se dissoudrait après la disparition de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie était basée sur l'appréciation que sa raison d'être était la guerre froide contre l'Union soviétique et ses alliés. Mais ce n'était qu'une partie de son objectif : *l'objectif plus large est la défense de la domination impérialiste (et capitaliste) occidentale au niveau mondial*, contre toute menace. Au cours des dernières décennies, cela a inclus l'imposition de l'ordre néolibéral sur l'ensemble de la planète. C'est pourquoi la disparition de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie, loin d'entraîner la dissolution de l'OTAN, a été suivie par son expansion vers l'Est et sa redéfinition en tant que pacte de «sécurité», capable d'agir au-delà des frontières de ses États membres. Et les frictions provoquées par cette expansion ont conduit à une aggravation des tensions qui est sans doute l'une des causes du conflit actuel entre l'OTAN et la Fédération de Russie. Ceux qui dénoncent le rôle de l'expansion de l'OTAN dans la préparation du conflit ont raison. C'est sans doute un aspect de la guerre que nous ne pouvons pas perdre de vue.

Comment la gauche doit-elle répondre à l'expansionnisme de l'OTAN et à la politique impérialiste occidentale ?

La ligne générale de cette réponse est bien connue. Elle consiste à défendre le niveau de vie et les intérêts immédiats de la majorité, à lier cette défense à une politique antimilitariste et anti-interventionniste, tout en s'efforçant de donner à ce mouvement une orientation anticapitaliste de plus en plus claire.

Néanmoins, si nous combattons l'impérialisme des États-Unis et de l'OTAN,

nous ne devons pas réduire l'impérialisme à sa variante occidentale. Les transformations de la Russie et de la Chine au cours des dernières décennies ont créé deux grandes puissances capitalistes intéressées par la consolidation de leurs propres zones d'influence et de contrôle politique, économique et militaire, ainsi que par la projection de leurs intérêts au-delà de leurs frontières. Le fait que ces projets impérialistes soient plus faibles que l'impérialisme occidental ne change rien à leur contenu ou à leur nature. Nous sommes, comme l'a décrit Lénine dans son étude classique, confrontés à un monde où les conflits inter-impérialistes se multiplient. L'expansion de l'OTAN vers l'Est se heurte à la tentative de la Fédération de Russie de créer sa propre zone d'influence dans les territoires de l'ancienne Union soviétique. La prépondérance des États-Unis et de leurs alliés en Asie et dans le Pacifique se heurte à l'objectif de la Chine de construire sa sphère d'influence dans cette vaste région.

Ceux qui affirment que Poutine ou la Chine réagissent à l'impérialisme occidental ont raison : l'impérialisme occidental est une force dominante et agressive. Mais il faut souligner que les gouvernements russe et chinois réagissent, non pas en tant que forces anti-impérialistes, mais plutôt avec leurs propres plans de contrôle et de domination.

L'invasion de l'Ukraine par la fédération russe fait partie de cette politique impérialiste et, en tant que telle, constitue une violation évidente du droit des nations à l'autodétermination.

Affirmant ce droit, nous devons reconnaître la résistance ukrainienne comme une guerre juste contre l'agression impérialiste. Nous rejetons l'expansionnisme de l'OTAN, mais le rejet de l'expansionnisme de l'OTAN n'implique pas le soutien de l'expansionnisme russe, si nous voulons respecter les deux premiers principes mentionnés ci-dessus. Nous soute-

nous les mouvements en Russie qui font campagne contre la guerre de Poutine contre l'Ukraine.

Certains membres de la gauche insistent sur le fait que les arguments de Poutine concernant l'expansion de l'OTAN et l'impérialisme américain sont vrais. Selon Poutine, l'Occident n'a pas le droit moral de parler de démocratie. En effet, les crimes de l'impérialisme américain et de l'OTAN sont suffisamment nombreux pour que n'importe qui, y compris Poutine, puisse en signaler et en dénoncer. C'est pourquoi nous nous opposons résolument à l'impérialisme occidental. *Mais les crimes de l'impérialisme occidental ne sont pas une raison pour soutenir l'impérialisme russe.* Quel statut moral l'oligarchie capitaliste russe a-t-elle pour parler de démocratie ? Ni l'impérialisme occidental ni Poutine n'ont de poids à cet égard.

La classe ouvrière et les peuples opprimés doivent combattre l'expansionnisme de l'OTAN en s'organisant et en se mobilisant contre le militarisme et l'impérialisme, en lien avec la lutte contre le néolibéralisme, l'austérité et l'offensive patronale tous azimuts (contre les retraites, les salaires, les droits du travail, protection sociale) et en défendant les droits démocratiques (droits des femmes, droits reproductifs et LGBTQ). Un gouvernement anti-impérialiste en Russie (ou ailleurs) se joindrait à ces mouvements. Il dénoncerait avec eux le gaspillage massif de ressources dans des projets militaires, tout en adoptant et en mettant en œuvre un programme ouvrier et démocratique. Mais ce n'est pas l'agenda ou le programme de Poutine. En tant que représentant d'une oligarchie capitaliste, ce n'est pas ainsi qu'il répond à l'expansionnisme de l'OTAN. Au contraire, il met en œuvre son propre programme impérialiste, à l'image de ses rivaux impérialistes. En tant qu'anti-impérialistes, nous rejetons à la fois l'impérialisme de l'OTAN et la réaction impérialiste de Poutine, ainsi que les politiques anti-ouvrières et anti-démocratiques qui l'accompagnent.

Il faut souligner que, tous les impérialismes étant agressifs et prédateurs, leurs accusations mutuelles sont souvent vraies

Pendant la Première Guerre mondiale, les sociaux-patriotes allemands ont dénoncé le caractère despotique du tsarisme et l'impérialisme français a

dénoncé le militarisme allemand. Après la guerre, l'impérialisme allemand a dénoncé les abus du Traité de Versailles, et l'impérialisme japonais a dénoncé les excès de l'impérialisme occidental en Asie. Ces accusations étaient toutes fondées. Mais aucune ne justifiait de soutenir l'impérialisme allemand, russe ou français pendant la guerre, ou le réarmement allemand après la guerre, ou l'impérialisme japonais contre l'impérialisme occidental, et encore moins de soutenir l'invasion japonaise de l'Indochine, de l'Indonésie ou des Philippines. De même, notre rejet de l'OTAN et de l'impérialisme occidental ne peut nous amener à soutenir (ou à tolérer ou à ne pas dénoncer) l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie.

Après la Première Guerre mondiale, les vainqueurs impérialistes ont imposé des conditions très dures et humiliantes à l'Allemagne vaincue. Comme certains l'avaient déjà prédit à l'époque, cela a favorisé la montée d'un nationalisme et d'un impérialisme allemands revigorés, cherchant à s'affranchir des limites qui leur avaient été imposées. La gauche pouvait dénoncer, et a dénoncé, bon nombre des conditions imposées à Versailles et les politiques vindicatives du vainqueur impérialiste. Mais cela n'a pas transformé le nationalisme et l'impérialisme allemands renaissants en une force progressiste ou anti-impérialiste. Il en va de même pour les conséquences catastrophiques de la thérapie de choc capitaliste promue en Russie par les États-Unis et leurs alliés dans les années 1990. C'est certainement l'un des facteurs qui a nourri une réaction nationaliste sous Poutine, cherchant à réparer certains des dommages économiques causés par Eltsine (et les conseillers américains comme Jeffrey Sachs). Nous pouvons et devons souligner le rôle et la responsabilité partielle de l'Occident dans tout cela, mais, comme dans le cas de la résurgence du nationalisme allemand dans les années 1930, cela ne fait pas de Poutine un anti-impérialiste.

La gauche est aujourd'hui confrontée à un danger majeur. Si, dans un monde où le conflit inter-impérialiste s'intensifie, elle s'accroche à l'idée que les États-Unis et leurs alliés constituent l'*unique* impérialisme, elle court le risque de passer de l'anti-impérialisme à l'*alter*-impérialisme : ne pas s'opposer à toutes les puissances et à tous les projets impérialistes, mais plutôt s'opposer à l'un d'entre eux ou à certains d'entre eux, tout en en soutenant un

autre, explicitement ou tacitement.

En bref, nous rejetons l'impérialisme de l'OTAN, mais pas pour soutenir l'expansionnisme de la Fédération de Russie dirigée par Poutine. Nous ne rejetons pas un impérialisme pour en soutenir un autre. Nous sommes des anti-impérialistes, pas des alter-impérialistes. Par conséquent, tout en dénonçant l'impérialisme occidental, nous rejetons sans équivoque l'invasion et l'occupation de régions de l'Ukraine par la Fédération de Russie.

Il en va de même de l'autre côté du conflit inter-impérialiste actuel. Notre opposition à l'expansionnisme russe ne peut pas conduire à des sympathies ou à des illusions concernant l'impérialisme de l'OTAN. Il s'agirait là aussi d'un glissement de l'anti-impérialisme vers l'*alter*-impérialisme.

Il en va de même de l'autre côté du conflit inter-impérialiste actuel. Notre opposition à l'expansionnisme russe ne peut pas conduire à des sympathies ou à des illusions concernant l'impérialisme de l'OTAN. Il s'agirait là aussi d'un glissement de l'anti-impérialisme vers l'*alter*-impérialisme.

Le soutien à la résistance ukrainienne n'implique pas ou ne nécessite pas un aval au gouvernement de Zelensky

Cela correspond au troisième principe présenté ci-dessus. Il est vrai que le gouvernement de Zelensky a perpétué ou initié des mesures franchement anti-démocratiques, répressives, anti-ouvrières et néolibérales. Ces politiques doivent être dénoncées. Ceux qui y résistent doivent être soutenus.

Mais c'est une chose de s'opposer à Zelensky ou aux politiques de Zelensky, cela en est une autre est de soutenir l'intervention de Poutine ou l'occupation russe. Les politiques réactionnaires de Zelensky sont une raison de s'opposer à lui ou à son gouvernement, pas de soutenir l'invasion de Poutine. La gauche ne peut pas faire de Poutine l'agent de son programme démocratique. Si Zelensky doit être démis de ses fonctions, cette tâche incombe au peuple ukrainien et non à Poutine.

Différentes voix ont dénoncé la présence des forces d'extrême droite en Ukraine. Leur poids est un sujet de discussion. Mais un même constat s'impose : leur présence doit être combattue et dénoncée, mais elle ne



Les troupes russes défilent lors du défilé du Jour de la Victoire à Moscou en 2015 © Vitaly V. Kuzmin - <http://www.vitalykuzmin.net/?q=node/600>, CC BY-SA 4.0

La question des armes

Pour résister, l'Ukraine doit se procurer des armes partout où elle le peut. Sans reconnaître ce droit, la dénonciation de l'invasion de Poutine devient un geste vide de sens. Dans le contexte actuel, l'Ukraine ne peut obtenir ces armes que dans le camp impérialiste de l'OTAN. Il n'y a pas de contradiction entre la dénonciation de l'impérialisme de l'OTAN et le soutien à l'utilisation par l'Ukraine de son matériel militaire pour résister à l'agression russe. Contrairement à beaucoup en Ukraine, nous ne nous faisons pas d'illusions sur l'OTAN et nous n'appellerons pas à l'arrêt du flux de matériel militaire nécessaire à une résistance efficace. Il en va de même ailleurs. *Face à l'agression américaine, nous reconnaissons le droit de Cuba ou du Venezuela, par exemple, de rechercher un soutien matériel et militaire partout où ils peuvent l'obtenir, y compris auprès d'un impérialisme rival, tel que la Russie.* Nous ne nous ferons pas d'illusions sur Poutine et nous n'appellerons pas non plus à l'arrêt du flux de fournitures militaires nécessaires à une résistance efficace à l'agression américaine. Encore une fois, c'est la seule façon de rester des anti-impérialistes cohérents au lieu d'embrasser une certaine version de l'alter-impérialisme.

L'alter-impérialisme voudrait que nous choissions entre les impérialismes. Pour certains, toute opposition à l'OTAN implique un soutien à Poutine. Pour s'opposer à l'impérialisme russe, ils voudraient que nous nous rangions du côté de l'impérialisme de l'OTAN. Pour d'autres, l'opposition à Poutine est une indication de sympathies pro-OTAN. Pour combattre l'impérialisme de l'OTAN, ils voudraient que nous embrassions l'impérialisme russe. Nous rejetons ces deux formules, fondées sur la même logique alter-impérialiste. Nous pouvons et devons nous opposer à la fois à l'OTAN et à l'impérialisme russe, et soutenir les victimes de leur agression, qu'il s'agisse de Cuba, du Venezuela ou de l'Ukraine.

De même, appeler à la fin de l'aide militaire pour arrêter la guerre, bien que cette intention soit humaine, désarme en pratique l'Ukraine face à l'agression russe. Cela fait le jeu de Poutine. Elle signifie la paix au prix de la capitulation de l'Ukraine. *Si les États-Unis envahissaient Cuba ou le Venezuela, chercherions-nous à les désarmer pour mettre fin à la guerre ?* Nous ferions certainement campagne pour la fin de l'agression

justifie pas l'invasion menée par Poutine ni le soutien à cette invasion.

Rappelons le précédent de la Chine et de l'impérialisme japonais. Dans les années 1930, la gauche internationale a soutenu la Chine face à l'agression japonaise. La gauche s'est rangée du côté de la Chine même si son gouvernement était contrôlé par l'appareil répressif et corrompu du Guomindang, dirigé par Tchang Kai-shek (farouchement anticommuniste et auteur du massacre de 1927), un gouvernement soutenu par l'impérialisme occidental. La résistance chinoise était un combat juste contre l'impérialisme japonais, malgré la nature de son gouvernement et le soutien qu'il recevait des impérialismes rivaux. De même, la résistance ukrainienne est une lutte juste contre l'agression russe, malgré la nature de son gouvernement et le soutien qu'il a reçu d'impérialismes rivaux.

La position exposée ici suit de près les vues de Lénine sur cette question. Lénine a souligné la nécessité de lutter contre toutes les formes d'oppression nationale, ce qui implique la reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination. Le tsarisme a nourri la haine contre la Russie chez de nombreuses nations opprimées de l'empire, notamment l'Ukraine. La fin de cette oppression et l'espoir d'une réconciliation entre les peuples séparés par le tsarisme exigeaient la reconnaissance du droit à l'autodétermination, entre autres mesures. À sa manière, Poutine l'a bien compris : il blâme ouvertement Lénine pour l'indépendance de l'Ukraine, qu'il considère comme un crime contre la Russie que son invasion vise à réparer. Logiquement, il rejette

également la doctrine de Lénine sur le droit des nations à l'autodétermination, qu'il considère comme absurde et indéfendable. Consciemment ou non, ceux qui, en Russie (ou ailleurs), luttent contre la guerre de Poutine et défendent le droit de l'Ukraine à l'autodétermination s'approprient l'orientation de Lénine.

Mais Lénine affirme également que toutes les cultures nationales et tous les nationalismes, y compris le nationalisme des opprimés, contiennent des aspects antidémocratiques, oppressifs, discriminatoires et chauvins. La même impulsion démocratique qui inspire la lutte contre l'oppression nationale nous commande de lutter contre ces aspects oppressifs présents dans toutes les cultures nationales et caractéristiques de tous les nationalismes. *Dans la lutte contre le colonialisme américain à Porto Rico (pour parler de la lutte dans laquelle je suis impliqué depuis les années 1970), nous devons également lutter contre les aspects conservateurs, sexistes et racistes de la culture portoricaine, par exemple.* Cela s'applique à l'Ukraine et à toutes les nations soumises à l'agression impérialiste. Tout en luttant contre l'impérialisme russe, il faut également lutter contre les dimensions réactionnaires du nationalisme ukrainien. Lutter contre l'agression russe tout en ignorant cette dimension serait incohérent d'un point de vue démocratique et libérateur. Il est aussi inadmissible de déployer les aspects réactionnaires du nationalisme ukrainien pour soutenir l'agression russe : cela serait tout aussi incohérent d'un point de vue démocratique et anti-impérialiste.

américaine, tout en espérant que Cuba ou le Venezuela s'arment pour résister du mieux qu'ils peuvent, en utilisant toutes les sources dont ils disposent, aussi peu recommandables soient-elles. La même position doit être adoptée à l'égard de l'Ukraine et de l'agression russe.

Parfois, la montée en puissance de la Chine et de la Russie en tant que rivales de l'impérialisme américain est présentée comme l'émergence d'un monde multipolaire, qui n'est plus sous la coupe de ce dernier. Mais le contraste entre unipolaire et multipolaire est trop abstrait. Nous devons nous demander quel type de «multipolarité» se cristallise dans le monde d'aujourd'hui. Rappelons que l'ordre mondial qui a engendré la Première et la Deuxième Guerre mondiale était un monde multipolaire. En d'autres termes, un monde de conflits inter-impérialistes est un monde multipolaire. Dans un tel monde, le rôle de la gauche n'est pas d'applaudir ou de célébrer la montée de la multipolarité aboutissant à la consolidation de nouveaux projets impérialistes concurrents, mais plutôt de se positionner clairement contre tous ces projets.

Des impérialismes concurrents

Nous avons récemment entendu l'argument suivant : «Quoi que vous pensiez de l'Ukraine, en Afrique, la Russie combat l'impérialisme». Cet argument part du principe que toute personne en conflit ou en tension avec l'impérialisme occidental est anti-impérialiste. Une fois encore, l'exemple de l'impérialisme japonais est illustratif. Au cours des années 1930, a-t-il affronté et combattu l'impérialisme occidental en Indochine, en Indonésie, aux Philippines, etc. Oui. Luttait-il contre l'impérialisme ? Non : il faisait avancer son propre projet impérialiste. En d'autres termes, les impérialismes rivaux entrent en conflit les uns avec les autres et le fait que la Russie se heurte à l'impérialisme occidental ne la rend pas moins impérialiste.

Les puissances impérialistes embellissent généralement leurs plans en se référant à des idéaux admirables. L'impérialisme des États-Unis et de l'OTAN agit au nom de la liberté et de la démocratie et, plus récemment, de la lutte contre le terrorisme et même des droits de la femme. La gauche rejette à juste titre ces proclamations comme les tromperies qu'elles sont. Elle cherche à démontrer les dures réalités qu'elles cachent. Mais cela est et sera tout aussi vrai pour les nouveaux projets impé-

rialistes. Ils parleront en termes de multipolarité, de coopération, d'anti-hégémonie, etc. (l'impérialisme japonais a un jour présenté son empire du Pacifique comme une «sphère de coprosperité»). Ils justifieront leur refus des droits démocratiques comme un acte souverain ou comme une alternative à la culture occidentale dégénérée ou décadente et dénonceront toute critique comme une intervention étrangère ou comme de l'eurocentrisme. La gauche doit aussi voir clair dans cette rhétorique et apprendre aux autres à y voir clair. Sinon, elle sera attirée de l'anti- à l'alter-impérialisme tout en embrassant les justifications idéologiques de l'un ou l'autre camp impérialiste.

De même, nous devons rejeter des notions telles que les sources «asiatiques» de l'impérialisme russe, opposées aux valeurs démocratiques «européennes» (il existe de nombreuses variantes de ces notions). Il n'y a rien de plus typique de l'Europe que l'impérialisme, qui fait partie du développement européen depuis l'avènement du capitalisme. L'impérialisme russe contemporain n'est pas moins capitaliste que son prédécesseur tsariste (tous deux avec divers mélanges non capitalistes) et que ses rivaux actuels : ses racines sont capitalistes, pas «asiatiques».

C'est un fait que les conflits inter-impérialistes créent une certaine marge de manœuvre pour les pays non impérialistes du Sud qui cherchent à obtenir des concessions de la part des grandes puissances. Il est légitime de jouer une puissance contre une autre, de chercher à obtenir davantage d'aide, de meilleurs accords commerciaux, des remises de dettes, etc. Mais souvent, les gouvernements vont plus loin et adoptent la perspective, l'orientation ou la politique de leur allié impérialiste

le plus proche, qu'il s'agisse de l'impérialisme américain ou de l'impérialisme russe. Les anti-impérialistes ne doivent pas les suivre sur cette voie s'ils veulent éviter la dérive vers l'alter-impérialisme.

Dans le contexte actuel, il est facile de basculer dans une perspective unilatérale. Face à l'agression, au renforcement militaire et à la propagande des États-Unis et de l'OTAN (en Amérique latine, par exemple), il est facile de perdre de vue la nécessité d'affronter les impérialismes russe et chinois ou de soutenir la résistance ukrainienne. Face à l'agression russe, il est facile de perdre de vue la nécessité de s'opposer à l'impérialisme de l'OTAN. Une gauche internationaliste doit offrir une perspective qui intègre la lutte contre tous les camps impérialistes, tout en défendant le droit des peuples à l'autodétermination et les luttes des exploités et des opprimés dans tous les États et toutes les nations, y compris ceux qui sont attaqués par l'impérialisme. C'est la perspective que nous avons essayé de présenter dans ce texte, une perspective qui peut rassembler les progressistes qui luttent sur différents fronts : ceux qui mènent les luttes de la classe ouvrière en Europe occidentale, ceux qui affrontent directement l'impérialisme des États-Unis et de l'OTAN dans le Sud global, ceux qui luttent contre l'autoritarisme capitaliste de Poutine en Russie, et donc qui résistent à l'agression russe en Ukraine, tout en luttant pour une transformation démocratique de leur propre pays (contre les forces réactionnaires qui s'y trouvent). Il ne s'agit pas d'un programme, mais seulement d'un cadre général. Il doit être développé par les participants à toutes ces luttes. Mais il peut constituer un point de départ commun. ■

20 septembre 2023



Kharkiv (district de Kyivskiy) après un tir de roquette russe le 6 septembre 2022 avec des roquettes S-300 de l'oblast de Belgorod. © Police nationale d'Ukraine, CC BY 4.0

« Pas de profits records sans accords collectifs records »

Par
Dianne Feeley*

26 octobre : au 41^e jour de la grève contre les Trois de Detroit – Ford, General Motors et Stellantis (ex-Chrysler) – le syndicat automobile UAW est parvenu à un accord non encore définitif avec Ford. L'accord sera en discussion dimanche 29 octobre au sein de la direction élue de la section Ford de l'UAW. En cas de majorité en faveur d'un vote des adhérents, l'accord sera mis en ligne sur le site de l'UAW le même soir. Des réunions seront prévues dans les sections locales pour permettre discussions et votes.

De leur côté, les ouvriers reprendront le travail. Dans une vidéo adressée aux adhérents le soir du 26 octobre, le président de l'UAW, Shawn Fain, et le vice-président de la section Ford, Chuck Browning, ont souligné certains éléments de l'accord.

Si cette présentation reste encore très incomplète, l'accord représente une percée en mettant un terme aux reculs imposés par le plan de sauvegarde de l'emploi de 2009. Il rétablit une bonne partie de ce qui avait été concédé tout en offrant la sécurité de l'emploi dans un secteur instable, en phase de restructuration en vue du passage à la production de véhicule électrique (VE).

Les ouvriers de Ford retourneront au travail pendant la lecture, la discussion et le vote de l'accord. Assurément, l'enjeu est de taille pour Ford dès lors que son site le plus rentable, Kentucky Truck, est en grève depuis deux semaines. Ce site produit 48 000 dollars de revenu à chaque minute d'activité. L'accord incite fortement GM et Stellantis à ne plus traîner et à trouver un compromis, d'où son utilité aussi pour l'UAW.

La stratégie de *stand up strike*, grèves surprises montant en puissance d'un site à l'autre de semaine en semaine, a touché

les sites les plus rentables du trio de grands constructeurs de Detroit au cours de deux dernières semaines : le site Kentucky Truck et les sites d'assemblage Arlington de GM et Sterling Heights de Stellantis. Pour chacun d'entre eux, le revenu annuel atteint les 20 à 25 milliards de dollars.

Des avancées importantes

Le nouvel accord collectif s'appliquera pour les quatre prochaines années et demie avec une augmentation de salaire de 25 %, dont 11 % dès la première année. Il prévoit le retour de la mesure de compensation du coût de la vie (COLA), suspendue en 2009 pendant la crise économique (indépendamment du fait que Ford, à la différence des deux autres, n'avait été destinataire de l'aide fédérale).

L'étalement de la progression salariale sur huit ans pour atteindre le salaire maximum sera réduit à trois ans, mesure décisive qui supprime la grille salariale à double échelle, tant détestée, mais qui toutefois ne s'accompagnera probablement pas d'une restauration complète de la protection santé des retraités et des pensions de retraite.

Les retraités de Ford, qui n'ont pas vu la pension de retraite augmenter depuis 2009, recevront une somme annuelle en un seul versement.

Cet accord voit pour la première fois un des Trois de Detroit accepter une disposition relative au droit de grève de l'UAW en cas de fermeture de site. L'engagement de Ford à une garantie de deux ans accordée aux travailleurs dans de telles situations avait déjà été annoncé. Celui-ci comporte le maintien d'un pourcentage de leur salaire et la prise en charge des dépenses de santé. On ne sait pas encore si Ford a suivi GM sur son offre de reconnaître l'UAW pour représenter les ouvriers des sites de production de batteries des entreprises partenaires (GM a un partenariat déjà effectif et un autre prévu pour être opérationnel dès la fin de l'année ; les partenariats de Ford sont encore en cours d'élaboration).

Dans leur présentation, Fain et Browning insistèrent sur le rôle de la base

militante dans l'obtention de l'accord provisoire et sur le fait qu'il revient aux 48 000 membres de l'UAW d'accepter ou de rejeter l'accord. S'il devait être rejeté, ce qui est peu probable, la négociation devrait alors reprendre.

La nouvelle direction ayant récemment obtenu la majorité pour la direction internationale de l'UAW au terme d'une dure confrontation entre la vieille garde et les réformateurs, il restait à savoir si les uns et les autres étaient prêts à mener une campagne unitaire en faveur de l'obtention d'un accord collectif sans concession. Lors de l'annonce de dix revendications syndicales, nombre des proches de la vieille garde déclarèrent qu'elles étaient irréalistes. Cependant, dans le cadre de cet accord provisoire, il s'avère que les choses avancent significativement pour plus de la moitié d'entre elles (voir la liste ci-dessous). La présentation commune de Fain (le réformateur) et Browning (membre de longue date de la direction) a donné une image de cette unité, au moins pour l'instant.

Des revendications offensives

Sachant que les Trois de Detroit ont ramassé 250 milliards de dollars au cours de la dernière décennie, l'United Auto Worker (UAW) a axé sa campagne pour l'obtention d'un nouvel accord sur la dénonciation de la course aux profits des grandes entreprises. Les trois entreprises, quant à elles, ayant amassé 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023, avaient accepté le principe d'une augmentation de salaires tout en rappelant que la restructuration nécessaire à la mise sur le marché de véhicules électriques laissait peu de marge financière.

La direction rénovée récemment élue a cependant déclaré, « À profits records, accords collectifs records », avant de parcourir la liste des dix revendications :

- Élimination du système de double échelle [défavorisant les travailleurs-ses récemment recruté-es dans l'accès à la tranche salariale la plus haute, *ndt*] : il ne doit y avoir aucun travailleur de seconde classe. Les camionneurs ont mis fin à ce système chez UPS. Nous y mettons fin chez les Trois grands.

* Dianne Feeley est rédactrice en chef de *Against the Current*. Elle est ouvrière de l'automobile à la retraite, active au sein d'Autoworker Caravan, un réseau d'ouvriers de l'automobile actifs et retraités qui défendent la démocratie syndicale et une industrie des transports qui n'utilise pas de combustibles fossiles. Elle est également active au sein de Detroit Eviction Defense. Traduction T.M. Labica.

- D'importantes augmentations de salaires : nous revendiquons des augmentations à deux chiffres. Les dirigeants des Trois grands ont vu leur rémunération bondir de 40 % en moyenne au cours des quatre dernières années. Nous savons que nos adhérents valent autant et mieux encore.

- Rétablissement de la mesure de compensation du coût de la vie (COLA) : COLA a assuré la prospérité de la classe ouvrière pendant des décennies. Elle doit être rétablie.

- Indexation des pensions de retraites sur les salaires : tou-te-s les travailleur-se-s méritent la pension de retraite sûre dont ont bénéficié les adhérent-es de l'UAW durant des générations.

- Restauration de l'allocation de santé des retraité-es : ceci est tout aussi essentiel qu'une bonne pension de retraite.

- Droit de grève en cas de fermeture de site : les Trois grands ont fermé 65 sites au cours des 20 dernières années, causant un désastre dans les villes concernées. Nous devons avoir le droit de défendre nos communautés.

- Un programme de protection des familles de travailleur-se-s : ce programme maintient les adhérent-es de l'UAW dans l'emploi et la production dans nos sites. Si les entreprises tentent une fermeture, elles devront payer les adhérent-es de l'UAW pour faire des travaux d'intérêt général.

- En finir avec la maltraitance des travailleur-se-s temporaires. Nous allons mettre fin aux mauvais traitements subis par les travailleur-se-s temporaires. Notre lutte chez les Trois grands est une lutte pour tous les travailleur-se-s.

- Plus de congés payés pour pouvoir être en famille : nos adhérent-es travaillent 60, 70 et même 80 heures par semaine pour tout juste parvenir à joindre les deux bouts. Ce n'est pas une vie, mais une survie et ceci doit cesser.

- Une augmentation significative de la paie des retraité-es : nous devons tout à nos retraité-es. Ils et elles ont construit ces entreprises et ils et elles ont construit nos organisations syndicales.

Ces revendications, venues de notre base, non seulement inversent des années d'inégalités au travail qui se sont immiscées dans l'accord collectif, mais elles affirment aussi le droit des ouvriers de l'automobile d'avoir une vie en dehors du travail. Même ceci n'est pas pleinement formulé : si le salaire augmente et les heures supplémentaires baissent, les menaces de fermetures de sites s'éloignent. Même si les usines ferment, cela ne met pas fin à la responsabilité de

l'entreprise à l'égard de la main-d'œuvre et de la communauté au sens large.

En préparant les négociations de 2023, les réformateurs ont compris que l'obtention d'un bon accord dépendait de la participation active de la base. Les entreprises étaient prêtes à augmenter les salaires de 9 à 10 % mais pas beaucoup plus et ne voyaient aucun inconvénient au fait de reconduire les énormes reculs syndicaux concédés dix ans plus tôt. Mais une fois mises sous pression, ces constructeurs étaient susceptibles d'accorder des plein-temps à toutes les récentes recrues encore en intérim.

Il y avait une autre raison. Au fil des ans, la direction, sous le contrôle de la commission administrative, avait incité les ouvrier-es à revoir leurs attentes à la baisse sur ce qu'il serait possible d'obtenir. On s'aperçut, cependant, que non contents de s'être rangés à l'idée que les travailleur-se-s de l'automobile devaient faire des sacrifices pour préserver leur site, certains des hauts dirigeants – dont deux présidents – avaient accepté des dessous de table en recevant des pots-de-vin de la part d'entreprises, et entretenaient le train de vie en se servant dans les fonds de l'UAW. Plus d'une douzaine de responsables finirent en prison et une tutelle fédérale fut nommée afin de superviser le syndicat. Comment cette organisation pourrait-elle se remettre de la corruption et de quarante années de négociations à la baisse ?

Les réformateurs ne seraient jamais parvenus à se débarrasser de l'ancienne direction sans ces révélations sur la corruption généralisée des principaux dirigeants. Mais une fois cette étape franchie, Unite All Workers for Democracy (UAWD) l'emporta sur le principe d'un vote de la base et gagna la moitié des sièges du comité exécutif international (IEB).

Les raisons de la victoire des réformateurs

C'est une longue histoire qui raconte comment un petit groupe, United All Workers for Democracy (UAWD), a obtenu une modification des statuts de l'UAW prévoyant l'élection directe, a fait campagne pour les sièges les plus importants et a réussi à faire élire chacun des sept candidats qu'elle avait soutenus, remportant même la présidence. Sans une équipe dirigeante réformatrice pour remplacer la vieille garde, nous aurions continué sur la voie des concessions.

Créée par Walter Reuther à la fin des années 1940, la commission administrative (CA) contrôlait les postes de direction du syndicat du sommet jusqu'aux sections locales. Ayant à l'origine une conception sociale-démocrate du rôle de l'UAW, son implacabilité face à toute remise en cause de son autorité a contribué à la mise en place d'une bureaucratie qui considérait que son rôle était de maintenir les entreprises en activité.

Depuis les années 1970, la CA a négocié des contrats contenant des concessions aux entreprises. Cela signifiait expliquer à ses membres qu'il était impossible d'obtenir de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires et de meilleurs avantages. Certains responsables ont prétendu qu'avec la reprise économique, ces concessions seraient éliminées, mais cette estimation erronée de la demande incessante du capitalisme pour une main-d'œuvre moins chère signifiait une restructuration constante de l'industrie, une intensification du travail et une plus grande insécurité de l'emploi.

Les négociations avaient l'habitude de commencer par une poignée de mains avec les PDG des Trois grands. Les syndiqué-es n'avaient aucune nouvelle de l'avancement des pourparlers. Éventuellement l'UAW finissait par cibler une seule entreprise. Si les négociations s'enlisaient et débouchaient sur une grève, les ouvriers venaient sur les piquets et recevaient l'ordre de ne pas s'adresser à la presse au motif que les négociations pourraient s'en trouver mises en difficultés. Même le département de la communication de l'UAW avait reçu l'ordre de ne faire aucun commentaire lorsqu'on le lui demandait.

Il y a toujours eu une vision alternative au sein de l'UAW. Cependant, elle a été marginalisée par le pouvoir d'un groupe bien installé. La plus importante fut probablement celle du mouvement New Directions, dans les années 1980 et au début des années 1990. Sous la direction de Jerry Trucker, New Directions a réussi à obtenir de bons contrats suite à des grèves du zèle. Mais le succès du directeur adjoint régional a menacé la décision du CA d'accepter des concessions ; la direction s'est efforcée d'écraser le mouvement – et y est parvenu.

Le petit nombre d'activistes de New Directions qui ont survécu se sont battus contre la vente par les Trois grands de leurs usines de pièces détachées. Tout en permettant à ces derniers d'acquérir un plus grand contrôle sur ces usines, cette vente a réduit

leur main-d'œuvre. Capables de dicter les décisions en matière de prix et de qualité, non seulement sur le produit mais aussi sur les travailleurs, les Trois grands ont également pu observer comment les dirigeants de l'UAW réagissait au projet patronal de création d'une double échelle de statuts d'embauche. On était loin de se douter que les dirigeants du CA avaient non seulement accepté des postes offerts par ces grandes entreprises, mais qu'ils pouvaient mener un train de vie identique à celui des patrons et tirer profit de la situation. Lorsque la corruption a été révélée, ces dirigeants syndicaux se prélassaient dans des hôtels haut de gamme, entre parties de golf et cigares à 2000 dollars.

L'entreprise et les dirigeants de l'UAW ayant les uns et les autres fait campagne pour le «oui» à cette stratégie de préservation de l'emploi, nombre d'ouvriers votèrent «oui» à contre-cœur. Sur le site American Axle de Detroit (section 235) où je travaillais, nous avons réussi à faire voter contre, mais sans pouvoir nous adresser aux travailleurs des autres sites dont l'entreprise était propriétaire, notamment du fait de la campagne de rumeurs qui répandait le bruit que nous, nous avions la sécurité de l'emploi et que c'était donc par égoïsme que nous refusions le système de double échelle.

Au moment de la banqueroute de GM et Chrysler en 2009, des courants oppositionnels se reconstituèrent autour de la décision de la direction de l'UAW de soutenir l'entreprise de façon inconditionnelle dans sa demande de fonds fédéraux. Ces diverses composantes se rendirent en convoi à Washington afin d'y tenir une conférence de presse et exiger qu'il y ait des conditions à l'attribution d'argent public. Il s'agissait d'abord d'imposer aux entreprises d'orienter leur production pour les transports publics. Ensuite, il était question de refuser que les travailleurs renoncent à leur droit de grève ou acceptent la suspension de la mesure de compensation du coût de la vie (COLA) dès lors qu'ils n'avaient pas pris part à la décision de l'entreprise. Ces revendications furent balayées.

Le convoi des travailleurs de l'automobile (AWC, Auto Worker Caravan) perpétua la tradition des courants qui l'avaient précédé en se procurant une version de l'accord en cours de négociation, pour en faire la lecture et l'analyse.

Tandis que les négociateurs de l'UAW parvenaient à un accord provisoire, ils

préparèrent un fascicule basé sur ses points phares. De leur côté, les composantes réformatrices, dont l'AWC, mirent la main sur l'accord, en firent la lecture et produisirent leur propre tract soulignant ses points faibles. L'AWC était en mesure de rendre public l'accord sur son site internet. La direction de l'UAW dut alors faire de même et mettre l'accord sur son site.

Une partie des militants de l'AWC décida concentrer leur force sur la transformation des statuts pour permettre un suffrage direct de ses cadres dirigeants, et ainsi naquit Unite All Workers for Democracy (UAWD). Ils organisèrent une campagne afin de réunir les conditions pour la convocation d'un congrès extraordinaire pour l'adoption de ces modifications statutaires, mais le temps leur manqua. Alors qu'ils se préparaient à relancer cette campagne, des membres du parquet fédéral prononcèrent des chefs d'accusation contre plusieurs responsables de l'UAW et le Comité exécutif international (IEB) fut contraint d'accepter un administrateur fédéral chargé d'enquêter sur la corruption et d'aider à la mise en œuvre d'un contrôle des adhérents sur leurs dirigeants. L'UAWD exigea un référendum sur les conditions de l'élection de l'IEB, référendum qui fut approuvé ainsi que les modifications statutaires souhaitées.

L'UAWD fit campagne pour l'obtention de la moitié (sept) des sièges du Comité exécutif international de l'UAW, et les remporta tous les sept. Le dernier à être déclaré vainqueur fut Shawn Fain, qui fut élu au poste de président avec 600 voix d'avance seulement. Il prêta serment moins d'une semaine avant l'ouverture du congrès de négociation de l'UAW. Le slogan des réformateurs – et leur engagement – était : *«pas de concessions, pas de corruption, pas de double échelle.»* Avec l'élection d'un candidat indépendant, le nouvel IEB avait maintenant une chance de tenir ces promesses.

Les réformateurs optent pour une autre stratégie

La nouvelle direction réformée de l'UAW devait rompre avec l'apathie qui caractérisait les processus de négociation d'accords. Elle commença par organiser une mobilisation pour l'accord en encourageant les adhérents à la rejoindre. Des sms et des emails hebdomadaires insistaient d'abord sur la rentabilité des Trois grands, et sur les sommes que ramassaient leurs

PDG. Les dix revendications formaient le socle des négociations et signalaient aux adhérents ce qu'ils pouvaient faire. Adaptant certaines des modalités organisationnelles utilisées par les Teamsters for a Democratic Union (TDU) lors des récentes négociations de l'accord Teamsters-UPS, ils furent appelés à porter des T-shirts rouges tous les mercredis, à organiser des meetings de dix minutes avec les collègues et à préparer des piquets de grève.

Lors de l'ouverture des négociations, le président Fain se rendit sur un site Ford, GM et Stellantis et alla serrer la main des ouvriers. Ceci représentait une rupture manifeste avec la pratique antérieure et signalait l'importance de la place que les adhérent-es doivent occuper pour que les négociations aboutissent.

Chaque semaine, Fain organisait des rencontres de 20 minutes en direct sur Facebook. Il faisait un point destiné aux adhérent-es sur les campagnes de syndicalisation et les grèves dans les sections locales de l'UAW à travers le pays, avant de se concentrer sur les négociations avec les Trois grands. Les dernières minutes étaient consacrées aux réponses aux commentaires et questions postées par dans le chat par les adhérent-es. Un jour, Fain fit part de la proposition de Stellantis affirmant le droit de l'entreprise de fermer 18 sites sur l'ensemble de la durée de l'accord. Fain mit la proposition à la corbeille, faisant remarquer que c'était sa place.

Ce geste était à l'image de la stratégie agressive du syndicat. Fain avait rappelé la rentabilité des trois constructeurs, soulignant que cet argent passait dans des rachats d'actions et gonflait de 40 % les rémunérations des patrons. Pendant ce temps, les ouvriers devaient se contenter d'attendre, paye après paye. Un travailleur sur contrat à durée déterminée devait attendre jusqu'à six ou huit ans pour accéder à un CDI. Une fois embauché en longue durée, il atteignait la tranche salariale supérieure en huit ans, sans jamais obtenir de régime de protection de santé une fois à la retraite, ou de pension. Et il y avait les filiales de distribution de pièces de rechange du constructeur, un marché très rentable, où les travailleurs démarrent avec des salaires inférieurs à ceux des ouvriers des chaînes de montage.

En tant que syndicat d'industrie, l'UAW préconise dans ces statuts une égalisation des salaires entre le travailleur le moins bien payé et le mieux payé. Lorsque fut introduite la double échelle des salaires

dans l'accord avec les Trois de Détroit, même ceux qui avant voté favorablement, sans enthousiasme, sur la recommandation de la direction de la CA, se sentaient mal à l'aise de travailler à côté de nouvelles recrues dont les salaires et les prestations sociales étaient inférieurs. À chaque nouvel accord, les travailleurs déclaraient que la fin de cette double échelle était leur revendication numéro un, mais ils espéraient une concession temporaire qui deviendrait une procédure standard.

Sur les dix revendications, cinq exigeaient la fin de l'embauche à deux vitesses, qui avec la demande de rétablissement du COLA et l'augmentation de l'allocation retraite, constituaient une tentative de reprendre ce qui avait été perdu. Les trois autres questions – heures supplémentaires, fermetures de sites, et protection contre les licenciements – concernent l'intensification continue du travail et la restructuration du secteur qui laisse des travailleur-se-s sur le bord de la route. Le coût du travail ne représente que 4 à 5 % du coût total des véhicules (en baisse par rapport aux 7 à 8 % antérieurs), et pourtant, il est la cible prioritaire des constructeurs. Au moment où les entreprises revendiquent leur besoin de mettre de l'argent dans la recherche sur les batteries et la technologie, l'UAW exige le droit de reprendre ce qui a été perdu au titre de ce qui, pour les travailleur-se-s, était censé n'être qu'un «sacrifice» temporaire. Plus généralement, ces revendications contestent le droit de la direction d'entreprise à aggraver l'inégalité.

Ces mises à jour hebdomadaires n'eurent donc pas pour effet de limiter la négociation à une seule entreprise. Là encore, il y avait rupture avec la pratique antérieure qui consistait à ne viser qu'une seule entreprise pour obtenir un accord qui devait ensuite servir de base pour les deux autres. Dans certains cas, ceci conduisait à des grèves dans l'entreprise visée.

À l'approche de la date d'expiration de l'accord existant, Fain fit clairement savoir que cette échéance ne serait pas repoussée. Les ouvriers, les analystes du secteur et les médias se demandèrent si l'UAW allait se mettre en grève contre les Trois à la fois. Disposant de 825 millions de dollars dans son fonds de grève, l'UAW pouvait anticiper une grève d'un mois (chaque travailleur pouvant compter sur 500 dollars et une couverture santé).

Deux heures seulement avant minuit, Fain dévoila la stratégie innovante consis-

tant à organiser la grève sur un site de chacune des trois entreprises. Ceci permit à la fois de préserver les ressources financières de l'UAW, mais également de fournir aux équipes de négociation une montée en puissance laissant à leurs interlocuteurs le soin de deviner quel allait être le prochain site affecté.

Au moment où 13 000 travailleur-se-s furent appelé-es à se mettre en grève, Fain défendit la stratégie de «stand up» fédératrice des grévistes et de ceux prêt-es à les suivre si nécessaire. Celles et ceux qui poursuivaient le travail après l'expiration de l'accord antérieur étaient incités à refuser les heures supplémentaires volontaires et à surveiller les agents de maîtrise susceptibles d'instituer des changements en violation des règles. Ceux qui n'étaient pas encore en grève devaient continuer à s'organiser, à porter les T-shirts rouges chaque mercredi, à discuter avec leurs coéquipiers et à participer aux piquets de grève.

Fain continua ses points d'étape hebdomadaires sur Facebook pour rendre compte de l'avancement des négociations. Au terme de la première semaine, Ford formula des réponses positives à certaines des revendications : pour titulariser les contrats courts après 90 jours de travail, rétablir le COLA, et garantir jusqu'à deux années de salaires et de prestations en cas de fermeture de site et de licenciement. Au regard de ce premier pas, l'UAW choisit de limiter la grève aux seuls sites de distribution de Stellantis et de GM. Ces 38 sites sont répartis sur 21 états, ce qui permet aux travailleur-es et aux habitant-es des villes voisines de se regrouper sur leurs piquets de grève. Certains parmi les grévistes organisèrent spontanément des convois d'un site en grève à un autre. Dès la semaine suivante, ces convois faisaient la navette d'une région à l'autre.

Lorsque la grève entra dans sa troisième semaine, Stellantis fit une proposition et s'assura un répit. Sur les sites d'assemblage GM à Lansing (Michigan) et Ford près de Chicago, 25 000 travailleurs UAW étaient en grève, accompagnés de quelques centaines d'autres, au chômage du fait de la grève.

La stratégie qui consiste à démarrer avec des objectifs minimaux impose chaque semaine aux entreprises de réagir, ou leurs sites seront visés. À mesure qu'elle gagnait en extension géographique, la grève bénéficia de la solidarité d'autres syndicats et associations, jusqu'à celle du président Biden lui-même.

Premier président à se rendre sur un piquet de grève, Biden déclara que les revendications des travailleurs étaient justes. Ce qui voulait également dire que le gouvernement Biden ne pouvait chercher à négocier une fin de mouvement et devait se tenir à l'écart.

Quand Trump prétendit soutenir les grévistes tout en s'opposant à leur dirigeants, Fain n'y vit rien d'autre qu'une attitude de milliardaire, cette classe opposée aux revendications ouvrières. Au lieu de venir dans le Michigan sur les piquets de grève, Trump tint un meeting sur un site non-syndiqué de production de pièces détachées, et où la presse ne parvint pas à trouver un seul gréviste parmi tous ceux qui arboraient le T-shirt «les ouvriers de l'automobile avec Trump». Des journalistes finirent par rencontrer deux ouvriers automobile pro-Trump, mais même ceux-là ne partageaient pas l'opinion de Trump sur la stratégie de l'UAW.

La stratégie de la grève contre l'ensemble des Trois de Detroit met les entreprises en difficulté, devant répondre continuellement aux revendications de l'UAW. Cette stratégie est aussi transparente grâce aux points d'étape proposés chaque semaine et qui permettent d'être au fait de la négociation en cours et même de ce qui est gagné. De cette manière, elle encourage les adhérent-es à maintenir la pression, qu'ils poursuivent le travail au-delà de l'accord antérieur arrivé à échéance en gardant un œil sur l'attitude de l'encadrement, ou qu'ils tiennent un piquet de grève.

Les organisations syndicales de quartiers et les organisations politiques vinrent participer aux piquets de grève à toutes les heures du jour et de la nuit. On apporta de la nourriture, de la musique, et avec l'arrivée du froid, des quantités de bois pour les braseros. Les comités des DSA (Democratic socialists of America) furent particulièrement impliquées dans la participation aux piquets et dans l'aide matérielle.

Lorsque Bill Ford implora les travailleur-es de l'UAW du site Ford de Rouge de se tourner vers l'avenir avec l'entreprise et en concurrence avec les entreprises étrangères où la main d'œuvre n'est pas syndiquée, Fain répondit que ces travailleur-es non organisé-es étaient nos frères et nos sœurs et prêt-es à rejoindre les syndicats. Fain souligne également que la grève ne concerne pas uniquement l'UAW, mais qu'elle répond à un besoin plus large de mettre fin aux inégalités. ■

26 octobre 2023

« Pour un PSOL indépendant »

Entretien d'Antoine Larrache
avec Ana Cristina Carvalhaes*

Le 20 octobre 2022, Lula da Silva a été élu président de la République du Brésil pour la troisième fois, battant d'une courte tête le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro. Cette victoire du large front démocratique autour de Lula, ainsi que la campagne qui l'a précédée, suscite de grands débats au sein du Parti Socialisme et Liberté (PSOL). Ana Cristina Carvalhaes* nous parle de la situation au Brésil, du gouvernement Lula 3.0, et de sa vision des débats et du congrès du PSOL, qui s'est déroulé du 29 septembre au 1^{er} octobre 2023.

Antoine Larrache: *Comment vois-tu la situation politique et le gouvernement actuel ?*

Ana Cristina Carvalhaes: Lula est arrivé au pouvoir dans un contexte politique complètement différent des trois premiers gouvernements du PT: aujourd'hui, l'extrême droite a conquis un poids de masse. Elle a été au pouvoir avec Bolsonaro, elle gouverne certains des États les plus importants du pays, possède la majorité au parlement, c'est dire à quel point elle constitue une menace. Dès avant la campagne électorale, Lula et le PT ont choisi de rechercher la victoire sur la base d'une alliance la plus large possible, à la fois à gauche, avec le PCdoB et le PSOL (1) et surtout à droite. Cela a conduit à l'élection de Geraldo Alckmin (ancien dirigeant du PSDB) au poste de vice-président, et à l'inclusion dans le «front large» de partis bourgeois dits de centre-gauche, ainsi que de partis plus explicitement de droite. Lula n'a jamais été prêt à chercher la victoire avec une coalition de gauche, ni à parier sur la mobilisation populaire. Au second tour, la coalition s'est élargie à des partis encore plus à droite. Une partie de la bourgeoisie avait déjà explicitement soutenu

Lula au premier tour, et une partie beaucoup plus importante l'a soutenu au second tour. Le secteur bourgeois qui a soutenu Bolsonaro avec le plus d'ardeur au second tour était celui des propriétaires terriens. Cette tactique a permis à Lula de remporter une courte victoire au second tour. Ce fut une victoire démocratique difficile et importante, qui a empêché l'avancée du néo ou du post-fascisme au Brésil, et le PSOL a participé à juste titre à ce processus en votant pour Lula-Alckmin.

Antoine Larrache: *Il s'agit donc d'un gouvernement de conciliation des classes, n'est-ce pas? Comment gérez-vous cette contradiction entre la gauche et la droite en son sein ?*

Ana Cristina Carvalhaes: *Le gouvernement a adopté des mesures démocratiques pour faire face aux destructions causées par les quatre années de pouvoir de Bolsonaro. Il a ordonné une énorme mobilisation de ressources pour sauver les Yanomami (2) de la famine et de la maladie lorsqu'ils ont été attaqués, dans leur réserve, par l'exploitation minière illégale, à laquelle le dirigeant fasciste avait donné carte blanche, de sorte qu'un génocide était en cours. Il enquête également sur les responsables de la tentative de coup d'État du 8 janvier 2023. Il a recréé des ministères, créé le ministère des peuples indigènes.*

D'un autre côté, il a des engagements solides envers les grandes entreprises et la stabilité du régime: il a une politique économique nettement néolibérale, une politique environnementale de «capitalisme vert», il ne cherche pas à mobiliser contre la droite, s'appuyant sur la Cour suprême et la police pour l'affronter. Ce n'est pas un «gouvernement contestataire». Ses neuf premiers mois ne sont pas un «succès» en faveur des travailleurs et du peuple car, sur le plan économique, la nouvelle règle fiscale négociée avec le Congrès est un plan d'ajustement néolibéral classique qui réduit les ressources des programmes d'éducation, de santé et d'investissement afin d'atteindre un improbable déficit zéro d'ici 2024. Sur le plan environnemental, Lula a prononcé un discours à l'ONU pour défendre l'Amazonie, tout en «laissant» ses ministres de droite et l'industrie fossile faire campagne pour l'exploration pétrolière à l'embouchure de l'Amazonie.

Le gouvernement présente toutes les contradictions et incohérences insolubles imposées par son caractère de conciliation de

classe. Ce n'est pas une situation dans laquelle une politique d'opposition de gauche au gouvernement, comme le PSOL l'a fait correctement au cours de ses 12 premières années d'existence, est pertinente. Mais plus que jamais, il est nécessaire que le parti soit indépendant, qu'il soutienne ce qui est positif, qu'il combatte les mesures du gouvernement contre les intérêts populaires et qu'il soit prêt à faire face à de nouvelles attaques (comme il y en aura certainement sur l'environnement et l'économie populaire), qu'il maintienne son profil autonome et qu'il présente ses différences programmatiques avec l'action du gouvernement.

Antoine Larrache: *Quelle est la situation de l'extrême droite ?*

Ana Cristina Carvalhaes: La menace persiste, l'extrême droite gouverne des États importants et pourrait revenir au pouvoir en cas de déception à l'égard du gouvernement de Lula. Il faut distinguer plusieurs niveaux: il y a Bolsonaro lui-même, sa famille et son groupe politique le plus proche, et un secteur beaucoup plus large de personnes qui votent pour l'extrême droite, quelque chose comme 20 à 25% des électeurs. Le bolsonarisme a été considérablement affaibli par la tentative, ou simulacre de coup d'État du 8 janvier, parce que les secteurs bourgeois ont dû s'y opposer. Cette tentative fait l'objet d'une enquête judiciaire et le chef de l'armée de l'air de l'époque est impliqué. Il a donc été fortement fragilisé par ces affaires judiciaires et les enquêtes pour corruption – en particulier le fait qu'il se soit approprié des bijoux offerts par des cheikhs du Golfe. Les officiers militaires qui ont gouverné avec lui ont également été associés à des scandales de détournement de fonds, de mauvaise gestion des ressources pendant la pandémie et maintenant même de détournement d'armes au profit d'organisations criminelles. Cela ne signifie nullement qu'ils ont été vaincus, mais la confiance des masses dans les forces armées s'est effondrée. La Cour suprême, qui donne raison à Lula, et Lula lui-même sont en train de démanteler «par le haut» l'appareil créé par Bolsonaro.

Aujourd'hui, la bourgeoisie compte sur Lula pour remettre de l'ordre dans la société. Le grand problème est que cet accord signifie que le PT ne mobilisera

* Ana Cristina Carvalhaes, journaliste et fonctionnaire fédérale, est membre fondatrice du PSOL et membre du Bureau exécutif de la Quatrième Internationale.

1. **PCdoB** est le Parti communiste du Brésil. À l'origine une scission pro-Cuba du Parti communiste, il a pris son autonomie et s'est rapproché du PT. Le **PSOL** a été fondé en 2004, après l'expulsion de parlementaires, notamment à la suite de leur vote contre la réforme des retraites et leur entrée en dissidence dans le PT au pouvoir. Le **PSDB**, Parti social-démocrate du Brésil, a été fondé en 1988 comme partisan de la «troisième voie» libérale représentée par Tony Blair, Bill Clinton et Gerhard Schröder. Il a été pendant de nombreuses années le principal parti de la droite brésilienne.

pas les travailleur-es. Et c'est un point très important, car c'est précisément le PT qui les dirige, puisqu'il a retrouvé son influence de masse au cours des huit dernières années où il était dans l'opposition. Je pense que les choses vont empirer en 2024. Les mesures d'austérité du plan d'«ajustement fiscal» deviendront plus évidentes: le gouvernement propose un budget national équilibré pour 2024, ce qui aura d'énormes conséquences, car il devra réduire les budgets de l'éducation, de la santé et d'autres domaines. Je pense que la colère va monter contre ces choix.

Antoine Larrache: *Avec Bolsonaro écarté du pouvoir pour un temps, n'y a-t-il pas un risque de voir se développer un véritable mouvement fasciste ?*

Ana Cristina Carvalhaes: Dans le sens d'une nouvelle tentative de coup d'État? Je ne pense pas, à court terme. Le bolsonarisme est toujours très vivant, il a une grande influence au parlement, il a l'intention de gagner 1500 mairies, sur un peu plus de 5000 dans le pays, l'année prochaine. En d'autres termes, tout se joue au sein des institutions. Tout peut arriver au Brésil, mais leur problème est que Bolsonaro est inéligible, parce que la Cour suprême l'a rendu inéligible, et son mouvement discute ouvertement de qui sera le candidat à la prochaine élection présidentielle.

Quoi qu'il en soit, je n'exclus pas la possibilité qu'à un autre moment, en cas de crise nationale et institutionnelle profonde, il y ait une nouvelle tentative de coup d'État. Il ne faut pas oublier un autre élément constitutif de la droite au Brésil: l'évangélisme chrétien néo-pentecôtiste. Au sein des classes populaires, ce courant a fait d'énormes progrès. Aujourd'hui, il représente la majorité de la population brésilienne et, en termes d'influence religieuse, il dépasse le catholicisme et le protestantisme historiques. Dans les favelas, ces fondamentalistes sont les plus influents d'un point de vue idéologique. Ils ont une contradiction: ils ont moins de contrôle sur le vote des femmes, beaucoup de femmes évangélistes ont voté pour Lula.

La crise mondiale rendra également les choses plus difficiles pour Lula. C'est le grand problème des gouvernements dits progressistes de cette deuxième vague. La première vague a bénéficié d'un contexte merveilleux, avec le boom des matières premières, mais cette deuxième vague est confrontée à une situation économique mondiale très difficile. La Chine continue de croître et, dans de nombreux pays d'Amérique latine, elle est devenue le premier ou le deuxième

partenaire commercial, tandis que le Brésil approfondit ses liens avec les BRICS. Je ne pense pas que la Chine va sauver le Brésil ou d'autres pays d'Amérique latine. Je pense que les prochaines années apporteront de nombreux défis au gouvernement et qu'il y aura des luttes. Il est inévitable qu'il y ait des luttes parce que le pays est très inégalitaire.

Antoine Larrache: *Quelles sont les relations actuelles entre le gouvernement et les mouvements sociaux ?*

Ana Cristina Carvalhaes: Les mouvements de masse au Brésil sont dirigés par le PT, directement ou par l'intermédiaire de gens qui en sont très proches. Il y a quelques contre-exemples, comme le syndicat des professeurs d'université qui est dirigé par des gens de gauche, ou les liens que Boulos entretient avec des mouvements sociaux. Mais ce sont des phénomènes isolés. La grande différence avec ce qui s'est passé sous les précédents gouvernements du PT est que les dirigeants des mouvements de masse craignent l'extrême droite et donc se freinent d'eux-mêmes. Les enseignants du secteur public fédéral sont très en colère contre les plans du gouvernement. Mais ils disent: «qu'est-ce qu'on peut faire? On ne va pas faire grève et affaiblir Lula!». Il y a des grèves mais au niveau des États. Et la semaine dernière par exemple, il y a eu deux jours de grève dans le métro de Sao Paulo.

Il y aura peut-être un phénomène de distanciation vis-à-vis du pouvoir mais ce serait alors un second cycle de ce type. Parce que le premier a eu lieu lors des premiers gouvernements du PT, qui ont duré treize ans. Il n'y a pas vraiment eu de lune de miel: après quelques crises dans différents secteurs, il y a eu un choc de rupture avec ce qui faisait la base de l'existence du PT. Ce choc a été provoqué par la réforme des retraites de 2003, lors duquel une grande partie des fonctionnaires des États et de l'État fédéral, ainsi que les fonctionnaires pauvres, ont rompu avec lui. Puis les relations ont continué à se dégrader, principalement avec Dilma. Au début de la crise de 2008, ils ont réussi à en contenir les effets mais à partir de 2012-13 ils n'y sont plus parvenus et le processus de discrédit du gouvernement s'est accentué. Ce processus a fait croire le PSOL, de façon limitée mais réelle.

Antoine Larrache : *Peux-tu décrire les enjeux principaux du congrès du PSOL ?*

Ana Cristina Carvalhaes : Le PSOL a tenu une grande assemblée de la direction élargie juste après l'élection de Lula. À cette assemblée, il y a eu un premier choc entre le courant majoritaire du parti, qui souhaite une relation

encore plus étroite avec le gouvernement, et la minorité qui veut garantir l'indépendance du PSOL par rapport à celui-ci. La minorité a présenté une motion qui affirme le refus du PSOL de participer au gouvernement Lula. Les deux courants principaux qui forment la majorité, celui de Guilherme Boulos (Revolução Solidária) et celui du précédent président du Parti (Primavera) ne voulaient pas d'une telle déclaration qui les aurait mis en grande difficulté alors que le gouvernement n'était même pas encore mis en place. Ils ont donc travaillé à une motion plus unitaire en faisant des concessions, notamment vis-à-vis de l'aile gauche du bloc majoritaire, dont font partie des camarades de la IV^e Internationale. Ce courant, appelé Semente, reste allié à la majorité avec trois arguments fondamentaux: premièrement il faut l'unité, y compris avec le PT, face au danger fasciste – ce qui est juste; deuxièmement le secteur minoritaire du parti veut une politique d'opposition au gouvernement – ce qui est faux; et troisièmement la tactique nécessaire dans la période pour surmonter le *petismo* (pétisme, le soutien au projet politique historique du PT) est de miser sur la figure de Guilherme Boulos. Pour tenter d'influencer la majorité, Semente a réussi à obtenir une résolution majoritaire refusant de participer au gouvernement. C'est alors que le MES (3) et d'autres secteurs du bloc minoritaire du parti ont accepté de voter en faveur de la résolution majoritaire.

Cependant, cette déclaration d'intention est ambiguë: elle indique que le PSOL ne va pas participer au gouvernement, ne va pas y envoyer des membres en tant que représentantes du PSOL, mais elle laisse des portes ouvertes à la participation de certains de ses membres en leur nom propre. Une exception était déjà acceptée par toutes les composantes du PSOL, celle de la participation au gouvernement de la dirigeante de l'Association des Peuples indigènes du Brésil, Sonia Guajajara, car c'était une demande explicite des peuples indigènes. Mais quand le gouvernement s'est formé, un autre membre du PSOL y est entré, un représentant du Mouvement des travailleurs sans toit (MSTT). Ce dernier est lié à Boulos. De plus, par la volonté de Boulos, il a été décidé que le groupe des députés du PSOL ferait partie du groupe parlementaire du gouvernement. Le président du groupe est membre du

2. Les Yanomami constituent le plus grand peuple vivant de façon relativement isolée en Amérique du Sud. Ils vivent dans la forêt tropicale et les montagnes situées au nord du Brésil et au sud du Venezuela.

3. Le Movimento Esquerda Socialist (mouvement de la gauche socialiste) est organisation sympathisante de la IV^e Internationale.

Brésil

PT et le vice-président membre du PSOL. L'ambiguïté de la résolution de décembre avait pour fonction de permettre ces choix.

Antoine Larrache: *Et comment ce conflit sur la participation au gouvernement s'est-il reflété dans le Congrès du PSOL ?*

Ana Cristina Carvalhaes: Dans la tradition du PSOL depuis sa création (2005), un congrès est organisé tous les deux ans. Il y a eu une interruption avec la pandémie – une longue interruption – même si on a tenu un congrès virtuel. Celui-ci était donc le premier congrès avec présence physique depuis 2017. L'objectif principal de ce congrès, pour la direction, était d'obtenir l'accord pour la participation au gouvernement. Un autre objectif, qui n'était pas avoué, était de se débarrasser de tou-ttes ceux et celles qui y sont opposés. Pour bien comprendre les dynamiques, il faut comprendre, sans trop personnaliser, que Boulos est issu du mouvement social, du MSTT plus précisément, qui est un mouvement d'une grande valeur. Boulos s'appuie sur celui-ci et cela lui confère un poids important. Mais il a toujours voulu rejoindre un parti sans courant, sans opposition (4). Ce n'est pas ce que voulaient ceux qui l'ont fait entrer dans le parti, mais il a toujours été comme ça, et ce n'est ni nouveau ni diffamatoire. C'est un leader important qui se situe à la gauche du PT, mais qui est plus proche du PT que de la tradition du PSOL. Il souhaite sans équivoque faire partie d'un gouvernement dirigé par le PT. Quant à l'autre grand groupe majoritaire, Primavera, il dirige la mairie de Belém dans la région amazonienne et s'inscrit dans la tradition politique des Fronts populaires des années 1930.

Les congrès du PSOL se déroulent selon un processus qui dure trois mois, avec des assemblées de quartiers, dans les grandes villes, des assemblées de districts qui élisent des délégué-es au niveau de l'État, de la province, et ces délégué-es élisent les délégué-es pour le congrès fédéral. Dans tout ce processus, on discute des positions politiques. Lors du congrès, un sujet important était un changement dans le fonctionnement de la direction. Au sein du bloc d'opposition, dont je fais partie, nous savions que notre poids allait diminuer dans ce congrès, en raison de l'intégration du groupe de Boulos depuis le congrès de 2017. Mais on espérait avoir au moins assez de votes pour peser sur ce qui en sortirait.

4. Guilherme Boulos est entré au PSOL en 2018 en tant que pré-candidat à la présidence de la République.

5. On peut ajouter aussi le fait que le PSOL est passé de 41 000 à 226 000 membres entre 2010 et 2022.

Depuis la fondation du PSOL, qui regroupe un grand nombre de groupes, il existe une tradition de construire sa stabilité autour de pactes, des accords larges de fonctionnement. Chez nous, le pacte historique avait été établi entre Primavera et le MES. Le premier tenait la direction et les postes principaux, l'autre tenait la trésorerie, même s'il ne tent pas les cordons de la bourse seul, car deux signatures étaient requises pour toutes les dépenses. C'était selon moi un bon pacte parce qu'il était fondé sur les résultats des congrès et permettait au parti de fonctionner. La direction autour de Boulos a voulu remettre en cause le pacte constitutif du PSOL dans un contexte où les partis sont très riches: la Fondation est un organe de propagande et d'éducation populaire qui, de par la loi, dispose de 20% du budget du parti. Comme le président de la Fondation contrôle 20% du budget du Parti, ce poste est de fait stratégique et s'impose comme le troisième dans la hiérarchie du Parti.

À la veille du congrès, la majorité a informé tout le monde que la Fondation ne ferait plus partie des postes de direction distribués sur une base proportionnelle, mais que sa direction serait nommée directement par la liste victorieuse. Il s'agissait d'un coup d'État visant à garantir que l'opposition non seulement perdrait le Congrès, mais serait également complètement exclue de la direction centrale. Pour l'essentiel, le seul secteur de la majorité qui s'est opposé à cette manœuvre a été Insurgencia, de Semente. Cela a provoqué un grand malaise au sein du bloc majoritaire, qui a été contraint de retirer la proposition. En fin de compte, la présidence de la Fondation reste parmi les postes de direction élus lors du congrès et restera donc, dans la pratique, à un-e membre du MES.

Antoine Larrache : *Peux-tu expliquer les raisons plus profondes de ces conflits ?*

Ana Cristina Carvalhaes : Je pense qu'il y a deux questions fondamentales combinées. Premièrement, la relation du parti avec le gouvernement, qui s'exprime par une tentative d'écraser ceux qui s'opposent à la participation. Face à cette situation politique, la direction du PSOL affirme que nous sommes dans une «période de front unique», que ce gouvernement est le nôtre, qu'il faut être avec lui et que ceux qui ne sont pas avec lui vont finir à la poubelle de l'histoire. Concrètement, les député-es du PSOL se sont divisés sur le vote du plan d'ajustement: 7 ont voté en sa faveur et 3 ont voté contre (les deux député-es du MES et un député indépendant). L'argument de Boulos, qui est le chef

du groupe parlementaire, est qu'il faut toujours soutenir le gouvernement parce que l'extrême droite pourrait profiter de ses difficultés. Et, au congrès, le discours de Boulos a été le même: dans une assemblée, à propos des cuisines populaires que son mouvement avait créées pendant la pandémie et qui aujourd'hui sont financées par l'État, il a déclaré que ces cuisines étaient «bien plus socialistes que tous les discours de l'extrême gauche qui vont finir à la poubelle de l'histoire».

Le deuxième problème est que le PSOL s'est enrichi, de sorte que prendre le contrôle total de la machine et de l'appareil du parti devient une question de vie ou de mort pour la majorité. Dans le contexte de la droitisation de la société et de tous les scandales de corruption de la période de 2014-15, une nouvelle loi a accordé des fonds très importants aux partis politiques. Cela change beaucoup de choses. Par exemple, le PSOL a reçu un fonds électoral de 99 millions de reais (20 millions de dollars) en 2022, contre seulement l'équivalent de 590 000 dollars lors de la campagne présidentielle de Plinio en 2010 – à quoi il faut ajouter le fonds permanent du parti de 774 000 dollars par mois (9,3 millions de dollars par an). C'est une montagne de fric. Cela change les rapports internes. (5)

Antoine Larrache: *Au final, comment selon toi le PSOL se définira-t-il par rapport au gouvernement ?*

Ana Cristina Carvalhaes: En fait, la victoire du bloc majoritaire actuel au Congrès est déjà une définition claire : la politique de ce bloc prévaudra, c'est-à-dire un soutien ouvert au gouvernement et une participation, si possible. Le problème est qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas la moindre possibilité que Lula ouvre un espace plus important au PSOL, parce que, sous la pression de la droite au Congrès, il ne fait que limoger des ministres progressistes afin de donner plus de positions à la droite au sein du ministère. La situation actuelle convient aux dirigeants du PSOL, car ils peuvent à la fois soutenir le gouvernement et prétendre à l'autonomie.

Donc le congrès a été très conflictuel. Il y a une difficulté importante pour nous car les camarades de la IV sont séparé-es en deux, avec des points de vue très différents sur la direction du PSOL. La situation interne entre la majorité du PSOL et la minorité est très tendue, très conflictuelle, et je crois que les choses vont se renforcer.

Mais il faut bien maintenir la perspective d'un PSOL indépendant, car cette indépendance sera capitale à moyen terme. ■

Découvrir la révolution chilienne (1970-1973)

Le dernier ouvrage de Franck Gaudichaud, qui traite d'une période largement abordé par de nombreux ouvrages, est original tant par sa construction que par ses analyses. Chaque chapitre est introduit de manière très pédagogique par un texte marquant de l'époque (programme de l'Unité Populaire, discours d'Allende, presse du Parti communiste chilien, du Mouvement de la gauche révolutionnaire, de la Gauche Chrétienne, déclaration des Cordons Industriels, du démocrate-chrétien Patricio Aylwin, mais aussi compte-rendu de réunion organisée par le gouvernement US).

Franck Gaudichaud traite des grands problèmes politiques de l'époque en partant des aspirations sociales populaires qui s'expriment tout en les replaçant dans le contexte global de la période : le rôle de l'impérialisme américain alors largement dominant, l'existence d'un fort courant chrétien de gauche, la force du PC et l'attraction de la révolution cubaine auprès de la jeunesse notamment, etc.

Dans ce livre il n'est donc pas question de dresser un catalogue des mesures prises par le gouvernement de l'Unité Populaire, mais plutôt d'expliquer comment s'est petit à petit exacerbé l'affrontement de classe entre d'un côté la bourgeoisie chilienne associée aux multinationales et aux USA, et de l'autre les classes populaires urbaines et rurales. Comme conséquence de ce choix, Franck Gaudichaud examine avec précision le cheminement des débats stratégiques à droite et à gauche comme celui de la radicalisation populaire.

L'ouvrage distingue deux grandes périodes dans l'Unité Populaire. La première va de l'élection d'Allende en 1970 au milieu de l'année 1972 : la droite est encore divisée, avec une partie qui espère réussir à faire chavirer le gouvernement en utilisant la presse et le blocage institutionnel.

La deuxième période de 1972 au

coup d'État est celle du basculement : la droite s'unit et adopte unanimement une stratégie visant au renversement d'Allende. Elle a compris qu'elle ne conservera pas ses privilèges par la simple lutte institutionnelle et se lance dans un sabotage en règle de l'économie du pays : fuite des capitaux, spéculation, sabotages, grèves comme celle des camionneurs d'octobre 1972.

Franck Gaudichaud montre que si la droite possède cette capacité de dépasser et violer l'ordre constitutionnel qu'elle a créé, à gauche les débats font rage entre ceux qui veulent «consolider pour avancer» et ceux qui clament qu'il faut «avancer sans transiger». Les premiers s'appuient sur une confiance aveugle dans les institutions, notamment sur l'armée, tandis que les seconds revendiquent une autodéfense populaire face au risque de coup d'État militaire. Ces débats ont eu lieu à tous les niveaux de la société. C'est aussi pour cela que Franck Gaudichaud insiste sur la montée en puissance des formes d'auto-organisation dans les entreprises, les quartiers ou à la campagne, avec les JAP (comités pour l'approvisionnement et le contrôle des prix) créés en 1972 pour organiser l'approvisionnement des quartiers populaires face aux pénuries organisées par la droite et le patronat. Mais surtout avec les cordons industriels, véritables embryons de pouvoir populaire à l'échelle d'un quartier que Franck Gaudichaud a déjà examinés dans une étude majeure. Si la société est en ébullition, l'ouvrage montre qu'il ne s'agit pas de situation de double pouvoir, la majorité de ces organisations de base réitérant leur confiance dans «leur président».

C'est dans cette situation critique où se multiplient les attentats d'extrême droite, perquisitions militaires dans les usines et mobilisation de la droite, que ce débat entre «réforme ou révolution» prend dès lors tout son sens.

Le livre montre bien qu'il y a deux logiques à gauche. D'un côté nous avons le gouvernement,

suivi par le PC, le Parti radical et le courant socialiste autour d'Allende qui, pour prouver sa bonne volonté à la droite, met en œuvre le plan Prats-Millas (Prats est général et Millas, ministre du PC) qui consiste à revenir sur des mesures sociales comme la remise au patronat de la moitié des entreprises de l'APS (Aire de propriété sociale). Franck Gaudichaud montre que ce raisonnement s'appuie une confiance aveugle dans une tradition de stabilité institutionnelle dont les forces armées seraient les garantes. Qui plus est, cette stratégie reprend une vision stratégique théorisée par le Parti communiste selon laquelle, dans un pays du tiers-monde il doit y avoir, avant d'arriver au socialisme, une étape d'alliance avec la bourgeoisie nationale. C'est le soutien de cette bourgeoisie que le gouvernement cherche à obtenir, sans succès.

À gauche de ce courant, de plus en plus de militant-es ont compris que la bourgeoisie et les forces armées se préparent au coup d'État (celui raté de juin 1973 ne représentant pour eux qu'une «répétition générale») et que la bourgeoisie en demandera toujours plus pour récupérer le peu qu'elle a perdu. Ces courants, parmi lesquels le MIR, le PS ou le MAPU, demandent l'accélération des réformes, tentent d'organiser leur autodéfense (ce qui est d'ailleurs une des fonctions des Cordons industriels) et réclament au gouvernement des mesures rapides en ce sens.

Des leçons pour l'avenir

Ainsi, pour Franck Gaudichaud, ce livre ne vise pas seulement à faire «découvrir la révolution chilienne» à l'occasion du cinquantième anniversaire du coup d'État du 11 septembre 1973, mais aussi d'en tirer les enseignements pour la période actuelle. Nous en repérons au moins quatre.

1. Le premier enseignement consiste à montrer que, même dans un pays qui était censé représenter un îlot démocratique dans le continent, la bourgeoisie est prête à tout, y compris à violer ses propres règles de gestion du



pouvoir, pour conserver ses privilèges. Dès lors tout projet politique de transformation sociale se doit d'intégrer cette dimension d'affrontement inévitable avec la bourgeoisie et son État.

2. Le deuxième enseignement soulève la difficulté du mouvement ouvrier et du mouvement social en général à développer une politique qui puisse lui permettre de gagner sur ses propres revendications face à la droite tout en maintenant au mieux l'unité de sa classe.

3. Le troisième pose la question de la représentation de «ceux d'en bas». Comment articuler la démocratie représentative avec le pouvoir toujours plus puissant des organisations unitaires de lutte, comme les CI ?

4. Le quatrième rappelle utilement que pendant les périodes de radicalisation politique extrême, se développe en parallèle une révolution culturelle. Au Chili, c'est la percée de la nouvelle chanson chilienne, l'explosion des peintures murales, des politiques d'édition massive de livres en direction des couches populaires, etc. C'est ce point souvent oublié que montre bien Franck Gaudichaud dans son chapitre sur la bataille culturelle.

Pour l'auteur, raviver la mémoire des années de l'Unité Populaire n'est donc pas un simple exercice historique. Car les problèmes auxquels s'est heurté le peuple chilien pendant l'Unité Populaire, et bien sûr pendant les années de la dictature qui s'en est suivi,

perdurent dans le Chili actuel.

Ces derniers temps, la droite chilienne cherche à revenir sur le bilan de la dictature. En menant une campagne pour réhabiliter Pinochet qui aurait évité la « catastrophe de l'Unité populaire » et en expliquant, notamment aux jeunes générations, que c'est Allende qui a

semé le chaos, la droite chilienne envoie un message à l'actuel président Boric et à toute la gauche : comme on l'a fait en 1973, on gardera nos privilèges ! Pour l'instant les moyens utilisés sont la désinformation organisée avec les médias. Mais demain ?

Dès lors, avec son livre, Franck Gaudichaud fait œuvre d'uti-

lité publique en rétablissant une vérité dérangeante pour la droite. D'autant plus que les politiques néolibérales mises en œuvre sous Pinochet ont continué sous les gouvernements de la Concertation et qu'il n'y a eu que des poursuites limitées contre quelques responsables des crimes de la dictature. Cette politique de l'oubli

et de la continuité facilite l'actuelle poussée de l'extrême droite au Chili. Dès lors, interroger le passé enfoui de l'Unité Populaire est d'une criante nécessité. ■

Patrick Guillaudat

* Franck Gaudichaud, Découvrir la révolution chilienne (1970-1973), Éditions sociales, Paris 2023, 10 €

Résistance antinazie, ouvrière et internationaliste. De Nantes à Brest, les trotskistes dans la guerre*

Malgré les difficultés du temps, les trotskistes français, dont le premier organe de presse, *la Vérité*, datait de 1929, poursuivirent leurs activités. De 1940 à 1945, *la Vérité* parut clandestinement sans interruption, d'abord ronéotée puis imprimée, de même que les périodiques locaux comme *Bretagne rouge*, *le Front ouvrier* ou *le Proletaire de l'Ouest*. Non seulement les auteurs citent largement ces publications – pour *la Vérité* ils disposaient de la réédition en fac-similé réalisée en 1978 par EDI –, mais ils ont aussi retrouvé les numéros manquants des journaux régionaux, des tracts, dans des papiers de famille. Ils ont également fait bon usage des *Mémoires* écrites par les acteurs et actrices de cette histoire, dont certains ou certaines ont pu être interrogés avant leur disparition. Enfin ils n'ont pas négligé les sources policières, les rapports des officiers des renseignements généraux au préfet conservés aux Archives départementales de Loire-Inférieure.

Ceci nous vaut un ouvrage solide sur un groupe de militant-es de province qui ne s'est pas contenté de commenter la situation mais qui a tenté d'intervenir dans les villes (Nantes, Brest, mais aussi Couëron, Quimper) et les usines où ils étaient implantés, en liaison avec la direction nationale de leur organisation, le Parti

ouvrier internationaliste (POI) puis Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale. On connaissait un peu le travail de fraternisation mené par ces internationalistes en direction des soldats allemands, prolétaires sous l'uniforme, qu'ils tentèrent de retourner contre les nazis. Ce livre nous donne tous les détails d'une entreprise audacieuse qui se traduit dans un premier temps par un succès à l'Arsenal de Brest, avant d'être découverte et réprimée féroce par les nazis. Une quinzaine de soldats allemands avaient été organisés autour d'un journal, *Arbeiter und Soldat*, réalisé grâce au trotskiste allemand Martin Monath (Widelin) – un livre bien informé sur ce militant, écrit par Nathaniel Flakin, a été édité en 2021 par Syllepse. La présence à Brest du militant nantais Robert Cruau, postier connaissant la langue allemande, fuyant sa ville de Nantes pour échapper au STO, permit un moment la publication d'une feuille rédigée par les soldats allemands approchés par les trotskistes : *Zeitung für Soldat und Arbeiter im Westen*. Après quelques mois, à la fin de l'année 1943, le groupe fut décimé par la répression, Robert Cruau ainsi que les soldats allemands assassinés par la Gestapo. Les nazis remontèrent jusqu'à la direction nationale du POI, arrêtant de nombreux militants, dont le principal dirigeant Marcel Hic, mort en déportation. Des plans de l'arsenal de Brest transmis à Londres par ces militants avaient permis aux aviateurs anglais de mieux ajuster leurs tirs sur la base sous-marine.

L'autre mérite de ce livre est de nous renseigner largement sur un aspect moins connu du militantisme des trotskistes bretons, l'intervention dans les grandes usines de Nantes et de la Basse-Loire (Batignolles, Dubigeon, Say, Chantiers de Bretagne, Arsenal d'Indret...) avec la volonté de faire en sorte que « la défaite de Hitler soit une victoire ouvrière, non la victoire des banquiers anglo-américains ». « Nous allons vers un nouveau Juin 1936 international plus formidable que le précédent », est-il affirmé dans le numéro 3 de *Front ouvrier* (août 1943). Il s'agit donc de regrouper les forces ouvrières, par-delà les clivages politiques, pour assurer à la Libération la victoire complète des travailleurs sur les exploiters capitalistes. On opposerait ainsi une politique de classe à « la politique chauvine d'union sacrée réformiste et stalinienne » (Conférence européenne clandestine de la IV^e Internationale de février 1944, p.118).

Malgré les coups portés à leur organisation, les trotskistes bretons ont su maintenir une activité multiforme pendant la durée de la guerre et aussi en 1946-47, présentant des candidatures aux élections dans le Finistère. Le poids du PC et des gaullistes ne leur permit pas de sortir de la marge sur le plan électoral, malgré la présentation de militants et de militantes rescapés des camps de concentration. Dans ce contexte, les querelles internes affaiblirent un peu plus l'organisation. Ainsi le PC a pu occulter pendant des années après la guerre que l'instituteur Marc Bourhis, un des 27 otages tués



dans la clairière de Châteaubriant par les nazis le 22 octobre 1941 en représailles à l'assassinat par des résistants du commandant de la place de Nantes, le lieutenant-colonel Hotz, était un trotskiste, membre du POI. De même, un autre de ces otages fusillés, Pierre Guéguin, maire de Concarneau, l'ami de Bourhis, se rapprochait de la IV^e Internationale après avoir quitté le PC suite à la signature du Pacte germano-soviétique en 1939. ■

Jean-Paul Salles

* Robert Hirsch, Henri Le Dem, François Préneau, Syllepse, 2023, 315 pages, 22 euros.

Jean-Paul Salles est docteur en histoire de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Après sa soutenance de thèse, il a été qualifié comme maître de conférences. Sa thèse a été publiée en 2005 aux Presses universitaires de Rennes, sous le titre *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*. Il a participé à plusieurs ouvrages collectifs publiés aux PUR, aux PUF ou chez Syllepse. Membre du Comité de rédaction de la revue *Dissidences*, il a dirigé ou co-dirigé plusieurs numéros. Collaborateur du Dictionnaire Maitron, il a rédigé plusieurs biographies, notamment celle de Daniel Bensaïd (2006).